

TABLE ANALYTIQUE
DES
TRAVAUX DU SÉNAT

1922

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉE 1922

ABER-VRAC'H (Station marémotrice de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'une station marémotrice d'essai à l'Aber-Vrac'h (Finistère), déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1607; I. n° 834).

ABSINTHE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 16 mars 1915 relative à l'interdiction de l'absinthe et des liqueurs similaires, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [30 juin] (A. t. I, p. 1106; J.O., p. 993; I. n° 454). M. Roustan dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1249; J.O., p. 114; I. n° 514). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1314; J.O., p. 1170). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 7527).

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

I — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques et serviteurs de toute sorte (Voir Table de 1921, p. 166). M. Duquaire dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 49; I. n° 38). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence.

Discussion générale : M. Paul Duquaire, *rapporteur*. Demande de retrait de l'urgence : MM. Duplantier, Duquaire, *rapporteur*, et Chauveau, *Président de la Commission*. Adoption. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Mauger, Duquaire, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Guillier, Chauveau, *Président de la Commission* et François Saint-Maur. Rejet. Renvoi de la proposition de loi à la Commission [9 février] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 67).

2 — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer, pour une nouvelle période de cinq ans, les taux des contributions au fonds de garantie des exploitants non patentés, en matière d'accidents du travail, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [14 février] (A. t. I, p. 74; J.O., p. 88; I. n° 77). M. Mauger dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 431; J.O., p. 396; I. n° 210). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 694; J.O., p. 618). Promulgation (J.O., 26 avril, p. 4319).

3 — Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 4, paragraphe 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (Voir Table 1920, p. 364). M. Duquaire dépose le rapport [9 mars] (A. t. I, p. 276; J.O., p. 262; I. n° 161). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [23 mars] (A. t. I, p. 432; J.O., p. 397). M. Roustan dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [24 mars] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 403; I. n° 219). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [5 avril] (A. t. I, p. 697; J.O., p. 615). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 4094).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des taxes d'alimentation du fonds de garantie prévu par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités sur les accidents du travail, ainsi que les taxes visées au dernier alinéa de l'article premier de la loi du 25 novembre 1916, pour la constitution du fonds de prévoyance des blessés de la guerre, victimes d'accidents du travail, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'intérieur et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances [16 juin] (A. t. I, p. 960; J.O.,

p. 863 ; I. n° 379). M. Mauger dépose le rapport [23 novembre] (A. t. II, p. 213 ; J.O., p. 1398 ; I. n° 694). M. Pasquet dépose l'avis de la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 348 ; J.O., p. 1523 ; I. n° 785). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (A. t. II, p. 433 ; J.O., p. 1598). Promulgation (J.O. , 31 décembre, p. 12503).

ACTES ET ARCHIVES DÉTRUITS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1250 ; J.O., p. 1115 ; I. n° 519).

ACTES DE DÉCÈS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés et modifiée par le Sénat, relative aux actes de décès des militaires et civils morts pour la France, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [27 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 34 ; I. n° 23). M. de La Batut dépose le rapport [2 février] (A. t. I, p. 52 ; J.O., p. 62 ; I. n° 55). Discussion : Article unique : MM. Louis Marin et Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption [14 février] (A. t. I, p. 77 ; J.O., p. 90). Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 2450).

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant révision et unification des tarifs des droits d'expédition des actes de l'état civil, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1168 ; J.O., 1042 ; I. n° 469). Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [4 juillet] (A. t. I, p. 1192 ; J.O., p. 1065). M. Louis Dausset dépose le rapport [21 octobre] (A. t. II, p. 44 ; J.O., p. 1245 ; I. n° 614). M. Vallier dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle [27 octobre] (A. t. II, p. 89 ; J.O., p. 1287 ; I. n° 631). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Chênebenoit, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances* et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi [23 novembre] (A. t. II, p. 203 ; J.O., p. 1390). Promulgation (J.O. 21 décembre, p. 12142).

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL AUX ARMÉES. — Voir Code civil, 10.

ACTES DE NAISSANCE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de supprimer dans les actes de naissance des enfants naturels les mentions relatives au père ou à la mère, lorsque ceux-ci sont inconnus ou non dénommés, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [27 juin] (A. t. I, p. 1047; J.O., p. 942; I. n° 435). M. Vallier dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J.O., p. 1098; I. n° 512). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des trois articles et de l'ensemble de la proposition de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1335; J.O., p. 1186). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 7746).

ADMINISTRATEURS DES COMMUNES. — Voir Décorations, 6.

ADOPTION. — Voir Code civil, 19.

AÉRONAUTIQUE. — Voir Armée, § II, 9.

AFFICHAGE DE DISCOURS. — Allocution de M. Léon Bourgeois, Président du Sénat [12 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 8).

AGEN (Hôpital-Hospice d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'hôpital-hospice d'Agen à contracter un emprunt de 500.000 francs, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [14 février] (A. t. I, p. 77; J.O., p. 90; I. n° 81).

AGENTS DES CHEMINS DE FER. — Voir Retraites des agents des chemins de fer.

AIDE-MAJOR. — Voir Armée, § II, 11.

AIGUES-MORTES (Gard). — Voir Taxes de remplacement, 6.

ALBAY (Villa d'). — Voir Villa d'Albay.

ALCOOL INDUSTRIEL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel (Voir Table de 1921, p. 167). M. Maurice Sarraut dépose un rapport supplémentaire [16 juin] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 833; I. n° 377).

ALGÉRIE

- I. — RÉGIME LÉGAL.**
- II. — RÉGIME FINANCIER.**
- III. — QUESTIONS DIVERSES.**

I — RÉGIME LÉGAL

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 15 de la loi du 4 février 1919 sur l'accession des indigènes d'Algérie aux droits politiques (Voir Table de 1921, p. 167). M. Gourju dépose le rapport [7 avril] (A. t. I, p. 732; J. O., p. 692; I. n° 320). M. Cuttoli dépose l'avis de la Commission chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algérie [29 juin] (A. t. I, p. 1080; J. O., p. 444). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 280; J. O., p. 1460). Promulgation (J. O., 13 décembre, p. 11902).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, pour une période de cinq années, les dispositions des articles 8 à 15 inclus de la loi du 15 juillet 1914, remises en vigueur par la loi du 4 août 1920 et réglementant le régime de l'indigénat en Algérie, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale [7 juillet] (A. t. I, p. 1255; J. O., p. 1121; I. n° 532). M. Gourju dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet] (A. t. I, p. 1255; J. O., p. 1122; I. n° 533). Promulgation (J. O., 12 juillet, p. 7254).

3 — Dépôt du rapport sur les infractions spéciales à l'indigénat commises en Algérie (année 1921) [12 octobre] (A. t. II, p. 3; J. O., p. 1198).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, pour une période de cinq années, les dispositions des articles 8 à 15 inclus de la loi du 15 juillet 1914, remises en vigueur par la loi du 4 août 1920, prorogées pour une durée de six mois par la loi du 11 juillet 1922, et réglementant le régime de l'indigénat en Algérie, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale. Renvoi, pour avis, à la Commission chargée, en 1922, de l'examen des projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie [21 décembre] (A. t. II, p. 334; J. O., p. 1512, 1523; I. n° 777). M. Gourju dépose le rapport [22 décembre]

(A. t. II, p. 356; J. O., p. 1532; I. n° 789). M. Cuttoli dépose l'avis de la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Algérie [22 décembre] (A. t. II, p. 376; J. O., p. 1547; I. n° 792). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 405; J. O., p. 1574). Promulgation (J. O., 4 janvier 1923, p. 126).

II — RÉGIME FINANCIER

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1923, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 401; J. O., p. 1569; I. n° 803). M. Guillier dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 404; J. O., p. 1573; I. n° 808). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des dix-neuf articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. II, p. 446; J. O., p. 1611). Promulgation (J. O., 31 décembre, p. 12503).

III — QUESTIONS DIVERSES

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 5 août 1920, qui a autorisé l'Algérie à contracter un emprunt de 285 millions de francs, dit « emprunt de liquidation », déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 février] (A. t. I, p. 118; J. O., p. 125; I. n° 132). M. Guillier dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 412; J. O., p. 379; I. n° 190). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 131; J. O., p. 396). Promulgation (J. O., 31 mars, p. 3495).

2 — Proposition de loi de M. Flandin, relative à l'immatriculation de la propriété foncière en Algérie (Voir Table de 1921, p. 169). Renvoi à la Commission de l'Algérie et, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [9 mars] (A. t. I, p. 277; J. O., p. 263). M. Flandin dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [26 mai] (A. t. I, p. 858; J. O., p. 772; I. n° 348).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention relative au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [22 juin]

(A. t. I, p. 1008; J. O., p. 908; I. n° 408). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1138; J. O., p. 1018). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [27 octobre] (A. t. II, p. 89; J. O., p. 1287; I. n° 632). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [21 novembre] (A. t. II, p. 198; J. O., p. 1384; I. n° 680). Déclaration de l'urgence. Articles premier à 10. Adoption. Article 11 : MM. Gustave Lhopiteau, *Président de la Commission*, et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Article 12 : MM. Jeanneney, *rapporteur de la Commission des finances*, et le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 13 et 14. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A. t. II, p. 237; J. O., p. 1421). Promulgation (J. O., 14 décembre, p. 11950).

ALIMENTATION PUBLIQUE DANS LES DÉPARTEMENTS DES BOUCHES-DU-RHÔNE, DU VAR ET DE VAUCLUSE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au développement des irrigations et à l'amélioration de l'alimentation publique dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et de Vaucluse au moyen des eaux du Verdon (Voir Table de 1921, p. 170). M. Fernand David dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 633; J. O., p. 567; I. n° 256). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [26 mai] (A. t. I, p. 858; J. O., p. 772).

ALLAITEMENT (Allocations d'). — Proposition de loi de MM. François Saint-Maur, Henri Merlin, Vayssièrre et Duquaire, ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 24 octobre 1919 sur les allocations d'allaitement. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J. O., p. 1066; I. n° 495).

ALLOCATION D'ASCENDANTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder à la femme « séparée de corps » le bénéfice de l'allocation d'ascendants prévue en faveur de la femme, veuve, divorcée ou non mariée, dont le fils est mort pour la France, par le deuxième paragraphe de l'article 30 de la loi du 31 mars 1919, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [7 décembre] (A. t. II, p. 276; J. O., p. 1457; I. n° 731).

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à imposer aux soumissionnaires des

marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [26 octobre] (A. t. II, p. 61; J.O., p. 1262; I. n° 623). M. François-Saint-Maur dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 228; J.O., p. 1413; I. n° 709). Ajournement de la discussion [7 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1461). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 décembre] (A. t. II, p. 285; J.O., p. 1466). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 12143).

ALLOCATIONS TEMPORAIRES. — Proposition de loi, précédemment adoptée par la Chambre des Députés et modifiée par le Sénat, instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [7 mars] (A. t. I, p. 233; J.O., p. 226; I. n° 156). M. Touron dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1046; J.O., p. 941; I. n° 436). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1272; J.O., p. 1121). M. Louis Pasquet dépose l'avis de la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1278; J.O., p. 1141; I. n° 534). Avis de la Commission des finances par M. Pasquet. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Mauger et Touron, *rapporteur*. Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Touron, *rapporteur*. Rejet de l'amendement par l'adoption du texte de la Commission. Articles 3 à 6 précédemment adoptés. Articles 7 et 8. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1182). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 7462).

ALLOCUTIONS. — Allocution de M. Léon Bourgeois, Président du Sénat [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1335).

AMNISTIE. — Voir Loi du 29 avril 1921.

ANIMAUX (Maladies contagieuses des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 décembre 1921, abrogeant la phrase 2 de l'article 5 de la loi locale d'Alsace et Lorraine du 5 août 1912, concernant les maladies contagieuses des animaux, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Jus-

tics. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [26 mai] (A. t. I, p. 870; J.O., p. 781; I. n° 350).

ANNUITÉS DUES A LA FRANCE PAR LE GOUVERNEMENT CHINOIS (Affectation d').

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement français à négocier avec le Gouvernement chinois l'affectation d'annuités dues à la France à une opération de crédit ayant pour objet la sauvegarde des intérêts matériels et moraux de la France en Extrême-Orient, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [31 janvier] (A. t. I, p. 43; J.O., p. 54; I. n° 40). M. Jeanneney dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 90; J.O., p. 101; I. n° 99). M. Reynald dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 106; I. n° 104). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jeanneney, *rapporteur de la Commission des finances*; Reynald, *rapporteur de la Commission des affaires étrangères*; Gaudin de Villaine et Jules Delahaye [2 mars] (A. t. I, p. 192; J.O., p. 190). Suite de la discussion générale : MM. Jules Delahaye, Japy, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; René Héry, Jeanneney, *rapporteur de la Commission des finances*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Paul Doumer et Cazals. Sur le passage à la discussion de l'article unique : MM. Jules Delahaye, le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption au scrutin. Article unique : MM. Massabuau, le *Ministre des Finances*, Maranget, de Las Cases et Dominique Delahaye. Adoption. [3 mars] (A. t. I, p. 209; J.O., p. 205). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 3302).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine, intervenu à Pékin les 9 et 27 juillet 1922 entre la France et la Chine, déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères* et M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [16 novembre] (A. t. II, p. 178; J.O., p. 1366; I. n° 662). — M. Reynald dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 447; J.O., p. 1612; I. n° 840). M. Noulens dépose l'avis de la

Commission des affaires étrangères [29 décembre] (A. t. II, p. 448; J.O.; p. 1612). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Reynald, *rapporteur de la Commission des finances*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Jeanneney, Massabuau et Jules Delahaye [31 décembre] (A. t. II, p. 534, 559; J.O., p. 1683, 1703).

ARCUEIL-CACHAN (Seine). — Voir Communes et cantons, 8.

ARMÉE

I. — RECRUTEMENT.

II. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RECRUTEMENT

1 — Dépôt du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1921 [29 juin] (A. t. I, p. 1080; J.O., p. 970).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le recrutement de l'armée, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission de l'armée [6 juillet] (A. t. I, p. 1250; J.O., p. 1115; I. n° 518). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [12 octobre] (A. t. II, p. 5; J.O., p. 1199). M. le Général Bourgeois dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 321; J.O., p. 1498; I. n° 773).

II — QUESTIONS DIVERSES

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le rengagement des militaires libérés (Voir Table de 1921, p. 178). M. Mauger dépose le rapport [2 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 62; I. n° 57). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 février] (A. t. I, p. 79; J.O., p. 92). Promulgation (J.O., 19 février, p. 2110).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ouvrant aux indigènes musulmans de l'Algérie, non citoyens français, et aux musulmans ressortissants français de la Tunisie et du Maroc, l'accès à tous les grades d'officier et assimilé de l'armée de terre, au titre français, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et

M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'armée [9 février] (A. t. I, p. 56; J.O., p. 67; I. n° 59).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, abaissant la limite d'âge des commis greffiers devant les conseils de guerre de l'armée de terre (Voir Table 1920, p. 492). M. de La Batut dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 65; J.O., p. 74; I. n° 72). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 février] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 118). Promulgation (J.O., 28 février, p. 2414).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de la ville de Strasbourg, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission de l'armée, et pour avis, à la Commission des finances, à la Commission d'Alsace et Lorraine et à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 mars] (A. t. I, p. 509; J.O., p. 464; I. n° 238). M. le Général Hirschauer dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 1008; J.O., p. 908). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [22 juin] (A. t. I, p. 1009; J.O., p. 909; I. n° 411). M. Albert Lebrun dépose l'avis de la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1106; J.O., p. 993; I. n° 451). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des dix articles et de l'ensemble du projet de loi [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1066). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7810).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation du corps des interprètes militaires de langue arabe, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et pour avis à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 653; J.O., p. 581; I. n° 265).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de réserver des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre, ainsi qu'aux veuves et aux orphelins de guerre. (Voir Table de 1921, p. 177). M. Jean Cazelles dépose le rapport [6 avril] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 632; I. n° 312). M. le Colonel Stuhl dépose l'avis de la Commission des finances [1^{er} juin] (A. t. I, p. 882; J.O., p. 792; I. n° 359). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale:

MM. Jean Cazelles, *rapporteur*; André Lebert, Maginot, *Ministre de la Guerre et des Pensions*; le Colonel Stuhl, *rapporteur de la Commission des finances*; de Lubersac et Bouveri. Article premier : MM. Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*; Jean Cazelles, *rapporteur*; le *Ministre de la Guerre*. Adoption. Articles 2 à 7. Adoption. Article 8 : MM. Mauger et Jean Cazelles, *rapporteur*. Adoption. Article 9 : Amendement de MM. Gallet et de Lubersac : MM. Gallet, Jean Cazelles, *rapporteur*; et de Lubersac. Retrait. Adoption de l'article 9. Articles 10 à 16. Adoption. Adoption des tableaux A, B, C, D, E, F, G et H. Adoption de l'ensemble du projet de loi [9 juin] (A. t. I, p. 887; J.O., p. 798).

7 — Proposition de loi de M. Gaudin de Villaine ayant pour objet de garantir les services de guerre des officiers à titre temporaire promis au choix à titre définitif. Renvoi à la Commission de l'armée [20 juin] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 883; I. n° 388).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers, déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*, M. le *Ministre de la Guerre et des Pensions* et M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [7 novembre] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 1307; I. n° 635). M. Richard dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II, p. 401; J.O., p. 1569; I. n° 806).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la création de l'arme de l'aéronautique, déposé par M. le *Ministre de la Guerre et des Pensions*. Renvoi à la Commission de l'armée [14 novembre] (A. t. II, p. 143; J.O., p. 1336; I. n° 656). M. le Général Hirschauer dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 197; J.O., p. 1383; I. n° 682). Ajournement de la discussion [30 novembre] (A. t. II, p. 243; J.O., p. 1425). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. le Général Hirschauer, *rapporteur*, et M. Maginot, *Ministre de la Guerre*. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. de Lubersac et le *Ministre de la Guerre*. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 décembre] (A. t. II, p. 249; J.O., p. 1434). Promulgation (J.O., 9 décembre, p. 11686).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la cession à la ville de Rocroi des bâtiments militaires et terrains des fortifications de cette ville, déposé par M. le *Ministre de la Guerre* et M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission

de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [7 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1457; I. n° 728).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déterminant la date de nomination au grade d'aide-major de 2^e classe des élèves de l'école du service de santé militaire, ainsi que la situation particulière des élèves qui ont été mobilisés, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458; I. n° 739). M. Paul Pellisse dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1465; I. n° 749). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (A. t. II, p. 434; J.O., p. 1599). Promulgation (J.O., 7 janvier 1923, p. 238).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1923, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'armée [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1468; I. n° 759). M. le Général Bourgeois, dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [19 décembre] (A. t. II, p. 321; J.O., p. 1498; I. n° 774). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. le Général Bourgeois, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Fernand Merlin et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Adoption des trois premiers alinéas. Amendement (soumis à la prise en considération) de M. le Général Taufflieb au quatrième alinéa : MM. le Général Taufflieb et le Rapporteur. Rejet. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 2. Article 3 : Amendement de M. le Général Taufflieb (soumis à la prise en considération) : MM. le Général Taufflieb et le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 3. Article 4 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Carrère et plusieurs de ses collègues : MM. Gaston Carrère, le Ministre de la Guerre, Machet, Jean Durand, Louis Michel et Dominique Delahaye. Rejet au scrutin, après pointage, de l'amendement. Sur l'article : MM. Gallet et le Ministre de la Guerre. Adoption de l'article 4. Articles 5 et 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 décembre] (A. t. II, p. 326; J.O., p. 1506). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 12253).

ARMÉE DU LEVANT. — Voir Crédits, 1, 6, 7.

ARMES A FEU. — Proposition de loi concernant la réglementation de la vente des armes à feu, déposée par M. Paul Le Roux. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1199; I. n° 582).

ASSISTANCE AUX FRANÇAIS DE RUSSIE. — Voir Crédits, 17.

ASSOCIATIONS DÉCLARÉES DE BIENFAISANCE ET D'ASSISTANCE (Capacité civile). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant la capacité civile des associations déclarées de bienfaisance et d'assistance, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [26 mai] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 771; I. n° 344).

ASSOCIATIONS SYNDICALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 août 1921, rendant applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les lois des 22 décembre 1888, 13 décembre 1902 et 5 août 1911, relatives aux associations syndicales, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [24 mars] (A. t. I, p. 458; J.O., p. 420; I. n° 225). M. Diebolt-Weber dépose le rapport [23 novembre] (A. t. II, p. 202; J.O., p. 1390; I. n° 688). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [5 décembre] (A. t. II, p. 249; J.O., p. 724). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 358; J.O., p. 1533). Promulgation (J.O., 21 janvier 1923, p. 718).

ASSURANCE-ACCIDENTS. — Voir Taux maxima.

ASSURANCES-NUPTIALITÉ ET ASSURANCES-NATALITÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 février 1922 rendant applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la loi du 26 mai 1921 relative à la surveillance et au contrôle des entreprises d'assurances-nuptialité et d'assurances-natalité, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1465; I. n° 744).

ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 15 mars 1920, déterminant les conditions d'application de la législation sur les assurances sociales aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs en Alsace et Lorraine (Voir Table de 1921, p. 179). M. Dron dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 431; J.O., p. 396; I. n° 212). M. Helmer dépose l'avis de la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux questions minières [5 avril] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 619).

AVANCES AU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'avances, jusqu'à concurrence de 55 millions, au Gouvernement autrichien, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances [7 avril] (A. t. I, p. 782; J.O., p. 692; I. n° 322). M. Louis Dausset dépose le rapport [8 avril] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 709; I. n° 325). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [9 juin] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 797; I. n° 362). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Victor Bérard, Louis Dausset, *rapporteur*; Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin] (A. t. I, p. 940; J.O., p. 846). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 6582).

AVANCE DE L'HEURE EN ÉTÉ. — Proposition de loi, précédemment adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'abrogation de la loi sur l'avance de l'heure en été, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale et communale [10 mars] (A. t. I, p. 324; J.O., p. 801; I. n° 173). M. Jossot dépose et lit le rapport (I. n° 178). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Louis Michel et Dominique Delahaye. Adoption des quatre articles et de l'ensemble de la proposition de loi [14 mars] (A. t. I, p. 352; J.O., p. 324). Promulgation (J.O., 15 mars, p. 2937).

AVANCES SPÉCIALES AUX DÉPARTEMENTS ET AUX COMMUNES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder aux départements et aux communes des avances spéciales prélevées sur les fonds du crédit agricole et destinées à faciliter l'application de la loi du 31 octobre 1919 sur l'accession à la petite propriété des travailleurs et des familles peu fortunées, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1149; I. n° 542). M. Fernand David dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 198; J.O., p. 1384; I. n° 678). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [30 novembre] (A. t. II, p. 229; J.O., p. 1414). Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Mchet. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Mauger et Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Articles premier et 2. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Mchet et le Ministre de l'Agriculture. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A. t. II, p. 242; J.O., p. 1424). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 11878).

AVOCAT (Profession d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'exercice de la profession d'avocat et à la discipline du barreau en Alsace et Lorraine (Voir Table 1921, p. 180). M. Eccard dépose le rapport et l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [2 février] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 60; I. n° 50). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 février] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 91). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 2542).

BANQUE DE FRANCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la convention passée, le 21 décembre 1922, entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 828). M. Henry Bérenger dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 438; J.O., p. 1604; I. n° 830). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Raphaël-Georges Lévy, François-Marsal, Ribot, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Victor Bérard et Louis Tissier. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 504; J.O., p. 1658). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1923, p. 2).

BANQUE INDUSTRIELLE DE CHINE. — Voir Annués dues à la France.

BANQUES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE ET DE LA RÉUNION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1214; I. n° 591). M. Georges Berthoulat dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 326; J.O., p. 1505; I. n° 775).

BAUX A LOYER.

1 — Proposition de loi tendant à préparer le retour au droit commun en matière de baux à loyer, déposée par M. Brager de La-Ville-Moysan. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [12 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 10; I. n° 3).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 9 mars 1918, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [29 mars] (A. t. I, p. 554; J.O., p. 503; I. n° 249).

BEAUCHAMP (Hameau de). — Voir Communes et Cantons, 4.

BEAUSOLEIL (Commune de). — Voir Communes et Cantons, 9.

BÉNÉFICES DE GUERRE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'exercice du privilège du Trésor pour le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [23 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 119; I. n° 118). M. Henry Bérenger dépose le rapport. M. Guillier dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle (I. n° 459) [30 juin] (A. t. I, p. 1128; J.O., p. 1011, 1012; I. n° 458). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate : M. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Articles premier à 5. **Adoption.** Article 6 : MM. Guillaume Chastenet, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; le Rapporteur général, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*; Touron, Guillier, *rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle*; Pol-Chevalier, Dominique Delahaye et Gaston Japy. **Adoption.** Articles 7 à 18. **Adoption.** Article 19 : Amendement de M. Bergeon : M. Bergeon. **Retrait.** Amendement de M. Guillaume Chastenet : MM. Guillaume Chastenet, le Ministre des Finances, Guillier, *rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle*. **Adoption.** Adoption de l'article 19, modifié. Articles 20 et 21. **Adoption.** Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 juillet] (A. t. I, p. 1233; J.O., p. 1101). || Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1149; I. n° 544). M. Henry Bérenger dépose le rapport. **Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée.** Articles premier à 18 précédemment adoptés. **Adoption de l'article 19.** **Adoption du projet de loi [8 juillet]** (A. t. I, p. 1325; J.O., p. 1179): **Promulgation** (J.O., 11 août, p. 8398).

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler la procédure applicable en vue de la répression des dissimulations frauduleuses de bénéfices de guerre** (Voir table de 1921, p. 182). M. Boivin-Champeaux dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle [5 avril] (A. t. I, p. 694; J.O., p. 615; I. n° 299). M. Henry Bérenger dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 619; I. n° 297). **Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.** **Déclaration de l'urgence. Discussion générale :** M. Henry Bérenger *rapporteur général de la Commission des finances*. **Discussion des articles :** Article premier : MM. Boivin-Champeaux, *Président et rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle*; Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Pérès, le Rapporteur général, Hervey, Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. **Adoption, au scrutin, de l'article premier.** Article 2. **Adoption.** Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 mai] (A. t. I, p. 861; J.O., p. 774). **Promulgation** (J.O., 30 mai, p. 5598).

BEURRE ET MARGARINE. **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 2 et 3 de la loi du 16 avril 1897 (modifiée par la loi du 25 juin 1907), concernant la**

répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre du Commerce. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, et, pour avis, à la Commission de l'agriculture et à la Commission de législation civile et criminelle [30 mars] (A. t. I, p. 633; J.O., p. 567; I. n° 259). M. Roustan dépose le rapport [13 juin] (A. t. I, p. 940; J.O., p. 845; I. n° 370).

BIENS MEUBLES (Dommages causés aux). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 6 septembre 1921, portant introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi du 23 juillet 1921, relative au mode de paiement des indemnités prévues par la loi du 17 avril 1919, pour la réparation des dommages causés aux biens meubles, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la justice. Renvoi à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1150; I. n° 552).

BLÉ ET FARINES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer une meilleure utilisation du blé et des farines, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [4 juillet] (A. t. I, p. 1223; J.O., p. 1090; I. n° 497). M. Machet dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1278; J.O., p. 1141; I. n° 539). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier : MM. Gaston Carrère et Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1152) Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 7502).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 19 septembre 1922 concernant l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi du 15 juillet 1922, assurant une meilleure utilisation du blé et des farines, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1551; I. n° 796).

BLÉ, MÉTEIL ET SEIGLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à allouer, pour la moisson de 1921, des

primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées (Voir Table 1921, p. 183). M. Fernand David dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 128). M. Roland dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 130). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 362). Promulgation (J.O., 17 mai, p. 5078).

BOISSONS (Débits de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi du 9 novembre 1915 sur la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [19 octobre] (A. t. II, p. 21; J.O., p. 1224; I. n° 599). M. Henri Merlin dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 317; J.O., p. 1495; I. n° 770). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (A. t. II, p. 437; J.O., p. 1601).

BUDGETS

I. — BUDGETS GÉNÉRAUX.

II. — RÉGLEMENT DÉFINITIF DES BUDGETS.

I — BUDGETS GÉNÉRAUX

BUDGET DE 1920.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 octobre 1920 relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des dispositions des articles 150 à 160 inclus de la loi du 31 juillet 1920, portant fixation du budget général de l'exercice 1920 (Voir Table de 1921, p. 485). M. Henry Bérenger dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 67; I. n° 61). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 995; J.O., p. 898). Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 6918).

BUDGET DE 1921.

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget spécial, pour l'exercice 1922, des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 février] (A. t. I,

p. 139; J.O., p. 143: I. n° 135). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 373; J.O., p. 341; I. n° 181). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport (Ministère des Pensions, primes et allocations de guerre) [21 mars] (A. t. I, p. 418; J.O., p. 383; I. n° 195). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport (Ministère des Régions libérées) [21 mars] (A. t. I, p. 426; J.O., p. 390; I. n° 201). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Gaudin de Villaine et Albert Lebrun [27 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 445). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion générale: MM. Fourment, Guillaume Chastenet et François-Marsal. Demande de formation du Sénat en comité secret. Adoption. Suspension et reprise de la séance. Reprise de la discussion générale: MM. François-Marsal et Louis Dausset [28 mars] (A. t. I, p. 512; J.O., p. 467). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Suite de la discussion générale: MM. Louis Dausset, Debierre et de Monzie [29 mars] (1^{re} séance) (A. t. I, p. 533; J.O., p. 487). Suite de la discussion générale: MM. Albert Gérard et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Discussion des articles: Article premier. Etat A. Finances: chapitres 1 à 8. Adoption. Chapitre 9: MM. de Lubersac et de Lasteyrie. Adoption. Chapitres 10 à 15. Adoption. — Justice: Services judiciaires. Chapitres 16 et 17. Adoption. Services pénitentiaires. Chapitre 18. Adoption. — Guerre: Chapitres 19 à 21. Adoption. — Marine: Chapitre 22. Adoption. — Instruction publique: Chapitre 23. Amendement de M. Mauger: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Mauger et Lafferre. Rejet. Adoption du chapitre 23. Chapitre 24: Amendement de M. Mauger: MM. Mauger et le Rapporteur général. Rejet. Adoption du chapitre 24. Chapitre 25. Amendement de M. Mauger. Rejet. Adoption du chapitre 25. Chapitre 26 et 27. Adoption. — Beaux-Arts: Chapitres 28 à 30. Adoption. — Enseignement technique: Chapitre 31. Adoption. — Travail: Chapitre 32: MM. Chagnaud et Albert Peyronnet. *Ministre du Travail*. Adoption. Chapitre 33. Adoption. Chapitre 34: MM. de Lubersac, le Ministre du Travail, Mauger et Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. — Colonies: Chapitre 35. Adoption. Chapitre 36: MM. de Lubersac, le Rapporteur général, le Ministre des Régions libérées et Albert Lebrun. Adoption du chapitre 36 modifié. — Agriculture: Chapitre 37. Adoption. Chapitre 38: Amendement de M. Fernand David: MM. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 39. Adoption. Chapitre 40: MM. de Lubersac et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitre 41. Adoption. Chapitre 42: Amendement de M. de Lu-

bersac : M. le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Adoption du chapitre 42 avec un nouveau libellé. — Travaux publics : Chapitres 43 et 44. Adoption. Chapitre 45 : Amendement de M. Delpierre : MM. Delpierre, le Rapporteur général, Albert Lebrun, Bachelet, Mahieu, *Secrétaire général du Ministère des Travaux publics, Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Adoption du chapitre 45, modifié. Chapitres 46 à 52. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitres 53 et 54. Adoption. — Ports, Marine marchande et Pêches. Chapitres 55 et 56. Adoption. — Régions libérées. Observations de MM. Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur* ; Lucien Hubert et Castillard. Chapitres 57 à 61. Adoption. Chapitres 62 : Amendement de MM. Henri Merlin, de Lubersac et Monfeuillart : MM. Henri Merlin, le Ministre des Régions libérées, Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur*, et de Lubersac. Rejet (par l'adoption du chiffre proposé par la Commission au chapitre 62). Chapitre 63 : MM. de Lubersac et Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 64 à 66. Adoption. Chapitre 67 : MM. de Lubersac et le Ministre des Régions libérées. Adoption. Chapitres 68 à 105. Adoption. Chapitre 106 : Amendement de MM. Henri Merlin, de Lubersac et Monfeuillart : MM. de Lubersac, Henri Merlin et Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur*. Retrait. Adoption du chapitre 106. Chapitres 107 et 108. Adoption. — Pensions, primes et allocations de guerre : Observations de M. le Colonel Stuhl, *rapporteur*. Chapitres 109 à 129. Adoption. — Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Chapitres 130 à 138. Adoption. Chapitres 139 à 143 (mémoire). Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : MM. Chênebenoit, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Charpentier, Reibel, *Ministre des Régions libérées* ; Valentino, *Directeur du contentieux, des travaux législatifs et des services médicaux, Commissaire du Gouvernement* ; Albert Lebrun. Adoption. Articles 3 à 19. Adoption. Article 20 : MM. le Ministre des Régions libérées, Henry Bérenger, *rapporteur général* et de Lubersac. Adoption. Articles 21 et 22. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Gaudin de Villaine et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (2^e séance) (A. t. I, p. 555 ; J.O., p. 504). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget spécial, pour l'exercice 1922, des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 654 ; J.O., p. 582). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 281). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate prononcée. Article premier : Etat A : Finances. Chapitre premier, 6. Adoption. — Guerre : Chapitre 21. Adoption. — Instruction publique : Chapitre 24 : MM. Mauger,

Bellin, *Directeur de l'enseignement secondaire, Commissaire du Gouvernement*, le rapporteur général. Adoption. Chapitre 26 : MM. Mauger, le Rapporteur général, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. — Amendement de M. Mauger. Rejet. Adoption du chapitre 26. — Travail. Chapitre 34. Adoption. — Agriculture : Chapitre 38 : MM. Vittini, *Directeur de la comptabilité, Commissaire du Gouvernement* ; le Rapporteur général, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; le Ministre des Finances et Mauger. Adoption. — Travaux publics : Chapitre 43. Adoption. — Régions libérées : Chapitres 57, 67, 68, 69, 79, 80, 90, 92, 94. Adoption. Chapitre 108 : MM. le Rapporteur général et Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Chapitres 134, 137. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3 précédemment adopté. Article 4 : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général, Hervey, Dominique Delahaye, le Ministre des Finances. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 676 ; J.O., p. 595). Promulgation (J.O., 1^{er} avril ; p. 3546).

II — RÈGLEMENT DÉFINITIF DES BUDGETS

BUDGET DÉFINITIF DE 1912.

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1912 (Voir Table de 1921, p. 234). Adoption [27 janvier] (A. t. I, p. 31 ; J.O., p. 39). Promulgation (J.O., 12 février ; p. 1746).

BUDGET DE L'ALGÉRIE. — Voir Algérie, § II, 1.

BUDGETS D'ALSACE ET LORRAINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets en date du 31 mars 1921, arrêtant les budgets ordinaire et extraordinaire d'Alsace et Lorraine pour 1921, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [26 mai] (A. t. I, p. 870 ; J. O., p. 781 ; I. n° 349). M. Roy dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 22 ; J. O., p. 1224 ; I. n° 601).

BUDGET DES DÉPENSES RECOUVRABLES. — Voir Crédits provisoires.

BUDGET DU SÉNAT. — Voir Résolutions, 6.

BUREAU DU SÉNAT. — Installation du bureau provisoire. Président d'âge : M. Gustave Denis; Secrétaires d'âge : MM. Donon, Labrousse, Duroux, Paul Dupuy, de Lubersac et Carrère (10 janvier 1922). Résultat du scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Léon Bourgeois, élu. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents : MM. Bienvenu Martin, Alexandre Bérard, Boudenoot et Jenouvrier, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de huit Secrétaires : MM. Pelisse, Ordinaire, Fenoux, Morand, Reynald, François-Saint-Maur, Milan et Lancien, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de trois Questeurs : MM. Poirson, Ranson et Vieu, élus. Proclamation de la constitution du bureau définitif du Sénat pour 1922. Installation du bureau définitif. Discours de M. Léon Bourgeois, Président du Sénat. Vote de l'affichage du discours [12 janvier] (A. t. I, p. 6; J. O., p. 8). Résultat du scrutin pour la nomination d'un Vice-Président du Sénat : M. Antony Ratier, élu [16 novembre] (A. t. II, p. 177; J. O., p. 1366).

BUREAUX

10 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2; J. O., p. 2; F. 2).

12 octobre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 4; J. O., p. 1199; F. 60).

Le 5^e bureau (de janvier 1922) a nommé membre de la Commission relative aux questions minières : M. Paul Fleury, en remplacement de M. Boudenoot, décédé [17 novembre] (J. O., p. 11082; F. 69).

BUSSIÈRE-SUR-OUCHÉ (Côte-d'Or). — Voir Communes et Cantons, 5.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

1 — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. M. Antony Ratier est élu [23 février] (A. t. I, p. 114; J. O., p. 119).

2 — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1921 de ces deux établissements [27 juin] (A. t. I, p. 1048; J. O., p. 943; I. n° 437).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS D'ALSACE ET LORRAINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 mars 1922 concernant l'élévation du taux de l'intérêt servi par la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et Lorraine aux caisses d'épargne sans garantie communale, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [19 décembre] (A. t. II, p. 291; J. O., p. 1473; I. n° 765).

CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE. — Voir Registre du commerce.

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. — Voir Inscrits maritimes.

CAISSES DE MALADES PRÉVUES PAR LE CODE D'ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 19 février 1921, relatif à la réorganisation des caisses de malades agréées prévues par le Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911 (Voir Table de 1921, p. 236). M. Lancien dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 396; J. O., p. 365; I. n° 188). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 697; J. O., p. 618). Promulgation (J. O., 28 avril, p. 4406).

CAISSES MINIÈRES DE SECOURS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 décembre 1919, relatif aux conditions d'éligibilité des « Anciens » des caisses minières de secours prévues par la loi du 16 décembre 1873 sur les mines, en vigueur en Alsace et Lorraine, et à la reconstitution des comités directeurs de ces caisses (Voir Table de 1921, p. 236). Renvoi, pour avis, à la Commission relative aux questions minières [16 février] (A. t. I, p. 85; J. O., p. 97). M. Dron dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 131; J. O., p. 396; I. n° 211). M. Helmer dépose l'avis de la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux questions minières [5 avril] (A. t. I, p. 698; J. O., p. 619).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE (Commission supérieure de la). — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. M. Raphaël-Georges Lévy est élu [16 février] (A. t. I, p. 90; J. O., p. 101).

CANAL DE WASSY. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'homologuer le relèvement des taxes maxima du tarif annexé au cahier des charges de concession de l'exploitation du canal de Wassy à Saint-Dizier (canal concédé par la loi du 8 avril 1879) ; 2° d'autoriser la substitution de la Société des aciéries de Micheville à la Société des forges de Champagne comme concessionnaire dudit canal, déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [22 décembre] (A. t. II, p. 357 ; J.O., p. 1532 ; I. n° 791).

CAPITAUX (Exportation des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la modification des dispositions de la loi du 3 avril 1918 sur l'exportation des capitaux et l'importation des valeurs mobilières (art. 16 du projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget ordinaire ; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix). M. Henry Bérenger dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 531 ; J.O., p. 578 ; I. n° 240). Adoption. [31 mars] (A. t. I, p. 655 ; J.O., p. 583). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3545).

CAROBES OU CAROUGES. — Voir Douanes, 3.

CASIER JUDICIAIRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 2 et 4 de la loi du 26 mars 1891, dite « loi de sursis », et l'article 7, paragraphe 6°, de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire (Voir Table 1921, p. 237). M. Louis Martin dépose le rapport [7 avril] (A. t. I, p. 738 ; J.O., p. 656 ; I. n° 315). Adoption [20 octobre] (A. t. II, p. 39 ; J.O., p. 1240). Promulgation (J.O., 26 janvier, p. 862).

CETTIGNÉ (Immeuble appartenant à l'État situé à). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'aliénation d'un immeuble appartenant à l'État, situé à Cettigné, et précédemment affecté à la légation de la République, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 mars] (A. t. I, p. 206 ; J.O., p. 201 ; I. n° 149). M. Lucien Hubert dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 595 ; J.O., p. 536 ; I. n° 253). Déclaration de l'ur-

gence. Adoption [8 avril] (A. t. I, p. 802; J.O., p. 710). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 4574).

CHAMBRES D'AGRICULTURE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux Chambres d'agriculture, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [31 janvier] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 48; I. n° 28). M. Chomet dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 938; J.O., p. 840; I. n° 367). Discussion générale : MM. Chomet, rapporteur; Chauveau et Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Renvoi du projet de loi, pour avis, à la Commission des finances : MM. Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Méline, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Déclaration de l'urgence [19 octobre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1214). M. Fernand David, dépose l'avis de la Commission des finances [30 novembre] (A. t. II, p. 229; J.O., p. 1413; I. n° 714). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion générale : M. Jules Roche. Discussion des articles : Articles premier et 2. Adoption. Article 3. Contre-projet de M. Duchein. Retrait. Adoption de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5 : Amendement de M. Lafferre : MM. Lafferre, Chomet, rapporteur; Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de la première partie de l'amendement. Amendement de M. Léon Roland au 2° de l'article : MM. Léon Roland et Chomet, rapporteur. Adoption de l'amendement modifié. Sur le 2° de l'amendement de M. Lafferre : MM. Chomet, rapporteur; et le Ministre de l'Agriculture. Retrait. Sur le 3° de l'amendement de M. Lafferre : MM. Millières-Lacroix, Faure, le Ministre de l'Agriculture et Chomet, rapporteur. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de MM. Ruffier, Bussy et Duquaire : M. Duquaire. Retrait. Amendement de MM. Faure, de Jouvenel, Damecour, Labrousse et Carrère : MM. Faure et le Ministre de l'Agriculture. Retrait. Amendement de M. Léon Roland (au dernier alinéa) : M. Chomet, rapporteur. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6. Adoption. Article 7 : Amendement de M. Léon Roland : MM. Léon Roland et Chomet, rapporteur. Adoption (devenant l'article 7). Articles 8 à 15. Adoption. Article 16 : Amendement de MM. Ruffier, Gourju, Bussy et Duquaire : MM. Duquaire, Chomet, rapporteur; le Ministre de l'Agriculture. Retrait. Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de MM. Brocard et Carrère au 4° alinéa : M. Chomet, rapporteur. Adoption. Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article 16. Articles 17 à 23. Adoption. Article 24 : Amendement de M. Léon Roland : M. Léon Roland. Retrait. Amendement de MM. Carrère, Donon, Bouctot, Ba-

cholet et plusieurs de leurs collègues : MM. Gaston Carrère, Chomet, *rapporteur* ; le Ministre de l'Agriculture, Mauger et Roustan. Adoption. Article 25 : Amendement de M. Chapsal : MM. Chapsal et Chomet, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 25. Articles 26 à 33. Adoption. Article 34 : MM. Fernand David, *rapporteur de la Commission des finances* et Chomet, *rapporteur*. Adoption de la première partie de l'article (texte de la Commission). Amendement de MM. Faure, Maurice Guesnier, Léon Roland et plusieurs de leurs collègues : MM. Faure, Fernand David, *rapporteur de la Commission des finances* ; Chomet, *rapporteur* ; le Ministre de l'Agriculture. Retrait. Amendement de M. Lafferre au 6^e alinéa. Retrait. Amendement de MM. Ruffier, Bussy et Duquaire. Retrait. Adoption de l'article 34. Articles 35 à 37. Adoption. Article 38 : Amendement de MM. Léon Roland et Maurice Guesnier. Adoption (devenant l'article 38). Article 39. Adoption. Amendement de M. Dominique Delahaye : (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye, Chomet, *rapporteur* ; le Ministre de l'Agriculture. Rejet. Article 40 : Amendement de M. Lafferre : MM. Lafferre et le Ministre de l'Agriculture. Retrait. Amendement de M. Léon Roland. Retrait. Amendement de MM. Beaumont, Pajot, Machet, Carrère et Faure : MM. Chomet, *rapporteur* ; Machet et Beaumont. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 40. Articles 41 à 44. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Méline, *Président de la Commission de l'agriculture* ; le Ministre de l'Agriculture et Jules Delahaye. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 décembre] (A. t. II, p. 251 ; J.O., p. 1436).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, jusqu'au 31 décembre 1923, le délai prévu par les lois du 29 avril 1920, du 13 août 1920, du 18 avril 1921, et du 23 janvier 1922, pour la mise en application de la loi du 25 octobre 1919 sur les Chambres d'agriculture, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [28 décembre] (A. t. II, p. 438 ; J.O., p. 1602 ; I. n° 829). M. Alfred Brard dépose et lit le rapport (I. n° 842). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 460 ; J.O., p. 1623). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 12512).

CHAMBRE DE COMMERCE.

[— Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rétablir la situation financière des Chambres de commerce des régions libérées, déposé par M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de

l'Industrie, du travail et des postes, et, pour avis à la Commission des finances [24 mars] (A. t. I, p. 458 ; J.O., p. 420 ; I. n° 226). M. Hervey dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 595 ; J.O., p. 536 ; I. n° 254). Avis de la Commission des finances, par M. Raphaël-Georges Lévy (I. n° 290). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article unique : MM. Hervey, *rapporteur* ; le Lieutenant-Colonel Plichon, Clémentel, *Président de la Commission* ; Dominique Delahaye et Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur de la Commission des finances*. Demande d'ajournement. Rejet. Observation de M. Raphaël-Georges Lévy. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 avril] (A. t. I, p. 694 ; J.O., p. 616). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 4487).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, attribuant le caractère d'établissements publics aux groupements économiques régionaux de Chambres de commerce, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie, du travail et des postes [28 novembre] (A. t. II, p. 218 ; J.O., p. 1404 ; I. n° 730).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Voir Crédits supplémentaires, § X, 2, 3.

CHARLEVILLE (Ardennes). — Voir Taxes de remplacement, 1.

CHEMINS DE FER.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver des arrangements temporaires passés entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux (réseau de la Corse), déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 janvier] (A. t. I, p. 36 ; J.O., p. 48 ; I. n° 32). M. Jeanneney dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 994 ; J.O., p. 897 ; I. n° 405). Observation de M. Jeanneney, *rapporteur*. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1169 ; J.O., p. 1043). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 7214).

2. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à incorporer dans le réseau d'intérêt général de l'Algérie la ligne de chemin de fer de Biskra à Touggourt et l'embranchement d'Oumache à Tolga, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national

[23 février] (A. t. I, p. 95 ; J.O., p. 107 ; I. n° 108). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [2 mars] (A. t. I, p. 191 ; J.O., p. 189 ; I. n° 466). Déclaration de l'urgence. Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 322). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 3206).

3. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie normale de Bougie à Sétif (département de Constantine), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [3 mars] (A. t. I, p. 230 ; J.O., p. 222 ; I. n° 152). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 554 ; J.O., p. 503 ; I. n° 246). Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 694 ; J.O., p. 617). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3918).

4. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Cher, d'une voie ferrée d'intérêt local raccordant au canal du Berry la ligne de Neuilly-en-Sancerre à Vierzon (Voir Table de 1921, p. 243). M. Marcel Régnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 376 ; J.O., p. 348 ; I. n° 183). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 433 ; J.O., p. 398). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3496).

5. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Somme à racheter le chemin de fer d'intérêt local de Woincourt à Ault-Onival et à l'affermier à la Société générale des chemins de fer économiques, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 485 ; J.O., p. 445 ; I. n° 235). M. Roy dépose le rapport [8 avril] (A. t. I, p. 801 ; J.O., p. 709 ; I. n° 328). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [22 juin] (A. t. I, p. 995 ; J.O., p. 897 ; I. n° 406). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1062 ; J.O., p. 954). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 7217).

6. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au mode de calcul de l'impôt sur les chemins de fer d'intérêt général et les voies ferrées d'intérêt local, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [29 mars] (A. t. I, p. 552 ; J.O., p. 503 ; I. n° 244). M. Jeanneney dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 654 ; J.O., p. 582 ; I. n° 275). Communication d'un décret dé-

signant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jeanneney, rapporteur de la Commission des finances; Reynald, rapporteur de la Commission des chemins de fer; de Lasteyrie, Ministre des Finances; Dominique Delahaye; Milliès-Lacroix, Président de la Commission des finances. Article premier : MM. Hervey, Milliès-Lacroix, Président de la Commission des finances, et Dominique Delahaye. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 705; J.O., p. 628). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif au mode de calcul de l'impôt sur les chemins de fer d'intérêt général et les voies ferrées d'intérêt local, déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 339). Dépôt du rapport de M. Jeanneney. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [8 avril] (A. t. I, p. 843; J.O., p. 743). Promulgation J.O., 14avril, p. 3966).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie normale de Medjez-Sfa à Oued-Damous (département de Constantine), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [31 mars] (A. t. I, p. 653; J.O., p. 582; I. n° 268). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 994; J.O., p. 897; I. n° 395). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1062; J.O., 954). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 7254).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger au delà du 1^{er} avril 1922 les exonérations d'impôt sur les prix de transport applicables sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 654; J.O., p. 582; I. n° 270). M. Jeanneney dépose et lit le rapport (I. n° 274). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 654; J.O., p. 582). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3545).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention du 8 novembre 1909 passé avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la

concession du chemin de fer d'intérêt général à voie étroite de Ghisonaccia à Bonifacio (Voir Table de 1921, p. 242). M. Eugène Chanal dépose le rapport [6 avril] (A. t. I, p. 702; J.O., p. 625; I. n° 305). Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} juin] (A. t. I, p. 875; J.O., p. 786). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7369).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prorogation jusqu'au 1^{er} novembre 1922, des majorations de tarifs appliquées sur le réseau d'Alsace et de Lorraine, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances [29 juin] (A. t. I, p. 1103; J.O., p. 988; I. n° 446). M. Jeanneney dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1168; J.O., p. 1042; Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 6918).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemins de fer à voie de 1 m. 055 de Trumelet à Boghari (départements d'Alger et d'Oran), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [7 novembre] (A. t. II, p. 94; J.O., p. 1293; I. n° 634).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'augmenter, d'une part, le montant des travaux complémentaires, autorisé au titre de l'exercice 1921 par la loi de finances du 30 avril 1921; d'autre part, la faculté d'émission des Compagnies du Nord et de Paris-Lyon-Méditerranée, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 décembre] (A. t. II, p. 357; J.O., p. 1532; I. n° 790).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux emprunts contractés par les grandes compagnies de chemins de fer d'intérêt général, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 401; J.O., p. 1569; I. n° 805).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Meuse à racheter le réseau de la Compagnie meusienne de chemins de fer et à l'affermier à la Société générale des chemins de fer économiques, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1663; I. n° 852).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les lignes de Lérouville à Novéant et de Chaligny à Blainville et d'approuver une convention passée avec la Compagnie de l'Est pour la concession de diverses lignes, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1664; I. n° 853).

16 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie de 1 m. 055, de Berrouaghia à Aïn-Bessem (département d'Alger), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1664; I. n° 854).

17 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie de 1 m. 055, de Sidi-Bel Abbès à Saïda (département d'Oran), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1664; I. n° 851).

18 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le rachat, par le département, du réseau de la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Yonne, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [31 décembre] (A. t. II, p. 553; J.O., p. 1698; I. n° 859).

19 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie normale d'Affreville à Amourah (département d'Alger), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [31 décembre] (A. t. II, p. 554; J.O., p. 1698; I. n° 260).

20 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055, de Dombasle à Frenda (département d'Oran), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et

transports et de l'outillage national [31 décembre] (A. t. II, p. 554; J.O., p. 1698; I. n° 862).

21 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055, de Mostaganem à Lapasset (Dahra, département d'Oran), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [31 décembre] (A. t. II, p. 554; J.O., p. 1698; I. n° 863).

22 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055 de Frenda à Tiaret, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [31 décembre] (A. t. II, p. 554; J.O., p. 1698; n° 864).

23 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention passée le 24 février 1910, avec la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, et relative à la concession du chemin de fer de Monéteau à Saint-Florentin, déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [31 décembre] (A. t. II, p. 554; J.O., p. 1698; I. n° 861).

CHERTÉ DE VIE (Indemnités de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les délais d'attribution des indemnités exceptionnelles de cherté de vie allouées aux agents et aux petits retraités de l'Etat, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 juin] (A. t. I, p. 1080; J.O., p. 969; I. n° 441). M. Henry Bérenger dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1103; J.O., p. 988; I. n° 449). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des six articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1121; J.O., p. 1052). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6784).

CHICORÉE (Immunité fiscale). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder l'immunité fiscale à la chicorée et aux succédanés du café employés à des usages industriels ou agricoles (art. 44 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1922). M. Henry Bérenger dépose le

rapport [23 février] (A. t. I, p. 412; J.O. p. 420; I. n° 123). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 420; J.O., p. 385). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 4138).

CHIFFRE D'AFFAIRES. — Voir *Taxe sur le chiffre d'affaires*.

CHIMIE ANALYTIQUE. — Voir *Conventions*, 6, 7.

CIMETIÈRES MILITAIRES. — Proposition de loi, de M. Henri Merlin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de conserver une sépulture individuelle dans les cimetières militaires aux soldats morts pendant la guerre 1914-1918 et non identifiés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [23 février] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 107; I. n° 114). M. Henri Merlin dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1133; J.O., p. 1013; I. n° 462).

CITOYENS MORTS POUR LA PATRIE.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de perpétuer le nom des citoyens morts pour la Patrie (Voir Table de 1921, p. 244). M. Gourju dépose le rapport [8 avril] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 709; I. n° 327). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles 1^{er} à 3. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Morand: MM. Morand, Massabuau et Gourju, *rapporteur*. Demande de renvoi à la Commission: MM. Guillaume Poulle et Massabuau. Adoption. [1^{er} juin] (A. t. I, p. 875; J.O., p. 786).

2 — Proposition de loi de M. Viviani ayant pour objet de perpétuer le nom des citoyens morts pour la Patrie. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [5 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1453; I. n° 726).

CLASSE 1923. — Voir *Armée*, § II, 12.

CLERCS DES ÉTUDES DANS LES OFFICES MINISTÉRIELS. — Voir *Repos hebdomadaire*.

CLOTURE DES COMPTES SPÉCIAUX DE LA MARINE MARCHANDE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation au 30 juin 1922 de la date de clôture des comptes spéciaux de la Marine marchande (art. 2 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, en ce qui

concerne l'exercice 1921, les délais de clôture des opérations poursuivies sur le budget de l'Etat). M. Henry Bérenger dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 698 ; J.O., p. 619 ; I. n° 295). Adoption [8 avril] (A. t. I, p. 817 ; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4270).

CLOTURE DES OPÉRATIONS POURSUIVIES SUR LE BUDGET

DE L'ÉTAT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, en ce qui concerne l'exercice 1921, les délais de clôture des opérations poursuivies sur le budget de l'Etat, déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 653 ; J.O., p. 582 ; I. n° 269). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 276). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article unique (nouvelle rédaction) : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 660 ; J.O., p. 585). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à proroger, en ce qui concerne l'exercice 1921, les délais de clôture des opérations poursuivies sur le budget de l'Etat. M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n°s 288, 657). Discussion immédiate prononcée. Observations de MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Article premier précédemment adopté. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 690 ; J.O., p. 612). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3546).

CODE D'ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 20 octobre 1920 portant adaptation de dispositions du Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911 et des lois subséquentes en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, relativement à l'assurance contre la maladie et l'assurance contre l'invalidité, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [23 février] (A. t. I, p. 111 ; J.O., p. 119 ; I. n° 120). M. Duquaire dépose le rapport [22 juin] (A. t. I p. 994 ; J.O., p. 897 ; I. n° 394). M. Scheurer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [30 juin] (A. t. I, p. 1133 ; J.O., p. 1013 ; I. n° 461). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1279 ; J.O., p. 1142). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 7662).

CODES**CODE CIVIL**

1 — **Projet de loi portant modification ou abrogation de certaines dispositions du Code civil relatives à la nationalité** : paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 8 ; articles 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 (Voir Table 1912-1914, p. 390). M. Lhopiteau dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26 ; I. n° 18).

Voir Nationalité.

2 — **Projet de loi portant modification des articles 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil, relatifs à la nationalité** (Voir Table 1915-1917, p. 284). M. Lhopiteau dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26 ; I. n° 18).

Voir Nationalité.

3 — **Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier les articles 19 et 75 du Code civil.** (Voir Table 1915-1917, p. 284). M. Lhopiteau dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26 ; I. n° 18).

Voir Nationalité.

4 — **Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier l'article 19 du Code civil et à faciliter à la femme française veuve, divorcée ou séparée de corps, et qui a perdu sa nationalité par suite de son mariage avec un étranger, la réintégration dans sa qualité de française** (Voir Table 1918-1920, p. 480). M. Lhopiteau dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26 ; I. n° 18).

Voir Nationalité.

5 — **Proposition de loi tendant à modifier l'article 758 du Code civil (droit de succession de l'enfant naturel), déposée par M. Louis Martin.** Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [31 janvier] (A. t. I, p. 36 ; J.O., p. 48 ; I. n° 35).

6 — **Proposition de loi de M. Humblot, tendant à compléter l'article 333 du Code civil (droits de l'enfant légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère).** Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 février] (A. t. I, p. 74 ; J. O., p. 88 ; I. n° 78). M. Maranget dépose le rapport [21 mars] (A. t. I, p. 426 ; J. O. p. 390 ; I. n° 200). **Déclaration de l'urgence.** Discussion générale : M. Maranget. **Demande de retrait de l'urgence** : M. Dominique Delahaye. **Rejet.** Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi

[30 mars] (A. t. I, p. 637; J. O., p. 569). Promulgation (J. O., 2 juillet, p. 6918).

7 — Proposition de loi de M. Catalogne ayant pour objet de modifier les articles 1733 et 1734 du Code civil relatifs aux risques locatifs en matière d'incendie. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [16 février] (A. t. I, p. 85; J. O., p. 97; I. n° 96).

8 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 249 du Code civil concernant le divorce, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [7 mars] (A. t. I, p. 234; J. O., p. 226; I. n° 155). M. Penancier dépose le rapport [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J. O., p. 1199; I. n° 588). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 novembre] (A. t. II, p. 223; J. O., p. 1407). Promulgation (J. O., 10 décembre, p. 11743).

9 — Proposition de loi de M. Guillaume Chastenot et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le premier alinéa de l'article 57 du Code civil (I. n° 34) (Voir Table de 1917, p. 287). M. Vallier dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 234; J. O., p. 226; I. n° 159). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 420; J. O., p. 385).

10 — Proposition de loi de M. Guillaume Poulle, tendant à modifier et à compléter l'article 93 du Code civil (actes de l'état civil aux armées). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [24 mars] (A. t. I, p. 438; J. O., p. 403; I. n° 222). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [1^{er} juin] (A. t. I, p. 874; J. O., p. 785; I. n° 354). Déclaration de l'urgence. Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 940; J. O., p. 845). Promulgation (J. O., 21 décembre, p. 12143).

11 — Proposition de loi tendant à modifier les articles 375, 376, 377, 378, paragraphe 2, et 379 du Code civil relatifs au droit de correction paternelle (Voir Table de 1918-1920, p. 480). M. Gourju dépose le rapport [24 mars] (A. t. I, p. 459; J. O., p. 420; I. n° 230).

12 — Proposition de loi tendant à abrégé, en certains cas, le délai de viduité imposé à la femme par les articles 228 et 296 du Code civil (Voir Table de 1912-1914, p. 389). M. Gourju dépose le rapport [24 mars] (A. t. I, p. 459; J. O., p. 420; I. n° 231). M. Gourju dépose un rapport supplémentaire [8 avril] (A. t. I, p. 801; J. O., p. 709; I. n° 326). Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble de la proposition de loi [6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J. O., p. 1098). Promulgation (J. O., 10 décembre, p. 11743).

13 — Proposition de loi de MM. Ruffier et Duquaire, ayant pour objet de compléter l'article 1384 du Code civil (Voir Table de 1921, p. 246). M. Guillier dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 960; J. O., p. 863; I. n° 376). Déclaration de l'urgence. Article unique. Amendement de MM. Milliès-Lacroix, Daraignez, Cadilhon et plusieurs de leurs collègues : M. Guillier, *rapporteur*. Amendement non maintenu. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1062; J. O., p. 953). Promulgation (J. O., 9 novembre, p. 10870).

14 — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier les articles 1499 et 1510 du Code civil et les articles 560 et 563 du Code de commerce quant à la preuve à fournir par la femme pour l'exercice de ses reprises sous le régime de la communauté réduite aux acquêts (Voir Table de 1921, p. 245). M. Morand dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 994; J. O., p. 897; I. n° 402). M. Mazurier dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [27 juin] (A. t. I, p. 1046; J. O., p. 942; I. n° 433). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1308; J. O., p. 1165).

15 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 232 du Code civil concernant les causes de divorce (Voir Table de 1921, p. 246). M. Gerbe dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1041; J. O., p. 936; I. n° 416). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1279; J. O., p. 1142).

16 — Proposition de loi de M. Pic-Paris, tendant à modifier cinq articles du Code civil relatifs au mariage (Voir Table de 1915, p. 283). M. Antony Ratier dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1103; J. O., p. 988; I. n° 448). Déclaration de l'urgence. Adoption des six articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 octobre] (A. t. II, p. 39; J. O., p. 1241).

17 — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier l'article 12 du Code civil relatif à la nationalité de la femme étrangère qui épouse un Français. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J. O., p. 1097; I. n° 511).

18 — Projet de loi tendant à la modification des articles 826 et 832 du Code civil relatifs au partage, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [19 octobre] (A. t. II, p. 8; J. O., p. 1213; I. n° 589).

19 — Proposition de loi tendant à modifier l'article 359 du Code civil sur l'adoption (Voir Table de 1912-1914, p. 390). M. Pérès dépose le rapport [26 octobre] (A. t. II, p. 61; J. O., p. 1262; I. n° 620).

20 — Proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 1558 du Code civil (Voir table de 1918-1920, p. 479). M. Richard dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 418; J. O., p. 1585; I. n° 813).

21 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 976 et suivants du Code civil relatifs au testament mystique, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [28 décembre] (A. t. II, p. 423; J. O., p. 1589; I. n° 820).

CODE DE COMMERCE.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la modification de certains articles du Code de commerce concernant la lettre de change et le billet à ordre (Voir Table de 1921, p. 246). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 21; J. O., p. 28). Promulgation (J. O., 9 février; p. 1586).

2 — Proposition de loi de M. Roustan tendant à modifier les articles 2, 67, 70 et 586 du Code de commerce. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [23 février] (A. t. I, p. 20; J. O., p. 120; I. n° 131).

3 — Proposition de loi ayant pour but de modifier et de compléter l'article 106 du Code de commerce relatif à la constatation de l'état des objets transportés, en cas de refus ou de contestation à l'arrivée (Voir Table 1909-1911, p. 340). M. Ruffier dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 228; J. O., p. 1413; I. n° 713). Renvoi, pour avis, à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [19 décembre] (A. t. II, p. 317; J. O., 1495).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 443 du Code d'instruction criminelle sur les cas de revision, en vue de rendre possible dans tous les cas la réparation des erreurs judiciaires, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [7 mars] (A. t. I, p. 233; J. O., p. 226; I. n° 154).

CODE PÉNAL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 334 et 335 du Code pénal en vue de la répression de la tentative des délits connus sous le nom de « traite des femmes », déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [19 octobre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1214; I. n° 590). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [23 novembre] (A. t. II, p. 202; J.O., p. 1390; I. n° 686). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles. Sur l'ensemble : MM. Louis Martin et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption du projet de loi [7 décembre] (A. t. II, p. 279; J.O., p. 1459). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 12142).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

1 — Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 2 et 59, paragraphe premier, du Code de procédure civile; proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 59 du Code de procédure civile (Voir Table de 1921, p. 247). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [24 janvier] (A. t. I, p. 20; J.O., p. 27).

2 — Proposition de loi de MM. Catalogne et Guillaume Poulle, ayant pour but de modifier les articles 641, 762, 993 du Code de procédure civile, et l'article 5 de la loi du 2 juin 1862 (Voir Table de 1921, p. 247). M. Catalogne dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 863; I. n° 378). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1073; J.O., p. 963).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 585 du Code de procédure civile, concernant les saisies-exécutions, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 novembre] (A. t. II, p. 143; J.O., p. 1336; I. n° 650). M. Penancier dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1468; I. n° 756). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 446; J.O., p. 1611). Promulgation (J.O., 14 janvier, p. 438).

CODE DU TRAVAIL. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 36 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (Voir Table de 1912-1914, p. 393). M. Roustan dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 24; J.O., p. 34; I. n° 20). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [14 février] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 91). Promulgation (J.O., 18 février, p. 2054).

COEFFICIENTS. — Voir Douanes, p. 7, 8, 9, 11, 14, 15. Voir aussi Exploitations agricoles.

COLONIES.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable (Voir Table de 1917, p. 251). M. Catalogne dépose le rapport [19 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 19; I. n° 11). Adoption [31 janvier] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 54). Promulgation (J.O., 7 mars, p. 2638).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe les dispositions de la loi du 18 mars 1917 ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement (Voir Table de 1918-1920, p. 489). M. Catalogne dépose le rapport [19 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 19; I. n° 10). Rejet [31 janvier] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 54).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant extension, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion de la loi du 3 juillet 1915, qui a modifié pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle (Voir Table de 1918-1920, p. 488). M. Catalogne dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 96; I. n° 93). Observation de M. Catalogne, rapporteur. Rejet du passage à la discussion des articles [21 mars] (A. t. I, p. 421; J.O., p. 385).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'érection, à la Martinique, d'une nouvelle commune sous la dénomination de Saint-Pierre, déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale [28 décembre] (A. t. II, p. 422; J.O., p. 1589; I. n° 816).

COMITÉ CONSULTATIF DES ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre du comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne : M. Richard, élu [26 octobre] (A. t. II, p. 70; J.O., p. 1269).

COMITÉ SECRET. — Le Sénat se réunit en comité secret le 28 mars pour la discussion du budget de 1922 (Dépenses recouvrables) (accords de Spa) [28 mars] (A. t. I, p. 512; J.O., p. 480).

COMMERCY (Meuse). — Voir Taxes de remplacement, 3.

COMMIS GREFFIERS. — Voir Armée, § II, 3.

COMMISSIONS GÉNÉRALES. — Nomination des membres des Commissions générales [24 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 26; F. 5).

COMMISSIONS

COMMISSION D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE.

MM. Amédée Vidal, Andrieu, Baudet (Charles), Bonniard, Castillard, Catalogne, Chautemps (Alphonse), Cordelet, Coyrard, Daudé, Eccard, Emile Sari, Fleury (Paul), Gaudin de Villaine, Gauvin, Gourju, Grand, Henri Merlin, Jeanneney, Jossot, Laboulbène, Lafferre, Landrodie, Le Roux (Paul), Lévy (Raphaël-Georges), Louis Soulié, Magny, Marsot, Monsservin, Marquis de Moustier, Mulac, Peytral (Victor), Pierrin, Pol-Chevalier, Ruffier, Vilar (Edouard) [24 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 26). Président : M. Magny; Vice-Présidents : MM. Jeanneney et Monsservin; Secrétaires : MM. Landrodie et Laboulbène [27 janvier] (J.O., p. 1188; F. 5). M. Joseph Reynaud est nommé membre de la Commission [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J.O., p. 1370; F. 70).

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET POLITIQUE GÉNÉRALE DES COLONIES ET PROTECTORATS.

MM. Albert (François), Bérard (Alexandre), Bérard (Victor), Bergeon, Berthelot, Besnard (René), Bienvenu Martin, Bompard, Chênebenoit, Cruppi, Dausset, Debierre, Deschanel, Doumergue (Gaston), d'Estournelles de Constant, Georges Berthoulat, Hubert (Lucien), Hugues Le Roux, Jean Philip, Joseph Reynaud, de Lamarzelle, Lucien Cornet, Martin (Louis), Méline, Milliès-Lacroix, Noulens, Ordinaire, Ratier (Antony), Reynald, Ribière, Ribot, Rivet, le Comte de Saint-Quentin, Savary, de Selves, Weiller (Lazare) [24 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 26). Président : M. Gaston Doumergue; Vice-Présidents : MM. de Selves et Lucien Hubert; Secrétaires : MM. Reynald et Victor Bérard

[27 janvier] (J.O., p. 1188 ; F. 5). M. le Général Bourgeois est élu membre de la Commission [1^{er} juin] (A. t. I, p. 875 ; J.O., p. 786). MM. Henry de Jouvenel et Viviani sont élus membres de la Commission [26 octobre] (A. t. II, p. 61 ; J.O., p. 1262).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

MM. Alfred Brard, Bachelet, Beaumont, Bollet, Bouctot, Brocard, Carrère, Chauveau, Chomet, Courrégelongue, Damecour, David (Fernand), Donon, Duchein, Durand (Jean), Faure, Gauthier, Gégauff, Gomot, Henri Cosnier, Leneveu, Machet, le Marquis de Marguerie, Massé (Alfred), Maurice Guesnier, Méline, Michel (Louis), Monfeuillart, Pajot, Quesnel, Roland (Léon), de Rougé, Royneau, Sabaterie, le Comte de Saint-Quentin, Thiéry (Laurent) [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26). Président : M. J. Méline ; Vice-Présidents : MM. Alfred Massé et Fernand David ; Secrétaires : MM. Gaston Carrère et Marcel Donon [27 janvier] (J.O., p. 1188 ; F. 5). M. Pierrin est élu membre de la Commission [26 octobre] (A. t. II, p. 61 ; J.O., p. 1262).

COMMISSION RELATIVE A L'ALGÉRIE.

Commission chargée en 1922 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie. (Décision du Sénat du 31 janvier 1922). (Nommée le 9 février 1922) : 1^{er} bureau, MM. Auber, de Landemont ; 2^e bureau, MM. le Comte d'Alsace, Mauger ; 3^e bureau, MM. Cuttoli, Vallier ; 4^e bureau, MM. E. Flandin, J. Duroux ; 5^e bureau, MM. Gasser, Jean Morel ; 6^e bureau, MM. Hervey, Mando ; 7^e bureau, MM. le Général Bourgeois, Maurice Ordinaire ; 8^e bureau, MM. Le Hars, Simyan ; 9^e bureau, MM. Vayssière, Hugues Le Roux [10 février] J.O., p. 1696 ; F. 9). Président : M. Etienne Flandin ; Vice-Présidents : MM. le Général Bourgeois et Hervey ; Secrétaires : MM. Cuttoli et Vayssière [15 février] (J.O., p. 1973 ; F. 10).

COMMISSION DE L'ARMÉE.

MM. le Comte d'Alsace prince d'Hénin, Berger (Pierre), Boudenoot, le Général Bourgeois, Breton (Jules-Louis), Cauvin, Cazelles, Chalamet, Charles Chabert, Codet (Pierre), Doumer (Paul), le Comte d'Elva, Fernand Merlin, Gasser, Gaudin de Villaine, Gentil, Grosdidier, Hayez, Hervey, le Général Hirschauer, de La Batut, de Landemont, Le Barillier, Lebert, Lebrun (Albert), de Lubersac, Lucien Cornet, Mauger, Menier (Gaston), Paul Pelisse, Pédebidou, Poulle, Richard, Sabaterie, le Colonel Stuhl, le Général Taufflieb [24 janvier] (A. t. I,

p. 18 ; J.O., p. 26). Président : M. Boudenoot ; Vice-Présidents : MM. Cauvin et Paul Doumer ; Secrétaires : MM. Charles Chabert, Lucien Cornet [27 janvier] J.O., p. 1188 ; F. 5). M. Foucher est élu membre de la Commission le 26 octobre (A. t. II, p. 61 ; J.O., p. 1262). M. le Comte de Bertier est élu membre de la Commission le 9 novembre (A. t. II, p. 114 ; J.O., p. 1312). M. Albert Lebrun est nommé Président de la Commission de l'armée (F. 69).

COMMISSION DES CHEMINS DE FER, TRANSPORTS ET OUTILLAGE NATIONAL.

MM. Bersez, Billiet, Blaignan, le Général Bourgeois, Brindeau, Cazelles, Chagnaud, Coignet, Denis (Gustave), Drivet, Dupuy (Paul), Eugène Chanal, Faisans, Fourment, de Jouvenel (Henry), Lhôpital, Loubet (J.), Louppe (Albert), Milan, Mollard, de Montaigu, Ordinaire, Perchot, le Lieutenant-Colonel Plichon, de Pomereu, Rabier (Fernand), Régnier (Marcel), Reynald, Rouland, Roy (Henri), Sarraut (Maurice), Simonet, Sireyjol, Trouvé, Vieu [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26). Président : M. Lhopiteau ; Vice-Présidents : MM. Fernand Rabier et Faisans ; Secrétaires : MM. Reynald et Chagnaud [27 janvier] (J.O., p. 1188 ; F. 5). M. Jules Delahaye démissionnaire le 14 février (J.O., p. 88). M. Dominique Delahaye est élu membre de la Commission le 23 février (J.O., p. 107). M. Albert Gérard est élu membre de la Commission le 1^{er} juin (A. t. I, p. 875 ; J.O., p. 786). M. Brangier est élu membre de la Commission le 9 juin (A. t. I, p. 886 ; J.O., p. 797). M. Gaudaire est élu membre de la Commission le 26 octobre (A. t. II, p. 16 ; J.O., p. 1262). M. Reynald, démissionnaire le 27 octobre (A. t. II, p. 88 ; J.O., p. 1287). M. Japy est élu membre de la Commission le 21 novembre (A. t. II, p. 181 ; J.O., p. 1370 ; F. 70).

COMMISSION DU COMMERCE, INDUSTRIE, TRAVAIL ET POSTES.

MM. Amic, Bersez, Billiet, Bouveri, Buhan, Cadilhon, Cauvin, Clémentel, Codet (Pierre), Coignet, Deloncle (Charles), Diébolt-Weber, Drivet, Enjolras, Foulhy, François-Saint-Maur, Garnier, Hennessy (James), Hervey, Jean Philip, Mando, Marsot, Mascuraud, Maurin, Mazurier, Mollard, Pasquet (Louis), Perdrix, Provost-Dumarchais, Régnier (Marcel), Roustan, Roy (Henri), Ruffier, Serre, Thuillier-Buridard [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26). Président : M. Clémentel ; Vice-Présidents : MM. Cauvin, Charles Deloncle ; Secrétaires : MM. Serre et Roustan [27 janvier] (J.O., p. 1188 ; F. 5). M. Dominique Delahaye démissionnaire le 14 février (J.O., p. 88). M. Jules Delahaye est élu membre de la Commission le 23 février (J.O., p. 107).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

Commission chargée de l'examen de la comptabilité des fonds alloués pour les dépenses administratives du Sénat pour l'année 1922 : 1^{er} bureau, MM. Louis David, Pottevin ; 2^e bureau, MM. René Héry, Brager de La-Ville-Moysan ; 3^e bureau, MM. Pierre Codet, Leneveu ; 4^e bureau, MM. Jossot, Léon Perrier ; 5^e bureau, MM. Gomot, Guillaume Poulle ; 6^e bureau, MM. Gourju, Monsservin ; 7^e bureau, MM. Penancier, Peytral ; 8^e bureau, MM. Mazurier, Pierrin ; 9^e bureau, MM. Jénouvrier, Jean Durand [20 janvier] (J.O., p. 945 ; F. 4). Président : M. Gomot ; Vice-Président : M. Jénouvrier ; Secrétaire-Rapporteur : M. Guillaume Poulle (F. 5).

COMMISSION relative aux DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS DE L'INVASION.

Commission chargée en 1922 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion. (Décision du Sénat du 31 janvier 1922.) (Nommée le 9 février 1922) : 1^{er} bureau, MM. Chênebenoit, Cauvin, Lucien Hubert ; 2^e bureau, MM. Jeanneney, Monfeuillart, Potié ; 3^e bureau, MM. Japy, le Lieutenant-Colonel Plichon, Ribot ; 4^e bureau, MM. Ermant, Hayez, Tournon ; 5^e bureau, MM. Boudenoot, Guillaume Poulle, Reynald ; 6^e bureau, MM. Bachelet, Albert Gérard, Laurent Thiéry ; 7^e bureau, MM. Castillard, Albert Lebrun, de Rougé ; 8^e bureau, MM. René Gouge, de Lubersac, Noël ; 9^e bureau, MM. Henri Merlin, Porteu, Thuillier-Buridard [10 février] (J.O., p. 1696 ; F. 9). Président : M. Ribot ; Vice-président : MM. Touron et Lucien Hubert ; Secrétaires : MM. Reynald et le Lieutenant-Colonel Pichon [15 février] (J.O., p. 1973 ; F. 10).

COMMISSION DES DOUANES ET CONVENTIONS COMMERCIALES.

MM. Auber, Babin-Chevaye, Bachelet, Bompard, Bouctot, Buhan, Cadilhon, Chapsal, Charpentier, Courrégelongue, David (Louis), Delahaye (Dominique), Denis (Gustave), Donon, Ermant, Eugène Chanal, Gallet, Gouge (René), Japy, Lederlin, Lefèvre (Abel), Mascuraud, Maurice Guesnier, Mazurier, Menier (Gaston), Mony, Morel (Jean), Noël, Pichery, Lieutenant-Colonel Plichon, Quesnel, Rajon (Claude), Roland (Léon), Scheurer, Sireyjol, Touron [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26). Président : M. Jean Morel ; Vice-Présidents : MM. Mascuraud et Touron ; Secrétaires : MM. Donon et Eugène Chanal [27 janvier] (J.O., p. 1188 ; F. 5).

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT.

MM. Albert (François), Bérard (Victor), Bodinier, Cazals, Cruppi, Cuminal, Daraignez, Daudé, Delsor, Dron (Gustave), Duchain, Duplantier, Eymery, Farjon Georges Berthoulat, Gerbe, Goy, Gras, Héry, Honnorat, Humblot, Jossot, Jouis, Laboulbène, Labrousse, Lafferre, Léon Perrier, Massé (Alfred), Monsservin, Montenot, Penancier, Porteu, Pottevin, Quilliard, Servain, Simyan [24 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 26). Président : M. Victor Bérard ; Vice-présidents : MM. Cruppi et Cuminal ; Secrétaires : MM. Jossot et Humblot [27 janvier] (J.O., p. 1188 ; F. 5). M. de Las Cases est élu membre de la Commission le 26 octobre (A. t. II, p. 61 ; J.O., p. 1262).

COMMISSION DES FINANCES.

M. Louis Pasquet est élu en remplacement de M. Albert Peyronnet, démissionnaire. M. Paul Doumer est élu en remplacement de M. Henry Chéron, démissionnaire [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 27). Secrétaire : M. Milan, en remplacement de M. Albert Peyronnet ; Rapporteur général : M. Henry Bérenger, en remplacement de M. Henry Chéron ; Rapporteur du budget du Travail : M. Pasquet, en remplacement de M. Albert Peyronnet ; Rapporteur du budget de la Marine marchande : M. Serre, en remplacement de M. Henry Bérenger [27 janvier] (J.O., p. 1188 ; F. 5). Nomination de la Commission des finances : MM. Bérard (Alexandre), Bérenger (Henry), Besnard (René), Biuvenu Martin, Blaignan, Boivin-Champeaux, Boudenoot, Busson Billault, Chastenet (Guillaume), Clémentel, Dausset, David (Fernand), Debierre, Doumer (Paul), François-Marsal, Guillier, Général Hirschauer, Hubert (Lucien), Jeanneney, Jénouvrier, Lebrun (Albert), Léon Perrier, Lévy (Raphaël-Georges), Milan, Milliès-Lacroix, Morel (Jean), Pasquet (Louis), Paul Pelisse, René Renoult, Ribot, Roy (Henri), Schrameck, de Selves, Serre, Colonel Stuhl, Touron [1^{er} juin] (A. t. I, p. 874 ; J.O., p. 786). M. Reynald est élu membre de la Commission le 9 novembre (A. t. II, p. 138 ; J.O., p. 1312).

COMMISSION DE L'HYGIÈNE, ASSISTANCE, ASSURANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES.

MM. Baudet (Charles), Brager de La Ville-Moysan, Bussy, Chauveau, Daraignez, Delpierre, Dron (Gustave), Dudouyt, Duquaire, Félix Martin, Fernand Merlin, Flandin (Etienne), Fontanille, Foucher, François-Saint-Maur, Gallet, Gasser, Gomot, Goy, Guillois, Henri Merlin, Lancien, Limouzain-Laplanche, Louppe (Albert), Masclanis,

Mauger, Michaut (Henri), Mony, Marquis de Moustier, Oriot, Pottevin, Ranson, Roche, Trouvé, Vallier, Vayssière [24 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 26). Président : M. Chauveau ; Vice-Présidents : MM. Fernand Merlin et Pottevin ; Secrétaires : MM. Lancien et Mauger [27 janvier] (J.O., p. 4188 ; F. 5). M. le Comte de Bertier est élu membre de la Commission le 26 octobre (A. t. II, p. 61 ; (J.O., p. 1262).

COMMISSION DE LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE.

MM. Boivin-Champeaux, Busson Billault, Catalogne, Chastenet (Guillaume), Chautemps (Alphonse), Crémieux (Fernand), David (Louis), Duplantier, Eccard, Fenoux, Gallini, Gerbe, Gouge (René), Gourju, Grand, Guillier, Helmer, de Las Cases (Emmanuel), Lebert, Lemarié, Loubet (J.), Maranget, Martin (Louis), Massabuau, Morand, Penancier, Pérès, Pol-Chevalier, Poulle, Rabier (Fernand), Ratier (Antony), Régismanset, Richard, Savary, Simonet, Vallier [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26). Président : M. Boivin-Champeaux ; Vice-Présidents : MM. Antony Ratier et Régismanset ; Secrétaires : MM. G. Poulle et Penancier [27 janvier] (J.O., p. 4188 ; F. 5). M. Lémery est élu membre de la Commission le 26 octobre (A. t. II, p. 61 ; J.O., p. 1262).

COMMISSION DE LA MARINE.

MM. Alfred Brard, Babin Chevaye, Bérenger (Henry), Bergeon, Brindeau, Cuttoli, Dehove, Doumergue (Gaston), Dudouyt, Duroux, d'Estournelles de Constant, Farjon, Fenoux, Flaissières, Fortin, Guilloteaux, Hennessy (James), de Kerguézec, de Lavrignais, Le Hars, Lemarié, Lémery, Le Troadec, Morand, Mulac, Pams (Jules), Perreau, de Pomereu, Riotteau, Rouland, Roustan, Servain, Thuillier-Buridard, Tissier, Trystram, Vayssière [24 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 26). Président : M. Gaston Doumergue ; Vice-Présidents : MM. Riotteau et Guilloteaux ; Secrétaires : MM. Fenoux et Bergeon [27 janvier] (J.O., p. 4188 ; F. 5). M. de Kerguézec est nommé Président en remplacement de M. Doumergue [10 février] (J.O., p. 1696).

COMMISSION DES PÉTITIONS.

1^{er} bureau, M. Bouveri ; 2^e bureau, M. le Général Taufflieb ; 3^e bureau, M. Scheurer ; 4^e bureau, M. Honoré Leygue ; 5^e bureau, M. Jean Philip ; 6^e bureau, M. Serre ; 7^e bureau, M. Emile Sari ; 8^e bureau, M. Limouzain-Laplanche ; 9^e bureau, M. Amic [20 janvier] (J.O., p. 945 ; F. 4). Président : M. Jules Scheurer ; Secrétaire : M. Jean Philip (F. 6).

COMMISSION RELATIVE AUX QUESTIONS MINIÈRES.

Commission chargée en 1922 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux questions minières. (Décision du Sénat du 31 janvier 1922.) (Nommée le 9 février 1922.) 1^{er} bureau, MM. Bouveri, Ch. Debierre, Enjolras; 2^e bureau, MM. Daraignez, Héry, Paul Le Roux; 3^e bureau, MM. Cazals, Lieutenant-Colonel Plichon, Jules Scheurer; 4^e bureau, MM. Bersez, Charles Deloncle, Léon Perrier; 5^e bureau, MM. Boudenoot, Dominique Delahaye, Savary; 6^e bureau, MM. Helmer, Perreau, Richard; 7^e bureau, MM. Grosdidier, Michaut, Edouard Roche; 8^e bureau, MM. Chagnaud, Coignet, Delhove; 9^e bureau, MM. Fernand Merlin, Jénouvrier, Trystram [10 février] (J.O., p. 1696; F. 9). Président : M. Boudenoot; Vice-Présidents : MM. Richard, Léon Perrier; Secrétaires : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et Bouveri [15 février] (J.O., p. 1973; F. 10). Président : M. Richard (F. 71).

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.

Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure du travail : M. Mauger, élu [16 novembre] (A. t. II, p. 177; J.O., p. 1366).

COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS. — Voir Code civil, 14.

COMMUNES ET CANTONS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune d'Osmoy (Cher), du canton de Levet pour la rattacher au canton de Baugy (Voir Table de 1921, p. 257). M. Jossot dépose le rapport [19 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 19; I. n° 7). Adoption [31 janvier] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 49).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à annexer à la commune de Monnières (Loire-Inférieure) les villages de la Hallopière, la Ménodière, la Maisdonnière, la Cordoire, Brochard, les Yolais et les Moulins-de-la-Bidière (Voir Table de 1921, p. 257). M. Henri Merlin dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [23 février] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 108). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 2470).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Montjoire du canton de Fronton (arrondissement de Toulouse, département de la Haute-Garonne) pour la

rattacher au canton de Montastruc-la-Conseillère (mêmes arrondissement et département), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [24 février] (A. t. I, p. 117; J.O., p. 135; I. n° 133). M. Sari dépose le rapport [9 mars] (A. t. I, p. 799; J.O., p. 221; I. n° 170). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 384). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 3303).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire le hameau de Beauchamp des communes de Montigny-les-Cormeilles (canton d'Argenteuil, arrondissement de Versailles), Pierrelaye (canton et arrondissement de Pontoise) et Taverny (canton de Montmorency, arrondissement de Pontoise), dont il dépend actuellement, pour l'ériger en commune distincte sous le nom de Beauchamp, rattachée au canton de Montmorency (Seine-et-Oise), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [17 mars] (A. t. I, p. 442; J.O., p. 379; I. n° 191). M. Sari dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 431; J.O., p. 396; I. n° 216). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 600; J.O., p. 544). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 3606).

5 — Projet de loi, tendant à distraire la commune de la Bussière-sur-Ouche (Côte-d'Or) du canton de Pouilly-en-Auxois, pour la rattacher au canton de Bligny-sur-Ouche, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1066; I. n° 489). M. Gourju dépose le rapport (7 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1121; I. n° 526). Adoption [19 octobre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1214). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 10542).

6 — Projet de loi, tendant à distraire la commune de Varennes-Jarcy (Seine-et-Oise) du canton de Boissy-Saint-Léger, pour la rattacher au canton de Villeneuve-Saint-Georges, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1066; I. n° 490). M. Gourju dépose le rapport [21 octobre] (A. t. II, p. 57; J.O., p. 1256; I. n° 616). Adoption [27 novembre] (A. t. II, p. 94; J.O., p. 1293). Promulgation (J.O., 15 novembre, p. 11006).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la délimitation des cantons de la commune de Douai (arrondissement de Douai, département du Nord), déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [9 no-

vembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1312; I. n° 644). M. Laboulbène dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458; I. n° 737). Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 357; J.O., p. 1532). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12419).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune d'Arcueil-Cachan (Seine) en deux communes distinctes dont les chefs-lieux seront fixés à Arcueil et à Cachan et qui porteront respectivement les noms de ces deux localités, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1336; I. n° 649). M. Laboulbène dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458; I. n° 736). Observations de MM. Bouveri et Laboulbène, *rapporteur*. Adoption des huit articles et de l'ensemble du projet de loi [19 décembre] (A. t. II, p. 318; J.O., p. 1495). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 12366).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Beausoleil du canton de Villefranche (arrondissement de Nice, département des Alpes-Maritimes) pour en former un nouveau canton ayant Beausoleil pour chef-lieu, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale départementale et communale [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458; I. n° 733). M. Gourju dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1465; I. n° 748). Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 357; J.O., p. 1532). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12407).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Gauchy (Aisne) du canton de Saint-Simon pour la rattacher au canton de Saint-Quentin, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1467; I. n° 751). M. Laboulbène dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1552; I. n° 801). Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1608). Promulgation (J.O., 6 janvier 1923, p. 190).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Missery (Côte-d'Or) du canton de Pouilly-en-Auxois pour la rattacher au canton de Précy-sous-Thil, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1467; I. n° 752). M. Laboulbène dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1552; I. n° 802). Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1608). Promulgation (J.O., 6 janvier 1923, p. 190).

12 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à annexer à la commune de Moffans (canton et arrondissement de Lure, département de la Haute-Saône), la section de Vacheresse, dépendant de la commune de Faymont (canton de Villersexel, mêmes arrondissement et département), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1467; I. n° 753). M. Laboulbène dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II p. 380; J.O., p. 1552; I. n° 800). Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1608). Promulgation (J.O., 6 janvier 1923, p. 190).**

13 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune de Quend (canton de Rue, arrondissement d'Abbeville, département de la Somme) en deux communes distinctes dont les chefs-lieux seront fixés à Quend et Fort-Mahon et qui porteront respectivement les noms de Quend et Fort-Mahon-Plage, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la commission de l'administration générale, départementale et communale [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1467; I. n° 754). M. Gourju dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 348; J.O., p. 1523; I. n° 784). Adoption. [27 décembre] (A. t. II, p. 404; J.O., p. 1574). Promulgation (J.O., 4 janvier 1923, p. 126).**

14 — **Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Groix du canton de Port-Louis (arrondissement de Lorient) pour en former un nouveau canton ayant Groix pour chef-lieu, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1467; I. n° 755). M. Laboulbène dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 447; J.O., p. 1612; I. n° 837). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 524; J.O., p. 1675). Promulgation (J.O., 6 janvier 1923, p. 190).**

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT. — M. Louis Barthou, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'une communication du Gouvernement [19 janvier] (A. t. I, p. 12; J.O., p. 18).

COMMUNICATIONS

1 — **De deux lettres de MM. Loubet et Lemarié [10 janvier] (A. t. I, p. 2; J.O., p. 2).**

2 — D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1922 [12 janvier] (A. t. I, p. 9; J. O., p. 10).

3 — Relatives à la nomination des Commissions générales et à la nomination des membres de la Commission d'instruction de la Cour de Justice [12 janvier] (A. t. I, p. 9; J. O. p. 10).

4 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, demandant au Sénat de procéder à l'élection de trois de ses membres au Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la nation [19 janvier] (A. t. I, p. 14; J. O., p. 19).

5 — Relative à la nomination des Commissions générales [19 janvier] (A. t. I, p. 14; J. O., p. 19).

6 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail, demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Fixation ultérieure de la date de l'élection.

7 — D'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, demandant au Sénat de désigner deux membres de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 février] (A. t. I, p. 56; J. O., p. 66).

8 — D'une lettre de M. le Président de la Cour de Cassation relative à la Cour de Justice [23 février] (A. t. I, p. 95; J. O., p. 107).

9 — D'un télégramme du Sénat du Paraguay. (Décès de M. Paul Deschanel) [23 mai] (A. t. I, p. 851; J. O., p. 754).

10 — Relatives à la nomination de la Commission des finances et au remplacement de membres de Commissions générales [23 mai] (A. t. I, p. 853; J. O., p. 754).

11 — D'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations [23 juin] (A. t. I, p. 1041; J. O., p. 936).

12 — Relative à la revue du 14 juillet 1922 sur l'hippodrome de Longchamp [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J. O., p. 1066).

13 — D'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics, demandant deux rectifications au procès-verbal de la précédente séance [6 juillet] (A. t. I, p. 1228; J. O., p. 1097).

14. — D'un message de félicitations du Président du Sénat de la République Argentine [12 octobre] (A. t. II, p. 3; J. O., p. 1193).

15. — D'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant la nomination d'un membre du Sénat au Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne, en remplacement de M. Cornet, décédé.

16. — D'une lettre de M. le Ministre de l'Hygiène invitant le Sénat à désigner un délégué au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels [12 octobre] (A. t. II, p. 3; J.O., p. 1198).

17. — Relative à des nominations dans les Commissions générales [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1199).

18. — D'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres du Conseil supérieur du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [19 octobre] (A. t. II, p. 8; J.O. p. 1213).

19. — D'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre de la Commission supérieure du travail.

20. — Relative à des nominations dans les Commissions générales. [26 octobre] (A. t. II, p. 61; J.O., p. 1262).

21. — Relative à la nomination de membres de Commissions [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1330).

22. — D'une pétition, par M. Louis Martin, relative au droit de vote des femmes [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1335).

23. — D'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres du Conseil supérieur des retraites ouvrières. Election fixée au jeudi 28 décembre [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1152).

COMPAGNIES DU NORD ET DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE. — Voir Chemins de fer, 12. Voir Conventions, 5.

COMPTES DÉFINITIFS DES COLONIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (exercice 1915) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi aux Bureaux [26 mai] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 771; I. n° 345). Commission : 1^{er} bureau, M. Pottevin; 2^e bureau, M. Mauger; 3^e bureau, M. Joseph Reynaud; 4^e bureau, M. Cazelles; 5^e bureau, M. J. Loubet; 6^e bureau, M. Delpierre; 7^e bureau, M. Pol-Chevallier; 8^e bureau, M. Pasquet; 9^e bureau, M. de La Batut [10 juin] (J.O., p. 6038; F. 46). Président : M. Joseph Reynaud; Secrétaire ; M. Jean Cazelles [14 juin] (J.O., p. 6190; F. 47).

COMPTES SPÉCIAUX DE LA MARINE MARCHANDE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux comptes spéciaux de la Marine marchande, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J.O., p. 1370; I. n° 674). M. Henry Bérenger dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 197; J.O., p. 1383; I. n° 683). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* et Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande*. Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A. t. II, p. 229; J.O., p. 1414). Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 11454).

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, concernant la liquidation des comptes spéciaux du Trésor, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J.O., p. 1370; I. n° 667). M. Henry Bérenger dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 197; J.O., p. 1383; I. n° 684). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Mauger et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption des douze articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1417). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 11494).

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE GÈNES. — Voir Crédits extraordinaires, 2.

CONSEIL D'ÉTAT.

1. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier la composition et l'organisation du Conseil d'Etat, déposée par M. Chapsal. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [27 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 41; I. n° 27). Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle. Observations de M. Schrameck [9 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 67).

2. — Projet de loi ayant pour objet de modifier l'organisation du Conseil d'Etat, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, chargée de l'examen des projets de loi relatifs à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats [20 juin] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 883; I. n° 387). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1664; I. n° 844).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Voir Crédits, 16.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES RETRAITES OUVRIÈRES. — Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil supérieur des retraites ouvrières : MM. Ribot et Charles Deloncle, élus [28 décembre] (A. t. II, p. 433 ; J.O., p. 1598).

CONSEIL SUPÉRIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels : M. Charles Deloncle, élu [27 octobre] (A. t. II, p. 86 ; J.O., p. 1285).

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL. — Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil supérieur du travail : MM. Serre et Pasquet, élus [7 novembre] (A. t. II, p. 110 ; J.O., p. 1307).

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1 — Proposition de loi tendant à fixer au premier lundi du mois de mai l'ouverture de la première session ordinaire des Conseils généraux, déposée par M. Boudenoot. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 34 ; I. n° 22).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 janvier 1921, relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 10 août 1871, sur les Conseils généraux et les dispositions qui l'ont complétée et modifiée (Voir Table 1921, p. 260). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [23 juin] (A. t. I, p. 1041 ; J.O., p. 936 ; I. n° 936 ; I. n° 420). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1279 ; J.O., p. 1141). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 7662).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 20 mars 1922, portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 7 juin 1873, relative aux membres des Conseils généraux, des Conseils d'arrondissement et des Conseils municipaux, qui se refusent à remplir certaines de leurs fonctions, déposé par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'administration

générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920 chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1336; I. n° 654).

CONSEILS GÉNÉRAUX ET CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. —

Voir Résolutions, 4.

CONSEILS DE PRÉFECTURE. — 1° Projet de loi portant suppression des Conseils de préfecture et création de Conseils administratifs; 2° Proposition de loi de M. Servain et plusieurs de ses collègues relative à la réforme des Conseils de préfecture; 3° Proposition de résolution de M. Brangier, relative à l'institution d'une Commission extraparlémentaire chargée d'étudier un projet de réforme administrative (Voir Table de 1921, p. 260, 261 et 360). M. Catalogne dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 461; J.O., p. 423; I. n° 233). Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [27 mars] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 445). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [1^{er} juin] (A. t. I, p. 882; J.O., p. 792; I. n° 357). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [30 novembre] (A. t. II, p. 229; J.O., p. 1414). M. Lémery dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle [27 décembre] (A. t. II, p. 404; J.O., p. 1573; I. n° 809).

CONTRATS TRANSLATIFS OU DÉCLARATIFS. — Voir Propriété immobilière.

CONTRAT DE TRAVAIL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 février 1922, rendant applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions de la législation française ayant pour objet de garantir la reprise de leur contrat de travail aux réservistes et territoriaux appelés à accomplir une période d'instruction militaire ou rappelés sous les drapeaux pour tout autre motif, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1149; I. n° 547).

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les règles relatives à la prescription et à l'exercice du privi-

lège du Trésor en matière de contributions directes, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1168; J.O., p. 1042; I. n° 467). M. Henry Bérenger dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1066; I. n° 492). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1292; J.O., p. 1153). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7367).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1228; J.O., p. 1097; I. n° 503). M. Henry Bérenger dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1122; I. n° 528). Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1305; J.O., p. 1163). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 7255).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1921, concernant l'application, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des dispositions de la loi du 25 juin 1920 et de la loi du 31 juillet 1920 concernant les contributions indirectes (Voir Table de 1921, p. 262). M. Louis Dausset dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 125). M. Hervey dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [1^{er} mars] (A. t. I, p. 188; J.O., p. 186; I. n° 143). Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 366). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3726).

CONTROLE DES DÉPENSES ENGAGÉES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées (Voir Table de 1921, p. 262). M. Henry Bérenger dépose le rapport [2 février] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 60; I. n° 49). Demande d'ajournement de la discussion : M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption [14 février] (A. t. I, p. 79; J.O., p. 92). Ajournement de la discussion [23 février] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 118). M. Henry Bérenger dépose un rapport supplémentaire [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 122). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de MM. Cazals et Blaignan. Retrait. Sur l'article : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et le Rapporteur général. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3 : MM. Dominique Delahaye et le Ministre des Finances. Adoption.

Article 4 : MM. Louis Pasquet et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Article 5 : MM. le Ministre des Finances et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Articles 6 et 7. Adoption. Article 8 : MM. le Ministre des Finances, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Milliès-Lacroix. *Président de la Commission des finances*; Hervey, François-Marsal et Dominique Delahaye. Adoption. Article 9 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Adoption. Adoption de l'article 9. Article 10 : Adoption. Article 11 : MM. Ribot et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption de l'article 11 modifié. Article 12 : Adoption. Sur l'ensemble : MM. Louis Pasquet et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 332). || Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [26 mai] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 771; I. n° 343). M. Henry Bérenger dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 797; I. n° 361). M. Henry Bérenger dépose un rapport supplémentaire [20 juin] (A. t. I, p. 992; J.O., p. 894; I. n° 392). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Guillaume Chastenet, Paul Doumer et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Blaignan et le Ministre des Finances. Adoption. Article 3 précédemment adopté. Articles 4 à 6 : Adoption. Article 7 précédemment adopté. Article 8 : Adoption. Article 9 : MM. Mauger et le Rapporteur général. Adoption. Article 10 précédemment adopté. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [22 juin] (A. t. I, p. 1009; J.O., p. 909). Promulgation (J.O., 14 août, p. 8558).

Voir Crédits, 14.

CONVENTIONS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention, sur l'éducation des Serbes en France, signée à Corfou, le 9 novembre 1916, entre la France et la Serbie (Voir Table de 1921, p. 263). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Joseph Reynaud, *rapporteur*; et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 janvier] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 55). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 3302).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à l'admission des Serbes dans

les écoles techniques et professionnelles de France, signée à Paris, le 27 novembre 1917, entre la France et la Serbie (Voir Table de 1921, p. 263). Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Joseph Reynaud et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 janvier] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 55). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 3302).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour la création, à Paris, d'un institut international du froid, conclue à Paris, le 21 juin 1920 (Voir Table de 1921, p. 266). M. Jean Philip dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 106; I. n° 103). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 février] (A. t. I, p. 141; J.O., p. 145). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 4542).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, le 14 février 1921, entre la France et la Belgique, ayant pour objet de garantir à leurs nationaux travaillant dans les mines françaises ou belges, le bénéfice du régime spécial des retraites des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays (Voir Table de 1921, p. 267). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 107; I. n° 105). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [2 mars] (A. t. I, p. 266; J.O., p. 202). M. Pasquet dépose l'avis de la Commission des finances [6 avril] (A. t. I, p. 704; J.O., p. 627; I. n° 308). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 avril] (A. t. I, p. 802; J.O., p. 710). Promulgation (J.O., 12 mai p. 4886).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour la suppression des tarifs A, B et C figurant à l'article 42 du cahier des charges de cette compagnie, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 107; I. n° 109). M. Coignet dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 994; J.O., p. 897; I. n° 403). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1279; J.O., p. 1141). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7369).

6 — Projet de loi portant approbation des conventions signées le 16 octobre 1912 pour la présentation des résultats d'analyse des matières alimentaires et créant un bureau international de chimie analytique (Voir Table de 1921, p. 266). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [21 mars] (A. t. I, p. 418; J.O., p. 383).

7 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation : 1° de la convention signée à Paris, le 16 octobre 1912, entre la République Argentine, le Danemark, la France, la Hongrie, l'Italie, le Mexique, la Norvège, le Portugal et l'Uruguay, pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux ; 2° de la convention signée à Paris, le 16 octobre 1912, entre la République Argentine, la France, la Hongrie, le Mexique, le Portugal et l'Uruguay pour la création d'un bureau international permanent de chimie analytique concernant les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux (Voir Table de 1921, p. 266). M. Joseph Reynaud dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 430 ; J.O., p. 396 ; I. n° 209). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 avril] (A. t. I, p. 802 ; J.O., p. 710). Promulgation (J.O., 12 mai, p. 4886).**

8 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales conclue entre la France et la Pologne (Voir Table de 1921, p. 266). M. François Albert dépose le rapport [24 mars] (A. t. I, p. 459 ; J.O., p. 420 ; I. n° 232). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 697 ; J.O., p. 618). Promulgation (J.O., 17 mai, p. 5078).**

9 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 25 octobre 1921, entre la France et la Belgique, relative au règlement des conflits d'attribution en matière de réparation des dommages de guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [31 mars] (A. t. I, p. 670 ; J.O., p. 595 ; I. n° 280). M. Reynald dépose le rapport [7 avril] (A. t. I, p. 782 ; J.O., p. 692 ; I. n° 321). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 avril] (A. t. I, p. 819 ; J.O., p. 723). Promulgation (J.O., 12 mai, p. 4886).**

10 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 31 janvier 1921, entre la France et la Hongrie, relative aux modalités d'application de la section III de la partie X (clauses économiques) du traité signé à Trianon, le 4 juin 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, par M. le Ministre des Régions libérées, par M. le Ministre du Commerce et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des**

colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances (I. n° 341). M. Louis Dausset dépose le rapport [8 avril] (A. t. I, p. 844; J. O., p. 744; I. n° 342). M. Lucien Hubert dépose l'avis de la Commission des finances [23 juin] [A. t. I, p. 1041; J. O., p. 936; I. n° 423]. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin] A. t. II, p. 1047; J. O., p. 942). Promulgation (J. O., 22 août, p. 8726).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale conclue à Paris, le 23 juillet 1921, entre la France, la Belgique, la Grande Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes, la République Tchéco-Slovaque, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, à l'effet d'établir le statut définitif du Danube internationalisé, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats (I. n° 418). M. Bompard dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1041; J. O., p. 935, 936; I. n° 421). Déclaration de l'urgence. Article unique. Observation de M. d'Estournelles de Constant. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 1080; J. O., p. 970). Promulgation (J. O., 27 septembre, p. 9714).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1906 relative à l'application en France des conventions internationales concernant la propriété industrielle, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission du commerce de l'industrie, du travail et des postes [30 juin] (A. t. I, p. 1106; J. O., p. 994; I. n° 455). M. Henri Roy dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1128; J. O., p. 1011; I. n° 457). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1272; J. O., p. 1136). Promulgation (J. O., 11 juillet, p. 7214).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver la convention passée entre l'Etat et la Ville de Paris au sujet de l'échange de terrains et de l'exécution de travaux nécessaires au dégagement du conservatoire national des arts et métiers, de la nouvelle cour des comptes et de l'église de l'Assomption, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 novembre] (A. t. II, p. 203; J. O., p. 1390; I. n° 693). M. Louis Dausset dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J. O., p. 1552; I. n° 799). Adoption [30 décembre] (A. t. II, p. 459; J. O., p. 1623). Promulgation [19 janvier 1923, p. 596].

CONVENTION MONÉTAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention monétaire signée à Paris, le 9 décembre 1921, entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [23 mars] (A. t. I, p. 430; J.O., p. 395; I. n° 202). Renvoi à la Commission des finances [25 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 441). M. Louis Dausset dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 554; J.O., p. 503; I. n° 247). M. Reynald dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [5 avril] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 619). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 705; J.O., p. 627). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 3846).

CORRECTION PATERNELLE (Droit de). — Voir Code civil, 11.

COUR DES COMPTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant pour les magistrats de la Cour des Comptes la position de disponibilité, soit pour raisons de santé, soit pour nomination à des fonctions publiques, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [7 juillet] (A. t. I, p. 1278; J.O., p. 1141; I. n° 536). M. Dausset dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 228; J.O., p. 1413; I. n° 712). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Articles premier à 5 précédemment adoptés. Article 6 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [14 décembre] (A. t. II, p. 285; J.O., p. 1466).

COUR DE JUSTICE. — Résultat du scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Ratier, Guillier, Richard, Lemarié, Poulle, Loubet, Simonet, Pérès et Alexandre Bérard, élus. — Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. de Las Cases, Reynald, Morand, Louis Martin et René Besnard, élus. — Résultat du scrutin pour la désignation d'un Vice-Président de la Cour de Justice : M. Bienvenu Martin, élu [2 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 61). — Communication d'une lettre de M. le Premier Président de la Cour de

Cassation avisant M. le Président du Sénat de la désignation de M. le Président Blondel comme Procureur général et de MM. les Conseillers Lombart et Sénac comme avocats généraux près la Cour de Justice [23 février] (A. t. I, p. 95 ; J.O., p. 107).

COURS D'EAU. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les portions de cours d'eau ou canaux aménagés en enclos, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [12 octobre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 1199 ; I. n° 584).

COURSES (Sociétés de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 mars 1922, relatif à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la législation française relative aux sociétés de courses et à l'exploitation du pari mutuel, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [28 novembre] (A. t. II, p. 218 ; J.O., p. 1404 ; I. n° 702).

CRACHER A TERRE. — Voir Etablissements et locaux ouverts au public.

CRAYONS SIMPLES. — Voir Douanes, 13.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE (Modifications aux statuts). — Voir Crédits supplémentaires, § X, 3.

CRÉDIT MUTUEL.

1 — Proposition de loi de MM. Jeanneney, Donon, Marsot et Gras, tendant à compléter l'article 23 de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles. Renvoi à la Commission de l'agriculture [9 mars] (A. t. I, p. 299 ; J.O., p. 281 ; I. n° 171). M. Donon dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1249 ; J.O., p. 1114 ; I. n° 513). Déclaration de l'urgence. Article unique : MM. Jeanneney, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 octobre] (A. t. II, p. 39 ; J.O., p. 1241). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 12512).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 6 et 8 de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mu-

tuel et la coopération agricoles, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1149; I. n° 541). M. Fernand David dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 198; J.O., p. 1384; I. n° 677). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [30 novembre] (A. t. II, p. 229; J.O., p. 1414). Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Machet. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A. t. II, p. 241; J.O., p. 1424). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 11878).

CRÉDITS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre et des Pensions, sur l'exercice 1922, d'un crédit destiné à l'entretien de l'armée du Levant, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 653; J.O., p. 581; I. n° 266). M. Lebrun, dépose et lit le rapport (I. n° 283). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Victor Bérard; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Dominique Delahaye. Demande de renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères. Demande de renvoi : observations de MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Milan et Victor Bérard. Rejet au scrutin, de la demande de renvoi à la Commission des affaires étrangères. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [31 mars] [(A. t. I, p. 680; J.O., p. 604). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 3607).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, d'un crédit de 96.055.462 francs, en vue du paiement au Brésil de l'affrètement des bateaux ex-allemands pendant la période postérieure au 31 mars 1918, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 avril] (A. t. I, p. 782; J.O., p. 692; I. n° 323).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 10 millions de francs pour l'organisation des jeux olympiques en 1924 (VIII^e olympiade), déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [22 juin] (A. t. I,

p. 1014; J.O., p. 913; I. n° 412). M. Pelisse dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1138; J.O., p. 1018; I. n° 465). Avis de la Commission de l'enseignement par M. Victor Bérard, *Président de la Commission*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Observations de MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Gaudin de Villaine, Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Éducation physique*; Guillaume Poulle. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7811).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'inscription au budget de 1922 des crédits nécessaires au fonctionnement de l'École nationale d'horlogerie de Besançon pendant cet exercice, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 juin] (A. t. I, p. 956; J.O., p. 859; I. n° 374). M. Serre dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1041; J.O., p. 936; I. n° 422). Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1168; J.O., p. 1042). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7369).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 346.000 fr. pour l'achat d'une mouche à vapeur destinée à l'Ambassade de France à Constantinople, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 juin] (A. t. I, p. 995; J.O., p. 897; I. n° 396). M. Lucien Hubert dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1046; J.O., p. 941; I. n° 427). Adoption. [4 juillet] (A. t. I, p. 1195; J.O., p. 1067). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7367).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre et des Pensions, sur l'exercice 1922, d'un crédit de 107 millions de francs, destiné à l'entretien des effectifs de l'armée du Levant, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 juin] (A. t. p. 1041; J. O., p. 935; I. n° 417). M. Albert Lebrun dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1046; J.O., p. 941; I. n° 430). Article unique: Amendement de MM. Léon Perrier, Milan et plusieurs de leurs collègues: MM. Léon Perrier, Victor Bérard, Coignet, le Général Hirschauer, d'Estournelles de Constant, Raymond Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*; Dominique Delahaye, Gaston Doumergue. Retrait de l'amendement de M. Léon Perrier et ses collègues. Sur l'article: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*;

Maginot, *Ministre de la Guerre*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*; Gaston Doumergue. Adoption, au scrutin, de l'article unique (chiffre de la Commission) [30 juin] (A. t. I, p. 1139; J.O., p. 1018). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6862).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre et des Pensions, sur l'exercice 1922, d'un crédit destiné à l'entretien des effectifs de l'armée du Levant, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 625). M. Lebrun dépose le rapport (I. n° 626). Déclaration de l'urgence [26 octobre] (A. t. II, p. 70; J.O., p. 1262, 1269). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Albert Lebrun, *rapporteur*; le Général Taufflieb et Victor Bérard. Article unique: MM. Gaston Doumergue et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Adoption, au scrutin, du chapitre E 26, puis du chapitre E 26 bis. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article unique du projet de loi [27 octobre] (A. t. II, p. 82; J.O., p. 1282). Promulgation (J.O., 31 octobre, p. 10678).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre de la liquidation des stocks et du ravitaillement général, déposé par M. le Ministre du Commerce, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1128; J.O., p. 1012; I. n° 460). M. Serre dépose le rapport (I. n° 479). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Paisant, *Chargé des services de la liquidation des stocks et du ravitaillement*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article unique du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1179; J.O., p. 1051). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6982).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat et des chemins de fer d'Alsace et Lorraine, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1278; J.O., p. 1141; I. n° 535). M. Jeanneney dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1278; J.O., p. 1141; I. n° 537). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles

et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1309; J. O., p. 1166). Promulgation (J. O., 13 juillet, p. 7312).

10 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre et des Pensions d'un crédit de 200.000 francs, en vue d'une subvention pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1278; J. O., p. 1141; I. n° 538). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [16 novembre] (A. t. II, p. 178; J. O., p. 1366; I. n° 664). Observations de MM. Henri Merlin et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Articles premier et 2. Adoption. Sur l'ensemble: M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [30 novembre] (A. t. II, p. 239; J. O., p. 1422).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général, et modifiant la loi du 15 juillet 1878, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J. O., p. 1149; I. n° 540). M. Pasquet dépose et lit le rapport. Observations de MM. Pasquet, *rapporteur*, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*, Le Hars et Gaston Carrère. Adoption des quatre articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1327; J. O., p. 1181). Promulgation (J. O., 14 juillet, p. 7371).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1922, des crédits nécessaires pour la mise en application de la loi du 22 juin 1922 relative à la réforme monétaire en Alsace et Lorraine, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J. O., p. 1149; I. n° 543). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1324; J. O., p. 1178). Promulgation (J. O., 13 juillet, p. 7312).

13. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J. O., p. 1149; I. n° 548). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion

immédiate prononcée. Article premier : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Etat A. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J. O., p. 1174). Promulgation (J. O., 14 juillet, p. 7368).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1922, de crédits destinés à assurer le fonctionnement du contrôle des dépenses engagées, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1288 ; J. O., p. 1149 ; I. n° 546). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Observation de M. le Rapporteur général. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1326 ; J. O., p. 1179). Promulgation (J. O., 14 août, p. 8559).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit destiné à permettre l'attribution de subventions et de secours pour la réparation des dommages occasionnés par des calamités publiques en 1920 et 1921, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J. O., p. 1174 ; I. n° 570).

16 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général, pour couvrir les dépenses de premier établissement et de fonctionnement du secrétariat général permanent du Conseil supérieur de la défense nationale, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 334 ; J. O., p. 1512 ; I. n° 781).

17 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 420.000 fr. pour assistance aux Français de Russie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 334 ; J. O., p. 1512 ; I. n° 780).

18 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit destiné à l'achat d'un terrain en vue de l'installation de la légation de la République en Serbie-Croatie-Slavonie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances.

Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 334 ; J. O., p. 1912 ; I. n° 779). M. Henry Bérenger dépose le rapport (I. n° 850). **Déclaration de l'urgence** [30 décembre] (A. t. II, p. 504 ; J. O., p. 1658). **Adoption** [31 décembre] (A. t. II, p. 524 ; J. O., p. 1675). **Promulgation** (J. O., 23 janvier 1923, p. 774).

19 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères des crédits nécessaires à la création d'une légation de la République en Afghanistan, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances** [21 décembre] (A. t. II, p. 334 ; J. O., p. 1512 ; I. n° 783).

20 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances** [27 décembre] (A. t. II, p. 418 ; J. O., p. 1585 ; I. n° 812). M. Pelisse dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 438 ; J. O., p. 1602 ; I. n° 831). **Urgence précédemment déclarée. Article unique** : MM. Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et aux Télégraphes* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Paul Pelisse, *rapporteur* ; de Monzie, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Louis Dausset et Gourju. **Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi** [30 décembre] (A. t. II, p. 474 ; J. O., p. 1634). **Promulgation** (J. O., 4 janvier 1923, p. 126).

CRÉDITS ADDITIONNELS. — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 octobre 1921 qui a ouvert des crédits additionnels au budget d'Alsace et Lorraine de l'exercice 1921, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine** [27 mars] (A. t. I, p. 509 ; J. O., p. 464). M. Roy dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 22 ; J. O., p. 1224 ; I. n° 603). M. Hervey dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [5 décembre] (A. t. II, p. 249 ; J. O., p. 1434 ; I. n° 723). **Déclaration de l'urgence. Adoption** [22 décembre] (A. t. II, p. 358 ; J. O., p. 1533). **Promulgation** (J. O., 21 janvier 1923, p. 718).

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1921, d'un crédit extraordinaire de 500.000 francs**

au Ministre des Travaux publics pour secours aux mariniens victimes du chômage ; 2° annulation d'un crédit d'égale somme au budget du Ministère du Travail (Voir Table de 1921, p. 271). M. Milan dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 24; J.O., p. 34; I. n° 21). Adoption [2 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 60). Promulgation (J.O., 16 février, p. 1982).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour participation de la France à la Conférence internationale de Gênes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Sur l'urgence : M. Dominique Delahaye. Vote de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [7 avril] (A. t. I, p. 737; J.O., p. 655; I. n° 314). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet [8 avril] (A. t. I, p. 830; J.O., p. 733). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 4574).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de représentation du Gouvernement de la République au mariage du roi Alexandre de Serbie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. II, p. 21; J.O., p. 1224; I. n° 597). M. Lucien Hubert dépose le rapport [20 octobre] (A. t. II, p. 40; J.O., p. 1242; I. n° 611). Adoption [9 novembre] (A. T. II, p. 115; J.O., p. 1312). Promulgation (J.O., 31 janvier 1923, p. 1034).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1921, d'un crédit extraordinaire pour l'indemnité de dégâts à un immeuble privé occupé par la direction des recherches scientifiques et industrielles et des inventions (Voir Table de 1921, p. 279). M. René Besnard dépose le rapport [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1336; I. n° 651). Adoption [28 novembre] (A. t. II, p. 223; J.O., p. 1407).

CRÉDITS PROVISOIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1922 de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en

exécution des traités de paix et applicables au mois de février 1922, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 41; I. n° 26). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Discussion immédiate prononcée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, le Lieutenant-Colonel Plichon et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption successive des huit articles. Sur l'ensemble : MM. Albert Lebrun, le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 janvier] (A. t. I, p. 39; J.O., p. 51). Promulgation (J.O., 1^{er} février, p. 1338).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1921, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix et applicables au mois de mars 1922. déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 février] (A. t. I, p. 139; J.O., p. 143; I. n° 134). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 137). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des sept articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février] (A. t. I, p. 142; J.O., p. 146). Promulgation (J.O., 1^{er} mars p. 2446).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 août 1921, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, l'article 7 de la loi du 31 mars 1921, portant ouverture, sur l'exercice 1921, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution du traité de paix, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1150; I. n° 549). M. Roy dépose le rapport [28 novembre] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 1403; (I. n° 697). M. le Général Hirschauer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [30 novembre] (A. t. II, p. 228; J.O., p. 1413; I. n° 716). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 décembre] (A. t. I, p. 281; J.O., p. 1461). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 12182).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 18 août 1921 rendant applicables, dans les départements du Haut-Rhin, du bas-Rhin et de la Moselle, les articles 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 30 avril 1921, portant ouverture, sur l'exercice 1921, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses

recouvrables déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et de Lorraine [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1150; I. n° 550). M. Roy dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 218; J.O., p. 1403). M. le Général Hirschauer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [30 novembre] (A. t. II, p. 228; J.O., p. 1413; I. n° 715). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 281; J.O., p. 1461). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 12182).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1923, au titre du budget général, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1923 ; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics. déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 814). M. Henry Bérenger dépose le rapport (I. n° 825). Déclaration de l'urgence [28 décembre] (A. t. II, p. 422, 433; J.O., p. 1589, 1598). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, rapporteur général. Discussion des articles. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : M. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption (texte de la Commission). Articles 4 à 7. Adoption. Article 8 : MM. Boivin-Champeaux et le Ministre des Finances. Adoption. Article 9. Adoption. Article 10 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 11 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 10 à 18. Adoption. Article 19. Amendement de M. de Monzie et plusieurs de ses collègues : MM. de Monzie, le Ministre des Finances, le Rapporteur général, Dominique Delahaye, Raphaël-Georges Lévy, François-Marsal, Gaston Doumergue, François-Marsal et Paul Doumer. Rejet de l'amendement au scrutin. Adoption de l'article 19. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Disjonction. Articles 20 et 21. Adoption. Articles 24 et 25 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 22 à 25. Adoption. Article 26 : M. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* et le Rapporteur général. Adoption. Articles 31 et 32 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 27. Adoption. Article 34 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 28 à 33. Adoption. Article 41 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 34 à 37. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 499; J.O., p. 1637). || Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 décembre] (A. t. II, p. 553; J.O., p. 1698; I. n° 857). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immé-

diatement prononcée. Observations de MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances* et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Article 3 : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances* et le *Président de la Commission*. Adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 555 ; J.O., p. 1700. || Déposé par M. le *Ministre des Finances*, Renvoi à la *Commission des finances*. M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Article 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 566 ; J.O., p. 1708). Promulgation [J.O., (1^{er} janvier 1923, p. 3).

6 — Projet de loi, adopté par la *Chambre des Députés*, portant ouverture, sur l'exercice 1923, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix et applicables aux mois de janvier et février 1923, déposé par M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la *Commission des finances* (I. n° 815). M. Henry Bérenger dépose le rapport (I. n° 826). Déclaration de l'urgence [28 décembre] (A. t. II, p. 422, 433 ; J.O., p. 1589, 1598). Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; René Gouge, le *Lieutenant-Colonel Plichon*. Ermant, Henri Merlin, de Lubersac et Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Adoption des quatorze articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 499 ; J.O., p. 1654). || Déposé par M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la *Commission des finances* [31 décembre] (A. t. II, p. 553 ; J.O., p. 1698 ; I. n° 858). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 559 ; J.O., p. 1702). Observation de M. Henry Bérenger. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 659 ; J.O., p. 1710). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1923, p. 44).

CRÉDITS (Report de). — Projet de loi, adopté par la *Chambre des Députés*, relatif au report de crédits de l'exercice 1921 à l'exercice 1922, déposé par M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la *Commission des finances* (I. n° 426). M. Henry Bérenger dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1046 ; J.O., p. 941 ; I. n° 432). Article premier (Etat A) et article 2 (Etat B). Adoption. Article 3 (Etat C). Guerre : Chapitre 160. M. de Lavit, *contrôleur général, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Adoption des autres chapitres du budget des

dépenses ordinaires. Dépenses extraordinaires : Chapitre 18. Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, de Lavit, *commissaire du Gouvernement* et Albert Lebrun. Rejet. Adoption des autres chapitres de la Guerre, de la Marine, de l'Instruction publique, des Colonies, de l'Agriculture.—Postes et Télégraphes : Chapitre 23. MM. Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes* et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 32 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur général, Scheurer, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Adoption des articles 4 à 12. Article 3. Etat E. Chapitre 33 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des autres chapitres et de l'ensemble de l'article 3. Adoption des articles 14 et 15. Sur l'ensemble : M. Mauger. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1156 ; J.O., p. 1032). ¶ Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, et modifié à nouveau par la Chambre des Députés, relatif aux reports de crédits de l'exercice 1921 à l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1178 ; J.O., p. 1050 ; I. n° 477). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 480). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Articles premier à 12 précédemment adoptés. Article 13. Adoption. Articles 14 et 15 précédemment adoptés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1178 ; J.O., p. 1052). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6862).

CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.

I — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 juin] (A. t. I, p. 977 ; J.O., p. 878 ; I. n° 381). M. Henry Bérenger dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 970 ; I. n° 442). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Mauger et Dominique Delahaye. Article premier (Etat A) : MM. Victor Bérard et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 3 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 2 à 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [7 juillet] (A. t. I, p. 1273 ; J.O., p. 1137). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 7310).

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 juin] (A. t. I, p. 977; J.O., p. 878; I. n° 381). M. Henry Bérenger dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1080; J.O., p. 970; I. n° 443). Article premier (Etat A) et articles 2 à 10. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [7 juillet] (A. t. I, p. 1277; J.O., p. 1140). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 7311).**

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

- I. — PROJETS COLLECTIFS.**
- II. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**
- III. — ALSACE ET LORRAINE.**
- IV. — COLONIES.**
- V. — GUERRE.**
- VI. — INSTRUCTION PUBLIQUE.**
- VII. — MARINE.**
- VIII. — PENSIONS, PRIMES ET ALLOCATIONS DE GUERRE.**
- IX. — TRAVAUX PUBLICS.**
- X. — PROJETS DIVERS.**

I — PROJETS COLLECTIFS

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant au titre du budget ordinaire, du budget extraordinaire et du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix : 1° régularisation des crédits ouverts par décret sur l'exercice 1921; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 mars] (A. t. I, p. 277; J.O., p. 262; I. n° 166). M. Henry Bérenger dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 685; J.O., p. 607; I. n° 285). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Milan et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Discussion des articles : Articles premier, 2 et 3. Adoption. Article 4 : Etat A. Finances : Chapitres 9 bis, 19 bis, 23 et 24. Adoption. Chapitre 36 réservé. Chapitre 51 et 65. Adoption. Chapitre 70 : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur général, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Rejet. Chapitre 80 : MM. le Ministre des Finances, Louis Dausset et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 92, 107, 116,**

118, 132, 134, 150, 151, 153, 162 et 164. Adoption. Justice : Chapitre 4 : MM. Reibel, *Ministre des Régions libérées*, *Ministre de la Justice par intérim* ; le Rapporteur général et Chênebenoit. Rejet du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 5, 8, 11 et 14 (de la Chambre des Députés). Rejet. Chapitre 23 : MM. le Ministre de la Justice, par intérim, et le Rapporteur général. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitre 27 : MM. le Ministre de la Justice par intérim, et le Rapporteur général. Rejet du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 30 et 33 bis. Adoption. Services pénitentiaires : Chapitres 9, 12 et 13. Adoption. Chapitre 22 bis : MM. le Rapporteur général et le Ministre de la Justice par intérim. Adoption. Chapitres 24, 25 et 30. Adoption. Affaires étrangères : Chapitre 16. Rejet. Chapitres 19 et 20 ter. Adoption. Chapitre 27. Rejet. Chapitre 44 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Rejet. Intérieur : chapitres premier et 4. Adoption. Chapitre 7 : MM. Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur* et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 8. Rejet. Chapitre 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. le Ministre de l'Intérieur et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 23. Adoption. Chapitre 38. Rejet. Chapitre 48 : MM. le Ministre de l'Intérieur et le Rapporteur général. Rejet. Chapitre 52 : M. le Rapporteur. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 53, 54, 57 et 61. Adoption. Chapitre 63 : MM. le Ministre de l'Intérieur, Schrameck, le Rapporteur général, Hervey et Ribot. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 64 et 65. Adoption. Guerre : Chapitre O 14. Rejet. Chapitres O 15 et O 16 bis. Adoption. Chapitre 22 : MM. de Lavit, *contrôleur général de l'armée, commissaire du Gouvernement*, et le Rapporteur général. Rejet. Chapitre O 25. Adoption. Chapitre O 52. Rejet. Chapitre O 70. Adoption. Chapitre O 81, O 100, O 125, O 173, O 174 et O 175. Rejet. Chapitres O 179, O 180, O 181, O 183 et O 184. Adoption. Chapitre O 187. Rejet. Chapitre O 188 et O 190. Adoption. Marine : Chapitre premier. Rejet. Chapitres 3, 10, 11, 12. Adoption. Chapitre 14. Rejet. Chapitre 15, 18, 26, 41. Adoption. Chapitre 42. Rejet. Chapitres 45, 46, 52. Adoption. Chapitre 55 : MM. Raiberti, *Ministre de la Marine* et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 56. Rejet. Chapitres 62, 63, 65, 66. Adoption. Instruction publique : Chapitre 5. Rejet. Chap. 26 : MM. Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique* et le Rapporteur général. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitre 72 : MM. Ribot et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 107, 113, 115. Adoption. Chapitre 119. Rejet. Chapitres 122, 127, 129. Chapitre 137 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur général. Rejet. Chapitre 139. Rejet. Chapitres 147, 164. Adoption. Enseignement technique : Chapitre 3. Adoption. Chapitre 8. Rejet. Chapitre 15. Adoption. Beaux-arts : Cha-

pitres 3, 9, 17, 18. Rejet. Chapitre 19 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique et le Rapporteur général. Rejet. Chapitres 69, 71. Rejet. Chapitre 100 bis : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique et le Rapporteur général. Adoption. Commerce : Chapitre 15 bis : MM. Reibel, *Ministre des Régions libérées*, le Rapporteur général, Lucien Dior, *Ministre du Commerce*. Adoption. Chapitres 28 et 29 bis. Adoption. Travail : Chapitre 5 : MM. Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*, et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 23 et 24. Adoption. Colonies : Chapitre 14. Adoption. Chapitre 24. Rejet. Chapitres 35, 42, 52 et 79. Adoption. Agriculture : chapitre 6 : MM. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; le Président de la Commission des finances. Rejet. Chapitre 9. Adoption. Chapitre 24 : MM. le Ministre de l'Agriculture, le Rapporteur général et Hervey. Adoption. Chapitres 68, 74, 114. Adoption. Chapitre 117 : MM. le Ministre de l'Agriculture et le Rapporteur général. Rejet. Travaux publics : chapitres 6, 27, 28, 34, 43, 57. Adoption. Chapitre 60. Rejet. Chapitres 68, 76, 89 bis, 92, 98 et 100. Adoption. Postes et Télégraphes : chapitre premier : MM. Abel Lefèvre, Dior, *Ministre du Commerce*. Rejet. Chapitre 5. Adoption. chapitre 20. Rejet. Chapitres 22 et 24. Adoption. Chapitres 25, 27, 30, 31, 32, 33, 37 et 38. Rejet. Chapitres 39, 42, 43. Adoption. Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitres 5 et 15. Rejet. Chapitres 15 bis, 17, 20 bis, 22, 30, 35 et 36. Adoption. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Chapitres 5 et 8. Adoption. Chapitre 11. Rejet. Chapitres 14, 16, 20 et 34. Adoption. Chapitre 36 : MM. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption. Chapitres 48, 49 et 58. Adoption. Chapitre 63 : MM. le Ministre de l'Hygiène et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 36, du Ministère des Finances, précédemment réservé. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Article 5 (Etat B). Adoption. Budget extraordinaire : Article 6 (Etat C). Finances : Chapitres C et O. Rejet. Justice : Chapitre A. Adoption. Affaires étrangères : Chapitre K. Adoption. Intérieur : Chapitre I. Adoption. Guerre : Chapitre E 2, Rejet. Chapitres E 10, E 17, E 23, E 24, E 32. Adoption. Chapitre 36. Rejet. Marine : Chapitre B. Adoption. Instruction publique : Chapitre C : MM. Lapie, *directeur de l'enseignement primaire* et le Rapporteur général. Adoption. Commerce : Chapitre F. Adoption. Ravitaillement : Chapitre B. Adoption. Colonies : Chapitre A bis. Rejet. Agriculture : Chapitre A. Adoption. Chapitre K : M. le Ministre de l'Agriculture. Rejet. Travaux publics : Chapitre G. Adoption. Postes et télégraphes : Chapitre A. Adoption. Primes et Allocations de guerre : Chapitre D. Adoption. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Chapitre B, B ter, C, D. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7 (Etat D). Adoption. Budgets an-

nexes : Articles 8 à 11. Adoption. Article 12 (Légion d'honneur) : MM. le Colonel Stuhl, le Rapporteur général, le Président de la Commission des finances. Adoption. Articles 13 et 14. Adoption. Articles 15, 16 et 17 (de la Chambre des Députés) : Observations de M. le Président de la Commission des finances. Disjonction des articles. Articles 15 et 16. Adoption. Article 20 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 21 (de la Chambre des Députés) : MM. le Ministre du Commerce et le Rapporteur général. Disjonction. Article 22 (de la Chambre des Députés) : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Adoption. Article 23 (de la Chambre des Députés) : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Adoption. Article 24 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 17 (art. 25 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 26, 27, 28, 29 et 30 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 18. Adoption. Article 32 et 33 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 19. Adoption. Budget des dépenses recouvrables : Article 20. Adoption. Article 21 : MM. le Ministre du Commerce, le Rapporteur général, Mahieu, *secrétaire général du Ministère des Travaux publics, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 22 : Etat E. Finances : Chapitres 9 et 11. Adoption. Justice : chapitre 15. Adoption. Colonies : Chapitre 29 *ter*. Adoption. Travaux publics : Chapitre 36. Rejet. Chapitre 41 *bis*. Adoption. Régions libérées : Chapitres 54, 56 *bis*, 56 *ter*, 84. Adoption. Chapitre 92. Rejet. Pensions, primes et allocations de guerre : Chapitres 102, 103, 113, 118. Adoption. Adoption de l'article 22. Articles 23, 24 et 25. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 avril] (A. t. I, p. 743 ; J.O., p. 660). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant, au titre du budget ordinaire, du budget extraordinaire et du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix : 1^o régularisation de crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1921 ; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, déposé par M. le Ministre des Finances (I n^o 334). Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Observations de MM. Abel Lefèvre et Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes*. Article 4 : Finances : Chapitres 36, 70. Adoption. Justice : Chapitre 4 : MM. Reibel, *Ministre des Régions libérées, Ministre de la Justice par intérim* ; le Rapporteur général. Rejet. Chapitre 8. Rejet. Chapitre 11. Adoption. Chapitres 14, 27. Rejet. Services pénitentiaires : Chapitre 9. Adoption. Affaires étrangères : Chapitre 44. M. le Rapporteur général. Rejet. Intérieur : Chapitre 8. Adoption. Chapitre 38 : M. le Rapporteur général. Rejet.

Chapitre 48. Adoption. Chapitre 52 : MM. le Rapporteur général, Ranson, Schrameck. Adoption. Guerre : Chapitres O 22 et O 52 : M. le Rapporteur général. Rejet. Chapitre O 100. Adoption. Chapitre O 187 : M. Mauger. Rejet. Instruction publique : chapitres 5, 72, 119, 137. Adoption. Chapitre 139 : M. le Rapporteur général. Rejet. Beaux-Arts : Chapitre 19. Adoption. Enseignement technique : chapitre 8. Rejet. Colonies : Chapitre 24. Adoption. Travaux publics : Chapitre premier. Rejet. Chapitre 20. Adoption. Chapitre 30 : MM. le Rapporteur général, le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Chapitre 31. Rejet. Chapitre 32. Adoption. Chapitre 33. Rejet. Chapitres 37, 38. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Article 5. Adoption. Budget extraordinaire : Article 6 (Etat C). Chapitre O. Adoption. Chapitre K : M. le Rapporteur général. Adoption. Colonies : Chapitre A bis. Réjet. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 11 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Articles 12, 15. Adoption. Article 17 bis : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Articles 17 ter et 17 quater. Disjonction. Articles 18, 19. Adoption. Dépenses recouvrables : Articles 20 et 21. Adoption. Article 22 : Etat E : Régions libérées : Chapitre 56 ter, 84. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 22. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 avril] (A. t. I. p. 832; J.O., p. 734). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 4125).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget ordinaire et extraordinaire; 2° ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1921, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 mars] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 403; I. n° 218). M. Henry Bérenger, dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 670; J.O., p. 607; I. n° 284). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (Etat A), Finances : Chapitres 5, 19, 51, 56, 66, 97, 105, 115, 118, 154, 162. Adoption Justice : Chapitres 4 et 23. Adoption. Chapitre 6 : MM. Reibel, *Ministre de la Justice par intérim*, le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 7, 8, 12. Adoption. Affaires étrangères : Chapitre 5. Adoption. Intérieur : Chapitre 7. Adoption. Chapitre 32. Amendement de MM. Machet, Drivet, Milan, Carrère et Jean Philip : MM. Machet, le Rapporteur général et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Retrait. Adoption du chapitre 32. Chapitre 60. Adoption. Guerre : Chapitres 16 bis, 20. Adoption. Chapitre 21. Rejet. Chapitres 25, 47. Adoption. Chapitre 48.

Rejet. Chapitres 76, 77, 84. Rejet. Chapitres 93, 95. Adoption. Chapitre 100. Rejet. Chapitres 107, 108. Adoption. Chapitre 168. Rejet. Chapitres 179, 181, 190. Adoption. Marine : Chapitre 12. Adoption. Chapitre 15 : MM. Raiberti, *Ministre de la Marine*, Henry Bérenger, *rapporteur général* et de Kerguézec. Rejet. Chapitres 40, 42, 43. Rejet. Chapitres 49, 52, 65. Adoption. Instruction publique : Chapitres 3, 127, 165, 172. Adoption. Enseignement technique : Chapitres 5, 13, 15, 18. Adoption. Commerce : Chapitres 5, 24, 28. Adoption. Travail : Chapitres 5, 31. Adoption. Colonies : Chapitres 6, 24. Adoption. Chapitre 57. Rejet. Chapitre 57 bis, 74, 77. Adoption. Agriculture : Chapitre 34 : M. le Ministre de l'Agriculture, le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 32 : M. le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitre 53 : M. le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitre 114. Adoption. Travaux publics : Chapitres 3, 27, 28. Adoption. Postes et Télégraphes : Chapitres 3, 22. Adoption. Chapitre 36. Rejet. Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitre 3. Rejet. Chapitre 4. Adoption. Chapitres 15 et 24. Rejet. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Chapitres 8, 14, 16, 20, 58. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (Etat B), 3, 4 (Etat C), 5 à 7. Adoption. Articles 8, 9, 10, 11 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 8. Adoption. Article 13 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 9. Adoption. Article 15 (de la Chambre des Députés) : M. le Ministre des Finances. Adoption. Articles 17 et 18 (de la Chambre des Députés) : MM. Mauger, le Rapporteur général. Disjonction. Articles 19 et 20 (de la Chambre des Députés) : MM. Raiberti, *Ministre de la Marine* : Dominique Delahaye, le Rapporteur général. Adoption. Article 21 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 10. Adoption. Articles 23 à 25 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 26 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 27 (de la Chambre des Députés), Disjonction. Article 11 (Etat E). Adoption. Article 13 (Etat F). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 avril] (A. t. I, p. 737; J.O., p. 692). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés. portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget ordinaire et du budget extraordinaire; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 335). Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier (Etat A) : Guerre : Chapitres O 21, O 48, O 77, O 100. Adoption. Marine : Chapitre 40 : MM. le Rapporteur général et le

Ministre de la Marine. Rejet. Chapitre 42. Rejet. Chapitre 65. Adoption. Colonies : Chapitre 57. Adoption. Travaux publics : Chapitre 36. Adoption. Ports, Marine marchande, Pêches : Chapitre 24. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 10 *bis*. Adoption. Article 10 *ter* : M. le Rapporteur. Adoption. Article 10 *quater* : MM. le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Hervey. Disjonction. Article 11 *bis* : M. le Rapporteur général. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Dominique Delahaye, de Rougé. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 avril] (A. t. I, p. 839; J.O., p. 740). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 4119).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation sur l'exercice 1921, de crédits concernant le budget annexe des Chemins de fer de l'Etat (articles disjoints des projets de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921). M. Jeanneney dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Marcel Régnier, Jeanneney *rapporteur*; Hervey, Henry Bérenger, *rapporteur général*; et de Lubersac. Articles premier à 6. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. [8 avril] (A. t. I, p. 811; J.O., p. 717). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 4118).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre des budgets ordinaire et extraordinaire; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 425). M. Henry Bérenger dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1046; J.O., p. 944; I. n° 431). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Article premier (Etat A) : Adoption des chapitres des Ministères des Finances, de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de la Marine, du Commerce, des Travaux publics. Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitre 3 : MM. Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande* et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 15 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 22 et 35 des Ports, Marine marchande et Pêches et des chapitres de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Articles 4 (Etat C), 5 (Etat D) 6 à 12. Adoption.

Article 13 : M. le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande, le Rapporteur général, Duroux et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article 13 modifié. Article 15 (de la Chambre des Députés) : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat et le Rapporteur général. Adoption (devient article 14). Article 15 : M. Boivin-Champeaux. Amendement de MM. Jeanneney, Bienvenu Martin et plusieurs de leurs collègues : M. Jeanneney. Amendement de MM. Maranget, Humblot et plusieurs de leurs collègues : M. Maranget. Sur les amendements : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et le Général Bourgeois. Retrait de l'amendement de M. Maranget et de ses collègues. Adoption, au scrutin, de l'amendement de MM. Jeanneney, Bienvenu Martin et plusieurs de leurs collègues [30 juin] (1^{re} séance) (A. t. I. p. 1107 ; J.O., p. 995). Article 15 (suite) : Amendement de MM. Léon Roland, Delpierre et plusieurs de leurs collègues : MM. Léon Roland et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Delpierre, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Maurice Sarraut. Adoption de l'article 15. Articles 16 et 17. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (2^e séance) (A. t. I. p. 1135 ; J.O., p. 1013). ¶ Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre des budgets ordinaire et extraordinaire ; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (2^e séance) (A. t. I. p. 1135 ; J.O., p. 1042 ; I. n^o 470). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Observations de MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* : Discussion générale : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Duroux, Mauger, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat des Ports, de la Marine marchande et des Pêches*, et de Monzie. Observations de M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : M. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Articles premier à 12 précédemment adoptés. Article 13 (nouvelle rédaction). Adoption. Articles 14 à 17 précédemment adoptés. Adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I. p. 1135 ; J.O., p. 1043, 1050). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet p. 6868).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1922, au titre du budget général, de crédits supplémentaires applicables aux frais de perception et aux rembour-

sements sur contributions directes, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1178; J.O., p. 1042; I. n° 466). M. Henry Bérenger, dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1194; J.O., p. 1066; I. n° 493). Adoption [7 juillet] (A. t. I. p. 1271; J.O., p. 1135). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 7255).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant, au titre du budget général et du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution du traité de paix : 1° régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1922; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458; I. n° 730). M. Henry Bérenger dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 282; J.O., p. 1462; I. n° 740). Déclaration de l'urgence [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1468). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Bérenger, rapporteur général. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*, et de Jouvenel. Rejet, au scrutin, du texte de la Commission. Adoption du texte de la Chambre des Députés. Article 4. Adoption. Article 5 (Etat A) : Finances : Adoption des chapitres 39 et 40. Chapitre 70 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 76, 87, 90, 94, 95, 102 et 121. Chapitre 149. Rejet. Adoption des chapitres 154, 169, 175, 185, 187, 188, 192, 196, 202, 203, 206 et A, G, M (des dépenses extraordinaires). Chapitre N : M. le Rapporteur général. Adoption. Justice : Adoption des chapitres 3, 7, 10 et 22. Chapitre 23. Rejet. Adoption des chapitres 30, 42 et A (des dépenses extraordinaires). Services pénitentiaires : Adoption des chapitres premier, 2, 5 à 8 et 24. Chapitre 30 : M. le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 31, 32 et 34. Affaires étrangères : Adoption des chapitres premier, 3 et 5. Chapitre 11 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Adoption du chapitre 23. Chapitre 24. Rejet. Adoption du chapitre 45. Chapitre 47 : M. le Rapporteur général. Disjonction. Adoption du chapitre 48 bis. Adoption du chapitre C bis. Chapitre J : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Adoption du chapitre O bis. Intérieur : Chapitre premier. Adoption. Chapitre 10 : MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 11, 12, 30, 52, 79 bis, 86, 87, 91 et 93. Guerre : Adoption des chapitres O 2, O 3, O 9 et O 20. Chapitre O 21 : MM. le Rapporteur général, Maginot, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitre O 22 : Adoption. Chapitre O 27 : MM. le Ministre

de la Guerre et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre O 28 bis. Adoption. Chapitre O 38 : MM. le Rapporteur général et le Ministre de la Guerre. Adoption. Adoption des chapitres 49 et 56. Chapitre O 59 : MM. André Lebert, le Ministre de la Guerre, Mauger, l'Intendant général Rimbart, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitre O 60 : MM. Bouveri, l'Intendant général Rimbart, *commissaire du Gouvernement*; le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres O 64, O 107, O 125. Chapitre O 199. Rejet. Adoption des chapitres E 3, E 16 (dépenses extraordinaires). Marine : Adoption des chapitres 3, 8, 10, 11, 12, 14, 23, 26, 29, 31, 34, 35, 37 à 41, 45, 46, 49, 60, 61, 63, B et G (des dépenses extraordinaires). Instruction publique : Adoption des chapitres 109, 117 et 124. Chapitre 126 : MM. Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 159, 170, 173, 174, 177, 181, 183, 185, 187, 191 et B, C (dépenses extraordinaires). Beaux-Arts : Adoption des chapitres 61, 68, 97, 111 bis, 113 bis. Enseignement technique : Adoption des chapitres 5 et 27. Chapitre 28 : M. le Rapporteur général. Rejet. Adoption des chapitres 34, 42, 45, 51 et B (dépenses extraordinaires). Commerce et industrie : Adoption des chapitres 13, 28 bis, 48 et D (dépenses extraordinaires). Travail : Adoption des chapitres 3, 26, 51, 62, 65 bis, 67, 71, 84 et A bis (dépenses extraordinaires). Colonies : Adoption des chapitres 5, 11, 13, 26, 36 et 42. Chapitre 46 : M. le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 83, 85 et I, J (dépenses extraordinaires). Agriculture : Chapitre 15 : MM. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*, et le Rapporteur général. Rejet. Adoption des chapitres 39 bis et 49. Travaux publics : Adoption des chapitres 27, 28, 46 et 93 bis. Chapitre A bis (dépenses extraordinaires) : MM. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et le Rapporteur général. Adoption. Postes et Télégraphes : Adoption des chapitres 4, 6, 23, 25, 29, 33, 38, 39, 41, 43, 46 et A (dépenses extraordinaires). Ports, Marine marchande et Pêches : Adoption des chapitres premier, 3, 16, 17, 22, 24, 34, 35, 36, 43. Régions libérées : Adoption du chapitre J (dépenses extraordinaires). Pensions, Primes et Allocations de guerre : Adoption des chapitres D, I. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Adoption des chapitres 2, 4, 5, 6, 9, 15, 17, 21, 29, 37, 39, 40, 52, 57, 61, 75, 79, 82 et B bis, C, D et D bis. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Articles 6 à 12. Adoption. Article 13 : M. Denoix, *directeur du budget, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 14 : MM. Denoix, *commissaire du Gouvernement* et le Rapporteur général. Adoption. Articles 15 à 22. Adoption. Article 23 : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, Deligny, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement* et le Rapporteur général. Adoption. Article 24 : Amendement de

M. le Lieutenant-Colonel Plichon (soumis à la prise en considération): M. le Rapporteur général. Retrait. Adoption de l'article 24. Articles 25 à 36. Adoption. Article 37 : MM. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; le Rapporteur général et Denoix, *directeur du budget, commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 37 modifié. Article 38. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 décembre] (A. t. I, p. 292; J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12407).

II — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 2 millions 500.000 francs pour participation de la France à la lutte contre le typhus sévissant en Europe orientale, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des finances [31 janvier] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 48; I. n° 30). M. Lucien Hubert dépose et lit le rapport (I. n° 175). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [10 mars] (A. t. I, p. 347; J.O., p. 320). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3494).

2 — Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget général de l'exercice 1922 (Ministère des Affaires étrangères), déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 503; J.O., p. 1657; I. n° 847).

III — ALSACE ET LORRAINE

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 24 et 27 août 1921, qui ont ouvert des crédits supplémentaires au budget d'Alsace et Lorraine de l'exercice 1921, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [27 mars] (A. t. I, p. 509; J.O., p. 464). M. Roy dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 22; J.O., p. 1224; I. n° 502). M. Hervey dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [5 décembre] (A. t. II, p. 249; J.O., p. 1434; I. n° 722). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 358; J.O., p. 1533). Promulgation (J.O., 21 janvier, 1923; p. 718).

IV — COLONIES

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Colonies d'un crédit supplémentaire de 765.000 fr. sur l'exercice 1921, en vue du relèvement des traitements du personnel du chemin de fer et du port de la Réunion, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 mars] (A. t. I, p. 430; J.O., p. 395; I. n° 205). M. Jean Morel dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 554; J.O., p. 503; I. n° 248). Observations de MM. Jean Morel, *rapporteur*, et Dominique Delahaye. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 635; J.O., p. 568). Promulgation (J.O., 8 avril, p. 3814),

V — GUERRE

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre et des Pensions de crédits supplémentaires destinés à l'entretien, pendant l'année 1922, des effectifs fixés par l'article 100 de la loi de finances du 31 décembre 1921, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 juin] (A. t. I, p. 956; J.O., p. 859; I. n° 372). M. Albert Lebrun dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1122; I. n° 529). Urgence précédemment déclarée. Adoption. [8 juillet] (A. t. I, p. 1321; J.O., p. 1176).

VI — INSTRUCTION PUBLIQUE

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1921, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 480.000 francs destiné à allouer des secours d'études aux étudiants roumains en France, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [31 janvier] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 48; I. n° 29). M. René Besnard dépose et lit le rapport (I. n° 67). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Avis de la Commission de l'enseignement par M. Victor Bérard, *Président de la Commission*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [9 février] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 72). Promulgation (J.O., 21 février, p. 2206).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation et ouverture, sur l'exercice 1922, de crédits concernant les services de l'Instruction publique, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances.

Renvoi à la Commission des finances [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1199; I. n° 587). M. René Besnard dépose le rapport [16 novembre] (A. t. II, p. 178; J.O., p. 1366; I. n° 666). Discussion générale : MM. Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement* ; Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique* ; de Monzie, *Milliès-Lacroix, Président de la Commission des finances* ; Mauger et André Lebert. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 novembre] (A. t. II, p. 289; J.O., p. 1404). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 12206).

VII — MARINE

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget de la Marine, pour l'exécution du programme naval et la liquidation des cuirassés type *Normandie*, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 653; J.O., p. 584; I. n° 271). M. Henry Bérenger dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 619; I. n° 296). Adoption [8 avril] (A. t. I, p. 817; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4274).

VIII — PENSIONS, PRIMES ET ALLOCATIONS DE GUERRE

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, d'un crédit de 200.000 francs en vue d'une subvention pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des morts de l'armée d'Orient et des armées ayant combattu sur les terres lointaines, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 janvier] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 48; I. n° 33). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [9 mars] (A. t. I, p. 276; J.O., p. 262; I. n° 164). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 432; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3545).

IX — TRAVAUX PUBLICS

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat et au titre du budget général (Ministère des Travaux publics), déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 décembre] (A. t. II, p. 249; J.O., p. 1434; I. n° 721).

X — PROJETS DIVERS.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'apporter des modifications aux statuts du Crédit foncier de France (art. 27, 28 et 29 disjoints du projet de loi portant, au titre du budget ordinaire, du budget extraordinaire et du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix : 1^o régularisation des crédits ouverts par décret sur l'exercice 1921 ; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921).** M. Henry Bérenger dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 650 ; J.O., p. 578 ; I. n^o 263). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 685 ; J.O., p. 583). Discussion des articles. Article premier : Amendement de M. Schrameck : MM. Schrameck, Serre, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article premier. Amendement (disposition additionnelle) de M. Gaudin de Villaine : MM. Gaudin de Villaine, Louis Pasquet, Marcel Régnier, le *Ministre des Finances*, Jules Delahaye, Hervey, Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Amendement de M. Pasquet. Rejet. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [8 avril] (A. t. I, p. 803 ; J.O., p. 710). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4270).

2 — **Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1922, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés.** Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 1074 ; J.O., p. 964 ; I. n^o 440). M. Dausset dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 970 ; I. n^o 445). Adoption [6 juillet] (A. t. I, p. 1230 ; J.O., p. 1098). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 7151).

3 — **Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1922, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés.** Renvoi à la Commission des finances [23 novembre] (A. t. II, p. 203 ; J.O., p. 1390 ; I. n^o 690). M. Louis Dausset dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 228 ; J.O., p. 1413 ; I. n^o 708). Adoption [5 décembre] (A. t. II, p. 249 ; J.O., p. 1434). Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 11606).

4 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire d'inscription pour la liquidation**

des pensions accordées en 1922 aux victimes civiles de la guerre, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1607; I. n° 833). M. Dausset dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1664; I. n° 845). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 534; J.O., p. 1583). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1923, p. 2).

CRUE DE L'ARC. — Voir Dégâts causés par la crue de l'Arc.

CULTURES MICROBIENNES. — Proposition de loi de M. Catalogne relative à la réglementation de la vente, de la cession et de l'usage des cultures microbiennes pathogènes. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales et à la Commission de législation civile et criminelle [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1312; I. n° 645). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [21 novembre] (A. t. II, p. 480; J.O., p. 1369).

DÉBITEURS QUI ONT ÉTÉ MOBILISÉS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au règlement des sommes demeurées impayées, par application des décrets suspendant toutes demandes en payement et toutes actions judiciaires relatives aux ventes et aux achats à terme antérieurs au 4 août 1914, ainsi qu'aux opérations de report s'y rattachant, en ce qui concerne les débiteurs qui ont été mobilisés ou domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités. (Voir Table de 1921, p. 378). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 77; J.O., p. 90; I. n° 82). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 636; J.O., p. 569). Promulgation (J.O., 15 juin, p. 6222).

DÉBITEURS DOMICILIÉS DANS LES RÉGIONS PRÉCÉDEMMENT ENVAHIES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 27 décembre 1920 relative au règlement des sommes demeurées impayées par application des échéances en ce qui concerne les débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1311; I. n° 640). Transmise à la Commission des départe-

ments libérés de l'invasion [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1335). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [5 décembre] (A. t. II, p. 248; J.O., p. 1433).

DÉBITS DE BOISSONS. — Voir Boissons (Débits de).

DÉCHÉANCE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — Voir Qualité de Français.

DÉCORATIONS.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministre de la Justice un contingent exceptionnel de croix dans l'ordre de la Légion d'honneur (Voir Table de 1921, p. 290). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 26; I. n° 13). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Pierre Berger, Louis Martin et Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Article premier : Amendement de MM. Clémentel, Serre, Henri Roy et Charles Deloncle : MM. Clémentel et le Garde des Sceaux. Retrait. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [31 janvier] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 49). Promulgation (J.O., 7 février, p. 1539).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le contingent de croix de chevalier de la Légion d'honneur sans traitement mises à la disposition du Ministère de la Guerre pour récompenser les officiers rayés des cadres au cours de la guerre 1914-1918, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [2 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 62; I. n° 56). M. Hervey dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 797; I. n° 365). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 juin] (A. t. I, p. 992; J.O., p. 893). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 6617).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à disposer d'un certain nombre de décorations de l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du voyage du Président de la République en Algérie, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'Algérie [10 mars] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 320; I. n° 177). M. Vayssière dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 412; J.O., p. 379; I. n° 193) Déclaration de l'urgence. Adop-

tion [24 mars] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 403). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 3358).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le nombre de décorations sans traitement de la Légion d'honneur et de la médaille militaire destinées aux militaires de la réserve de l'armée active et de l'armée territoriale, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Guerre et, des Pensions. Renvoi à la Commission de l'armée [23 mars] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 398; I. n° 217). Renvoi, pour avis, à la Commission de la marine [25 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 441). M. Hervey dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 618; I. n° 291). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Hervey, *rapporteur*; et le Commandant Delalande, *commissaire du Gouvernement*. Article premier. Adoption de la première partie. Amendement de M. Dominique Delahaye sur le dernier alinéa : MM. Dominique Delahaye et Hervey, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Articles 3 et 4 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Renvoi à la Commission de la marine. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. [8 avril] (A. t. I, p. 820; J.O., p. 730). Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 7710).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder un contingent spécial de décorations destinées à récompenser les services rendus, tant par nos fonctionnaires civils que nos ressortissants en Haute-Silésie, en Tunisie et au Maroc, dans les pays dépendant des hauts commissariats en Orient, ainsi que ceux rendus par les promoteurs, auteurs et collaborateurs de l'exposition d'art français de Wiesbaden, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [6 avril] (A. t. I, p. 702; J.O., p. 625; I. n° 303). M. Lucien Hubert dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 797; I. n° 363). Observations de MM. Lucien Hubert, *rapporteur*; de Monzie et Gourju. Renvoi à la Commission [16 juin] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 864). Déclaration de l'urgence. Observation de M. Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 juin] (A. t. I, p. 1047; J.O., p. 942). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 7312).

6 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministère de l'Intérieur un contingent annuel de croix de commandeurs, d'officiers et de chevaliers de la Légion d'honneur destinées à récompenser les services rendus par les administrateurs des communes ayant exercé leurs fonctions pendant au moins vingt ans, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [30 juin] (A. t. I, p. 1777; J.O., p. 1050; I. n° 473). M. Henri Merlin dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1121; I. n° 525).

7 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à attribuer au Ministre du Travail et au Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales un contingent annuel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur destinées à récompenser les services rendus aux œuvres sociales, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [30 juin] (A. t. I, p. 1177; J.O., p. 1050; I. n° 474). M. Henri Merlin dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1178; J.O., p. 1050; I. n° 476). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier : MM. François-Saint-Maur et Henri Merlin, rapporteur. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1169). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7371).

8 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le contingent annuel de croix d'officiers et de chevaliers de la Légion d'honneur à attribuer au titre de l'éducation physique et de la préparation au service militaire, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'enseignement [30 juin] (A. t. I, p. 1178; J.O., p. 1050; I. n° 475). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'armée [6 juillet] (A. t. I, p. 1250; J.O., p. 1115).

9 — Projet de loi tendant à augmenter le nombre de décorations sans traitement de la Légion d'honneur et de la médaille militaire destinées aux réserves de l'armée de mer et au personnel de la marine marchande (art. 3 et 4 disjoints du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le nombre de décorations sans traitement de la Légion d'honneur et de la médaille militaire destinées aux militaires de la réserve de l'armée active et de l'armée territoriale et aux personnels des réserves de l'armée de mer et de la marine marchande. M. Brindeau dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 1065; I. n° 481). Adoption [7 novembre] (A. t. II, p. 94; J.O., p. 1294).

10 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministère de l'Agriculture un contingent exceptionnel de croix de chevalier du Mérite agricole, destinées à récompenser les mutilés de la guerre qui ont un minimum de 30 0/0 d'invalidité et qui continuent d'exercer la profession agricole, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture [6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J.O., p. 1098; I. n° 508). M. Bachelet dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 218; J.O., p. 1403; I. n° 695). Déclaration de l'urgence. Adoption des cinq articles. Sur l'ensemble : MM. Mauger et Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*. Adoption de la proposition de loi [7 décembre] (A. t. II, p. 280; J.O., p. 1460). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11902).

11 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'attribution de la croix de la Légion d'honneur à titre étranger (Voir Table de 1921, p. 237). M. Loubet dépose le rapport [16 novembre] (A. t. II, p. 178; J.O., p. 1366; I. n° 665). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 novembre] (A. t. II, p. 223; J.O., p. 1407).

12 — Proposition de loi de M. Clémentel et plusieurs de ses collègues, tendant à l'attribution d'un contingent de croix dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour les membres des tribunaux de commerce. Renvoi aux bureaux [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1465). Commission : 1^{er} bureau, M. Jean Philipp; 2^e bureau, M. Clémentel; 3^e bureau, M. Pierre Codet; 4^e bureau, M. Mollard; 5^e bureau, M. Marcel Régnier; 6^e bureau, M. Roustan; 7^e bureau, M. Gaudaire; 8^e bureau, M. Henri Roy; 9^e bureau, M. Pasquet [23 décembre] (J.O. p. 12243; F. 79). Président : M. Pierre Codet; Secrétaire : M. Gaudaire; Rapporteur : M. Roustan [27 décembre] (J.O., p. 12354. F. 80).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant un contingent exceptionnel de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantenaire de la section de philologie et d'histoire de l'Ecole pratique des hautes études, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'enseignement [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1551; I. n° 794). M. Berthoulat dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1551; I. n° 798). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (A. t. II, p. 438; J.O., p. 1602). Promulgation (J.O., 11 janvier 1923, p. 358).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du train exposition français au Canada, de l'exposition française

de Montréal, de la participation française aux expositions internationales de Tokio et de Rio-de-Janeiro et à l'exposition internationale d'architecture de Gand, de l'exposition franco-belge de la mode, de la toilette et de la parure et de l'exposition française d'Amsterdam, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (I. n° 821). M. Roustan dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 432; J.O., p. 1597; I. n° 823). Déclaration de l'urgence. Articles premier et 2. Adoption. Amendement de M. Jean Philip : MM. Jean Philip, Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*; Roustan, *rapporteur*; Louis Tissier. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 3). Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 509; J.O., p. 1662). Promulgation (J.O., 7 janvier 1923, p. 238).

DÉFENSE NATIONALE. — Proposition de loi de M. le Général Taufflieb sur la réorganisation de la défense nationale. Renvoi à la Commission de l'armée [16 mars] (A. t. I, p. 393; J.O., p. 361; I. n° 186).

DÉGATS CAUSÉS PAR LA CRUE DE L'ARC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réparation des dégâts causés par la crue de l'Arc du 24 septembre 1920, et aux mesures de protection à prendre pour l'avenir, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1465; I. n° 747). M. Milan dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 291; J.O., p. 1473; I. n° 761). Observations de MM. Dominique Delahaye et Milan, *rapporteur*. Avis de la Commission de l'agriculture par M. Machet. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des sept articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [21 décembre] (A. t. II, p. 348; J.O., p. 1523). Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 12334).

DÉLIMITATION ET REMEMBREMENT. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la prorogation du délai fixé par la loi du 12 avril 1922 pour le dépôt des demandes de délimitation et de remembrement formées par application de l'article 59 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par la guerre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion [6 juillet] (A. t. I, p. 1250; J.O., p. 1115; I. n° 522). M. Albert Lebrun

dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1309; J.O., p. 1166). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7371).

DÉPENSES ENGAGÉES (Contrôle des). — Voir Contrôle des dépenses engagées.

DÉPUTÉS (Réduction du nombre des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réduire par voie d'extinction le nombre des Députés, conformément au résultat du dénombrement de la population française recensée le 6 mars 1921 (Voir Table de 1921, p. 290). M. Monsservin dépose le rapport. Observations de M. Louis Martin. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [14 février] (A. t. I, p. 76; J.O., p. 89; I. n° 79). Discussion générale : MM. Louis Martin, Monsservin, rapporteur; Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur*; Louis Michel. Adoption, au scrutin, du passage à la discussion de l'article unique. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 février] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 98). Promulgation (J.O., 19 février, p. 2110).

DIRECTION DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES ET DES INVENTIONS. — Voir Crédits extraordinaires, 4.

DISTILLERIES (Régime des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1921 concernant l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la législation française sur le régime des distilleries, des alambics, de l'alcool dénaturé, des alcools d'origine et la mise en vigueur des diverses prescriptions de la loi française concernant le recouvrement des droits en matière de contributions indirectes (Voir Table de 1921, p. 291). M. Louis Dausset dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 124). M. Hervey dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [1^{er} mars] (A. t. I, p. 188; J.O., p. 186; I. n° 144). Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 365). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3726).

DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 septembre 1921, concernant l'introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la législation appli-

cable, en matière de contributions indirectes, aux distributeurs automatiques, aux huiles végétales et animales et au phosphore, déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [1^{er} mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 170; I. n° 139). M. Dausset dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1065; I. n° 485). M. Scheurer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [6 juillet] (A. t. I, p. 1249; J.O., p. 1114; I. n° 517). Adoption [19 octobre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1214). Promulgation (J.O., 18 novembre, p. 11102).

DIVORCE.

1 — Proposition de loi tendant à réduire de trois à deux ans le délai nécessaire à la conversion de la séparation de corps en divorce, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [31 janvier] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 48; I. n° 34).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le divorce (Voir Table de 1921, p. 291). M. Fenoux dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1106; J.O., p. 993; I. n° 452). Discussion : MM. Fenoux, rapporteur; Gourju, Dominique Delahaye, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle* et Gerbe [19 octobre] (A. t. II, p. 22; J.O., p. 1224). Déclaration de l'urgence. Observations de MM. Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*; Gourju, Guillier, Gerbe et Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Scrutin sur le passage à la discussion de l'article de la proposition de loi. Pointage. Rejet du passage à la discussion de l'article [26 octobre] (A. t. II, p. 62; J.O., p. 1263).

Voir Code civil, 8, 15.

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE. — Projet de loi autorisant les écoles nationales vétérinaires à délivrer un diplôme de docteur vétérinaire, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [12 octobre] (A. t. II, p. 6; J.O., p. 1199; I. n° 586).

DOMAINE DE L'ÉTAT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'aliénation de parcelles du domaine de l'Etat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre

des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [13 juin] (A. t. I, p. 956; J.O., p. 859; I. n° 373). M. Roy dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 22; J.O., p. 1224; I. n° 604).

DOMAINE FORESTIER DE L'ÉTAT DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'aliénation de deux parcelles du domaine forestier de l'Etat dans le département de la Moselle (Voir Table de 1921, p. 291). M. Landrodie dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 48; I. n° 37).

DOMMAGES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 mars 1920, relatif à la réparation des dommages causés par les restrictions imposées à la propriété foncière dans l'entourage des forteresses dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (Voir Table de 1921, p. 349). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 77; J.O., p. 90; I. n° 83). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 384). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3495).

DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR DES CALAMITÉS PUBLIQUES EN 1920 ET 1921. — Voir Crédits, 15.

DOMMAGES DE GUERRE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fixation d'un délai pour le dépôt des demandes de délimitations et de remembrement formées par application de l'article 59 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, déposé par M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission de l'agriculture [27 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 41; I. n° 25). M. Roland dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 567; I. n° 258). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 697; J.O., p. 618). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 4063).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 juin 1921, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 7 mai 1921 relative à la prorogation du délai imparti par la loi du 25 août 1920, modifiée par la loi du 26 novembre 1920, pour le dépôt des demandes d'indemnités de dommages de guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le

9 février 1922, chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'invasion et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [9 février] (A. t. I, p. 65; J. O., p. 74; I. n° 6) 9.

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919, sur les dommages de guerre, en cas de dommages matériels et directs, causés aux biens mobiliers ou immobiliers par l'incendie (Voir Table de 1921, p. 292). M. Gouge dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 74; J. O., p. 88; I. n° 75). M. Raphaël-Georges Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [21 novembre] (A. t. II, p. 180; J. O., p. 1369; I. n° 675). Ajournement de la discussion [14 décembre] (A. t. II, p. 285; J. O., p. 1466).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les pouvoirs du tribunal des dommages de guerre en ce qui concerne les indemnités allouées à des incapables (Voir Table de 1921, p. 294). M. René Gouge dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 84; J. O., p. 96; I. n° 92). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 avril] (A. t. I, p. 802; J. O., p. 709). Promulgation (J. O., 19 avril, p. 4063).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, relatif aux cessions des droits à indemnité pour dommages de guerre et aux conditions de rempli de ces indemnités (Voir Table de 1921, p. 293). M. Reynald dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 431; J. O., p. 396; I. n° 213). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [28 mars] (A. t. I, p. 531; J. O., p. 483). Avis de la Commission des finances, par M. Raphaël-Georges Lévy. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier. Adoption. Article 2 : Amendements de MM. Touron, de Lubersac et Hubert. Adoption. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3. Adoption. Article 4 : MM. Henri Merlin, Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Article 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 677; J. O., p. 601). || Déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'invasion [6 juillet] (A. t. I, p. 122; J. O., p. 1097; I. n° 505). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1279; J. O., p. 1141). M. Touron dépose et lit le rapport. Avis de la Commission des finances, par M. Reynald. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet

de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1306; J. O., p. 1163). Promulgation (J. O., 19 juillet, p. 7526).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 août 1921 rendant applicable, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des dispositions du 8^e alinéa de l'article 21 et du dernier alinéa de l'article 29 de la loi du 7 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'invasion et pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 juillet] (A. t. I, p. 1289; J. O., p. 1150; L. n^o 557).

DOUAI (Nord). — Voir Communes et cantons, 7.

DOUANES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 4 et 17 juillet et 12 août 1920 prohibant la sortie et la réexportation de divers produits (Voir table de 1921, p. 294). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 20; J. O., p. 28). Promulgation (J. O., 23 février, p. 2254).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 8 juillet 1919, qui a prohibé l'importation des sucres, mélasses et alcools étrangers dans toutes les colonies et dans les pays de protectorat, à l'exception de l'Inde, de la Tunisie et du Maroc, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [31 janvier] (A. t. I, p. 44; J. O., p. 54; I. n^o 41). M. Auber dépose le rapport [20 octobre] (A. t. II, p. 40; J. O., p. 1242; I. n^o 612). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J. O., p. 1370). Promulgation (J. O., 21 décembre, p. 12143).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le régime de l'admission temporaire aux caroubes ou carouges importées de l'étranger et réexportées après avoir été concassées et réduites en farine pour la nourriture des animaux (Voir Table de 1921, p. 297). M. Noël dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 57; J. O., p. 67; I. n^o 62). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 février] (A. t. I, p. 110; J. O., p. 118). Promulgation (J. O., 14 mars, p. 2894).

4 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes (Voir Table de 1921, p. 294). M. Noël dépose un deuxième rapport supplémentaire [9 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 67; I. n° 63).

5 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif général des douanes (art. 170 bis, concernant les fleurs fraîches coupées) (Voir Table de 1921, p. 297). M. Marcel Donon dépose le rapport [9 février] (A. I, p. 71; J.O., p. 78; I. n° 74). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 avril] (A. t. I, p. 732; J.O., p. 650). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 4438).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 mai 1921 qui a levé la prohibition de sortie des os de bétail bruts et institué un droit de sortie sur ces produits, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [21 mars] (A. t. I, p. 426; J.O., p. 389; n° 198). M. Eugène Chanal dépose le rapport [1^{er} juin] (A. t. I, p. 874; J.O., p. 785; I. n° 353). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 883). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6874).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 juin 1921 qui a institué des coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne les céréales et leurs dérivés, les sucres et produits sucrés, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [23 mars] (A. t. I, p. 430; J.O., p. 395; n° 203). M. Queuneu dépose le rapport [1^{er} juin] (A. t. I, p. 882; J.O., p. 792; I. n° 360). Déclaration de l'urgence. Observations de MM. Mauger et Eugène Chanal. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 884). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6862).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 5 novembre 1920, qui a institué des coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne les raisins et moûts de vendange, les mistelles et les vins, déposé par M. le Prési-

dent du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [23 mars] (A. t. I, p. 430; J.O., p. 395; I. n° 204). M. Chapsal dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 198; J.O., p. 1384; I. n° 685). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre, (A. t. II, p. 243; J.O., p. 1425). Promulgation (J.O., 7 décembre, p. 11630).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 juin 1921, qui a révisé les coefficients de majoration des droits de douane, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [24 mars] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 403; I. n° 221). M. le Lieutenant-Colonel Plichon dépose le rapport [1^{er} juin] (A. t. I, p. 882; J.O., p. 792; I. n° 356). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 992; J.O., p. 893). Promulgation (J.O. 1^{er} juillet, p. 6862).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à abroger l'article 30 de la loi du 16 mai 1863, déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [19 octobre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1214; I. n° 592). M. Auber dépose le rapport [21 novembre] A. t. II, p. 180; J.O., p. 1369; I. n° 673). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre] (A. t. II, p. 241; J.O., p. 1424). Promulgation (J.O., 9 janvier 1923, p. 278).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faire bénéficier du tarif minimum applicable à l'Allemagne en 1914, compte tenu tant des modifications apportées à ce tarif que des coefficients de majoration, les marchandises livrées en exécution d'un contrat d'avant guerre conclu entre les ressortissants de pays ennemis et maintenu dans l'intérêt général par le Gouvernement français en vertu des traités de paix, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [23 novembre] (A. t. II, p. 203; J.O., p. 1390; I. n° 687). M. Noël dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1468; I. n° 760). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 359; J.O., p. 1533). Promulgation (J.O., 27 janvier 1923, p. 894).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le régime douanier des produits marocains à l'entrée en France et en Algérie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [7 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1457; I. n° 729). M. Noël dépose le rapport [22 décembre] (A. t. II, p. 356; J.O., p. 1531; I. n° 788).

13 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tarif des douanes en ce qui concerne les crayons simples, en pierre ou en ardoise naturelle, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [21 décembre] (A. t. II, p. 348; J.O., p. 1523; I. n° 787).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 avril 1922, qui a institué un coefficient de majoration des droits de douanes afférents aux plombs non argentifères, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [28 décembre] (A. t. II, p. 422; J.O., p. 1589; I. n° 817).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 9 janvier 1922, qui a complété le tableau des coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne certaines huiles lourdes et de graissage, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [28 décembre] (A. t. II, p. 422; J.O., p. 1589; I. n° 818). M. Chapsal dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 432; J.O., p. 1598; I. n° 823).

DROITS D'ENREGISTREMENT.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 mars 1920 concernant l'application en Alsace et en Lorraine de la législation française en matière de droits d'enregistrement et de taxes sur les valeurs mobilières (Voir Table 1918-1920, p. 647). M. Diebolt-Weber dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 96; I. n° 97). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 420; J.O., 384). Promulgation (J.O., 5 avril p. 3726).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} décembre 1921, relatif à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de diverses dispositions fiscales, notamment en matière de droits d'enregistrement et de timbre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [24 mars] (A. t. I, p. 458; J. O., p. 420; I. n° 228). M. Roy dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 22; J. O., p. 1224; I. n° 607).

DROITS POLITIQUES DES INDIGÈNES. — Voir Algérie, § I, 1.

DURÉE DU SCRUTIN DANS LES ÉLECTIONS. — Voir Scrutin dans les élections (Durée du).

ÉCHANGE DE TERRAINS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains forestiers entre l'Etat et M. Bignon (Voir Table de 1921, p. 298). M. Machet dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 230; J. O., p. 222; I. n° 451). Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 396; J. O., p. 365). Promulgation (J. O., 30 mars, p. 3438).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et M. Lecuve, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'agriculture [14 mars] (A. t. I, p. 373; J. O., p. 341; I. n° 180). M. Machet dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1106; J. O., p. 993; I. n° 453). Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1255; J. O., p. 1121). Promulgation (J. O., 18 juillet, p. 7502).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'échange de deux terrains appartenant au domaine forestier de l'Etat dans le département de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [28 novembre] (A. t. II, p. 218; J. O., p. 1404; I. n° 703).

ÉCHÉANCES (Prorogation des). — Voir Débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies.

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES. — Voir Décorations, 13.

ÉCOLE NATIONALE D'HORLOGERIE DE BESANÇON. — Voir Crédits, 4.

ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création et à l'organisation d'un Office national d'éducation physique et des sports (Voir Table de 1921, p. 299). M. Lebrun dépose l'avis de la Commission des finances [5 décembre] (A. t. II, p. 249; J. O., p. 1434; I. n° 720).

ELECTIONS

Vérification de pouvoirs.

M. Marsot dépose et lit le rapport sur l'élection de la Moselle. Admission de M. Bertier de Sauvigny [9 mars] (A. t. I, p. 277; J. O., p. 263).

M. Blaignan dépose et lit le rapport sur l'élection des Alpes-Maritimes. Admission de M. Raiberti [8 avril] (A. t. I, p. 801; J. O., p. 709).

M. Loubet dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Yonne. Admission de M. Gaudaire [12 octobre] (A. t. II, p. 9; J. O., p. 1214).

M. Blaignan dépose et lit le rapport sur l'élection de la Creuse. Admission de M. Viviani [20 octobre] (A. t. II, p. 30; J. O., p. 1233).

M. Delpierre dépose et lit le rapport sur l'élection d'Eure-et-Loir. Admission de M. Villette-Gaté [20 octobre] (A. t. II, p. 38; J. O., p. 1240).

M. Donon dépose et lit le rapport sur l'élection des Basses-Pyrénées. Admission de M. Barthou [20 octobre] (A. t. II, p. 40; J. O., p. 1242).

M. Marsot dépose et lit le rapport sur l'élection de Maine-et-Loire. Admission de M. de Blois [5 décembre] (A. t. II, p. 248; J. O., p. 1433).

M. Roy dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Yonne. Admission de M. Hamelin [49 décembre] (A. t. II, p. 291; J. O., p. 1474).

M. Vieu dépose et lit le rapport sur l'élection d'Eure-et-Loir. Admission de M. Bouvart [21 décembre] (A. t. I, p. 226; J. O., p. 1505).

ÉLÈVES DE CERTAINES GRANDES ÉCOLES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder le traitement civil minimum aux élèves de certaines grandes écoles liés envers l'Etat par un engagement décennal et ayant servi au delà de la durée légale du service militaire (Voir Table de 1921, p. 302). M. René Besnard dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1128; J. O., p. 1090; I. n° 496). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1293; J. O., p. 1153). Promulgation (J. O., 25 juillet, p. 7446).

ÉLÈVES DES ÉCOLES FORMANT DES OFFICIERS D'ARMÉE DE MER. — Voir Marine, 5.

EMBARQUEMENT CLANDESTIN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la répression du délit d'embarquement clandestin à bord des navires de commerce, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [19 octobre] (A. t. II, p. 9 ; J.O., p. 1214 ; I. n° 593). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [5 décembre] (A. t. II, p. 273 ; p. 1452). M. Léméry dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 285 ; J.O., p. 1466 ; I. n° 743).

EMBARQUEMENT DES OFFICIERS A BORD DES NAVIRES ARMÉS AU CABOTAGE. — Voir Marine, 3.

EMPLOIS RÉSERVÉS AUX ANCIENS MILITAIRES PENSIONNÉS POUR INFIRMITÉS DE GUERRE. — Voir Armée, § II, 6.

EMPRUNTS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 mai 1921, relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de l'article 40 de la loi du 28 février 1921, autorisant les communes ou groupements de communes et les départements à contracter des emprunts (Voir Table de 1921, p. 303). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 77 ; J.O., p. 90 ; I. n° 84). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 354 ; J.O., p. 325). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3494).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à accorder sa garantie pour le service d'un emprunt de 300 millions de francs, à contracter par la Société du gaz de Paris, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [28 novembre] (A. t. II, p. 218 ; J.O., p. 1403 ; I. n° 700). M. Catalogne dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 317 ; J.O., p. 1495 ; I. n° 771).

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension et modifiant la loi du 15 juin 1906 sur les

distributions d'énergie (Voir Table de 1921, p. 305). M. Léon Perrier dépose l'avis de la Commission des finances [8 avril] (A. t. I, p. 817; J.O., p. 722). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Goy, *rapporteur*, et Coignet. Article unique : Amendement de M. Léon Perrier, MM. Goy, *rapporteur*; Léon Perrier, *rapporteur de la Commission des finances*; Coignet, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Japy, Milliès-Lacroix, Touron. Retrait d'un amendement de MM. Japy et Coignet au premier alinéa. Adoption du premier alinéa du 1^o de l'article modifié par l'amendement. Retrait d'un amendement de MM. Japy et Coignet : M. Coignet. Adoption des trois alinéas suivants. Adoption d'un amendement de MM. Japy et Coignet. Amendement de MM. Mollard, Milan et Machet : MM. Mollard, le *Ministre des Travaux publics*, Léon Perrier, *rapporteur de la Commission des finances*. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption. Retrait de l'amendement de MM. Mollard, Milan et Machet. Amendement de MM. Japy et Coignet aux 6^o et 7^o alinéas : MM. Coignet, Goy, *rapporteur*; le *Ministre des Travaux publics*; Léon Perrier, Touron, Dominique Delahaye et Jules Delahaye. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption. Amendement de MM. Japy et Coignet. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [4 juillet] (A. t. I, p. 1195; J.O., p. 1068). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 7622).

ENFANT LÉGITIMÉ PAR LE MARIAGE. — Voir Code civil, 6.

ENFANT NATUREL (Droit de succession). — Voir Code civil, 5.

ENFANTS DU PREMIER AGE (Protection des).

1 — 1^o Proposition de loi de M. Paul Strauss, tendant à la révision de la loi du 23 décembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge; 2^o Proposition de loi de M. Gustave Dron, tendant à reconnaître et à encourager les Consultations de nourrissons (Voir Table de 1921, p. 305). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 1046; J.O., p. 941; I. n^o 428). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gustave Dron, *rapporteur*; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*, et Louis Michel. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2. MM. Mauger et le *Ministre de l'Hygiène*. Adoption. [20 octobre] (A. t. II, p. 31; J.O., p. 1234). Articles 3 à 29. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 novembre] (A. t. II, p. 210; J.O., p. 1396).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} février 1922, relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la législation relative à la protection des enfants du premier âge, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1147; I. n° 545).

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALSACE ET LORRAINE. —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 janvier 1922, modifiant le décret du 2 avril 1920, régissant le personnel masculin du cadre local de l'enseignement secondaire en Alsace et Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [7 novembre] (A. t. II, p. 111; J.O., p. 1307; I. n° 637).

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PUBLIC. — Voir Personnel enseignant.

ESPIONNAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux de nature à favoriser l'espionnage, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de la Guerre et des Pensions, et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [16 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 96; I. n° 89). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [13 juin] (A. t. I, p. 939; J.O., p. 845; I. n° 369). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, rapporteur, et Louis Tissier. Adoption successive des vingt et un articles et de l'ensemble du projet de loi [26 octobre] (A. t. II, p. 70; J.O., p. 1270).

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉE. — Projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privée (Voir Table de 1921, p. 306). M. Fernand Merlin dépose un deuxième rapport [9 novembre] (A. t. II, p. 137; J.O. p. 1330; I. n° 647).

ÉTABLISSEMENTS ET LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC. —

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'interdiction de cracher à terre dans tous les établissements et locaux ouverts au public, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [19 octobre] (A. t. II, p. 21; J.O., p. 1224; I. n° 608).

ÉTALONS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à améliorer la loi du 14 août 1885 sur la surveillance des étalons (Voir Table de 1921, p. 306). M. Bollet dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 326; J.O., p. 1505; I. n° 776). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Bollet, *rapporteur*; Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* et Hervey. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [29 décembre] (A. t. II, p. 444; J.O., p. 1609). Promulgation (J.O., 10 mars 1923; p. 2282).

ÉTUDIANTS ROUMAINS EN FRANCE. — Voir Crédits supplémentaires, § VI, 1.

EXPLOITATION AGRICOLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer pour l'année 1922 les coefficients minima et maxima applicables par nature de culture à la valeur locative des terres exploitées pour l'évaluation du bénéfice devant servir de base à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [24 mars] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 403; I. n° 220). M. Henry Bérenger dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 534; J.O., p. 483; I. n° 241). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Louis Michel. Déclaration de l'urgence. Article unique : Amendement de M. Richard : MM. Richard et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Retrait. Sur l'article : MM. de Landemont et le Ministre des Finances. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 656; J.O., p. 584). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3545).

EXPLOITATIONS AGRICOLES (Personnel des). — Projet de loi relatif aux mesures de protection, de salubrité et d'hygiène concernant le personnel des exploitations agricoles, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour

avis, à la Commission de l'agriculture [12 octobre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 1199 ; I. n° 585).

EXPOSITION DE RIO-DE-JANEIRO. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la participation de la France à l'exposition universelle et internationale de Rio-de-Janeiro en 1922, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [23 février] (A. t. I, p. 111 ; J.O., p. 120 ; I. n° 107). M. Clémentel dépose le rapport [1^{er} mars] (A. t. I, p. 188 ; J.O., p. 186 ; I. n° 141). M. Charles Deloncle dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [1^{er} mars] (A. t. I, p. 188 ; J.O., p. 186 ; I. n° 143). Observations de MM. Dior, *Ministre du Commerce et de l'industrie* et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption [9 mars] (A. t. I, p. 277 ; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 18 mars, p. 3046).

EXPROPRIATION.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 mars 1921 relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (Voir Table de 1921, p. 308). M. Landrodie dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 37 ; J.O., p. 48 ; I. n° 36). M. Helmer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [23 juin] (A. t. I, p. 1041 ; J.O., p. 936 ; I. n° 415).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à simplifier les formalités d'expropriation en ce qui concerne les immeubles endommagés par faits de guerre, à racheter par l'Etat en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1910, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission nommée le 9 février 1922, chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion, et pour avis, à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 670, J.O., p. 595 ; I. n° 279). M. de Lubersac dépose le rapport [6 avril] (A. t. I, p. 702 ; J.O., p. 625 ; I. n° 304). Avis de la Commission des finances par M. Raphaël-Georges-Lévy (I. n° 319). Déclaration de

l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des quatorze articles et de l'ensemble du projet de loi [7 avril] (A. t. I, p. 741 ; J.O., p. 658). Promulgation (J.O., 26 avril, p. 4318).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 janvier 1922 portant introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la loi du 17 juillet 1921, modifiant la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 juin] (A. t. I, p. 995 ; J.O., p. 898 ; I. n° 401). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 334 ; J.O., p. 1512 ; I. n° 782).

4 — Proposition de loi de MM. de Jouvenel, Faure et Labrousse ayant pour objet de compléter la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 juillet] (A. t. I, p. 1314 ; J.O., p. 1170 ; I. n° 567).

EXPULSION DE LOCATAIRES. — Voir Locataires.

FAMILLES NOMBREUSES.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses (Voir Table de 1919, p. 676). M. Mauger dépose le rapport [2 mars] (A. t. I, p. 206 ; J.O., p. 202 ; I. n° 150). Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi, pour avis, à la Commission des finances. Adoption. Adoption de la proposition de loi [21 mars] (A. t. I, p. 423, 426 ; J.O., p. 387, 389). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 6774).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'aide nationale aux familles nombreuses (Voir Table de 1921, p. 303). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 1046 ; J.O., p. 942 ; I. n° 429). M. François-Saint-Maur dépose un rapport supplémentaire [21 novembre] (A. t. II, p. 180 ; J.O., p. 1369 ; I. n° 696).

FAMILLES NOMBREUSES ET FEMMES EN COUCHES (Assistance aux). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets du 14 octobre 1921, portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, le premier, de la loi sur l'assistance aux familles nom-

breuses ; le second, des lois sur l'assistance aux femmes en couches, ainsi que du décret du 27 janvier 1922; portant modification aux deux décrets précités, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 juin] (A. t. I, p. 995; J. O., p. 898; I. n° 400). M. Guillois dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 348; J. O., p. 1523; I. n° 786).

FAUSSES INDICATIONS D'ORIGINE DES MARCHANDISES. —
Voir Marchandises (Origine des).

FEMMES (Droit de vote). — 1° Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicables à tous les citoyens français, sans distinction de sexe, les lois et dispositions réglementaires sur l'élection et l'éligibilité; 2° Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote; 3° proposition de loi de M. Beauvisage sur l'éligibilité des femmes (Voir Table de 1918-1920, p. 676). Discussion générale : MM. Louis Martin et Gourju [7 novembre] (A. t. II, p. 95; J. O., p. 1294). Discussion générale (suite) : MM. Gourju, François-Saint-Maur, Labrousse et Hugues Le Roux [14 novembre] (A. t. II, p. 143; J. O., p. 1336). Discussion générale (suite) : MM. Alexandre Bérard, *rapporteur*; Fernand Merlin, d'Estournelles de Constant, Jean Philip, Busson Billault et Flaissières [16 novembre] (A. t. II, p. 162; J. O., p. 1354). Discussion générale (suite et fin) : MM. Flaissières, Régismanset, *Président de la Commission*, et Massabuau. Observation de M. Hervey. Vote de la clôture de la discussion. Demande de la déclaration de l'urgence : MM. Alexandre Bérard, *rapporteur*, et Dominique Delahaye. Vote de l'urgence. Sur le passage à la discussion des articles : MM. Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur*; Gaudin de Villaine, Porteu, J.-L. Breton, de Lamarzelle, François Albert et Ernest Cauvin. Scrutin. Pointage. Rejet de la discussion des articles [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J. O., p. 1370).

FEMMES (Eligibilité des). — Voir Femmes (Droit de vote).

FEMMES COMMERÇANTES. — Proposition de loi tendant à rendre les femmes commerçantes éligibles aux tribunaux et chambres de commerce (Voir Table de 1912-1914, p. 512). M. Roustan dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 27; J. O., p. 1228; I. n° 608). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Roustan, Louis Martin, Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, et Dominique Delahaye. Article unique. Adoption. Amendement de MM. Louis Martin, Mauger, Gasser, Henry Bérenger, Lémery et Auber : MM. Louis Martin et le Ministre du Commerce. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 novembre] (A. t. II, p. 204; J. O.) p. 1391).

FEMME « SÉPARÉE DE CORPS ». — Voir Allocation d'ascendants.

FÊTE DE LA VICTOIRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à fixer au 11 novembre la commémoration de la victoire et de la paix, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [8 juillet] (A. t. I, p. 1297; J. O., p. 1156). M. Monsservin dépose et lit le rapport (I. n° 596). Observation de Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des quatre articles et de l'ensemble de la proposition de loi [19 octobre] (A. t. II, p. 19; J. O., p. 1222). Promulgation (J. O., 26 octobre, p. 10542).

FILS DE BELGES (Nationalité des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement signé à Paris, le 24 janvier 1921, entre la France et la Belgique, ayant pour objet de régler la nationalité des fils de Belges qui, par suite des événements durant la période des hostilités, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité (Voir Table de 1921, p. 309). M. Vallier dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 1014; J. O., p. 913; I. n° 413). Déclaration de l'urgence. Adoption [4 juillet] (A. t. I, p. 1195; J. O., p. 1067). Promulgation (J. O., 24 septembre, p. 9650).

FLEURS FRAICHES COUPÉES. — Voir Douanes, 5.

FONCTIONNAIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à reculer la limite d'âge en faveur des fonctionnaires pères de familles nombreuses (art. 93 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1922). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 77; J. O., p. 90; I. n° 86). Renvoi, pour avis, à

la Commission de l'administration générale, départementale et communale [21 novembre] (A. t. II, p. 180; J.O., p. 1370).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace et Lorraine (Voir Table de 1921, p. 311). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 554; J.O., p. 503; I. n° 245). M. Magny dépose l'avis de la Commission de l'administration générale, départementale et communale [29 mars] (A. t. I, p. 554; J.O., p. 502; I. n° 252). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 619). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Maurice Ordinaire, *rapporteur*. Article premier : Amendement de MM. le Général Taufflieb, Scheurer, le Général Bourgeois, le Général Hirschauer : M. le Général Taufflieb, Reibel, *Ministre des Régions libérées, Ministre de la Justice par intérim*. Retrait. Adoption de l'article premier Articles 2 à 4. Adoption. Article 5 : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Maurice Ordinaire, *rapporteur* ; Henry Bérenger, *rapporteur général* ; le Général Bourgeois, le Ministre des Régions libérées, *Garde des Sceaux par intérim* ; François Albert, Bienvenu Martin, *Président de la Commission*. Retrait de la première partie de l'amendement. Rejet de la deuxième partie. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Sur l'ensemble : M. le Rapporteur général. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 avril] (A. t. I, p. 819; J.O., p. 724).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant aux fonctionnaires et candidats fonctionnaires mobilisés pendant la guerre certains avantages de carrière, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [8 avril] (A. t. II, p. 801; J.O., p. 709; I. n° 324).

FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif au mode d'avancement des fonctionnaires de l'enseignement public (primaire et secondaire), détachés dans des établissements scientifiques ou des établissements d'enseignement à l'étranger ou dans des pays de protectorat, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission précédemment saisie [6 juillet] (A. t. I, p. 1250; J.O., p. 1115; I. n° 521). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances 20 [octobre] (A. t. II, p. 30; J.O., p. 1234). M. Roustan dépose le rapport

[27 octobre] (A. t. II, p. 82; J.O., p. 1281; I. n° 627). M. René Besnard dépose l'avis de la Commission des finances [30 novembre] (A. t. II, p. 228; J.O., p. 710; I. n° 710). Déclaration de l'urgence. Article unique. Amendement de M. André Honnorat : MM. Roustan, *rapporteur* et André Honnorat. Adoption devenant l'article unique du projet de loi [27 décembre] (A. t. II, p. 405; J.O., p. 1574).

FONDS DE COMMERCE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce. (Voir Table 1918-1920, p. 891), transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [23 novembre] (A. t. II, p. 203; J.O., p. 1390; I. n° 689). M. Cordelet dépose le rapport [5 décembre] (A. t. II, p. 249; J.O., p. 1434; I. n° 719). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458). Avis de la Commission du commerce par M. Serre (I. n° 838). Demande d'ajournement : MM. Guillier et Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 443; J.O., p. 1609).

FONDS DE SUBVENTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1923), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. II, p. 1037; J.O., p. 1150; I. n° 553). M. Schrameck dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique [8 juillet] (A. t. I, p. 1307; J.O., p. 1165). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 7254).

FONTENAY-L'E-COMTE (Vendée). — Voir Taxes de remplacement, 9.

FORCES HYDRAULIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 8 juillet 1921, relatif à l'extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 16 octobre 1919 sur l'utilisation des forces hydrauliques (Voir Table de 1921, p. 312). M. Mollard dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 404; J.O., p. 1573; I. n° 810).

FORÊTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, précédemment adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des

Députés, relative aux forêts de protection. Renvoi à la Commission précédemment saisie [29 mars] (A. t. I, p. 555; J.O., p. 504; I. n° 251). M. Chauveau dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 699; J.O., p. 619; I. n° 302. Urgence précédemment déclarée. Articles premier, 2 et 3 précédemment adoptés. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6 : M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Article 6 (ancien art. 7). Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [7 avril] (A. t. I, p. 741; J.O., p. 657). Promulgation (A. t. I, 4 mai, p. 4606).

FRANÇAIS DE RUSSIE (Assistance aux). — Voir Crédits, 17.

FRÉQUENTATION SCOLAIRE. — Projet de loi sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire (Voir Table de 1921, p. 312). M. Jossot dépose un 3^e rapport supplémentaire [7 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 226; I. n° 157). M. René Besnard dépose l'avis de la Commission des finances [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1336; I. n° 652). Ajournement de la discussion [30 novembre] (A. t. II, p. 243; J.O., p. 1425); [7 décembre] (A. t. II, p. 281; J.O., p. 1461); [14 décembre] (A. t. II, p. 285; J.O., p. 1466). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations de M. Jossot, *rapporteur*. Article premier : Amendement de M. Goy : MM. Goy et Jossot, *rapporteur*. Adoption (remplaçant le 1^{er} alinéa du texte de la Commission). Adoption du 2^e alinéa (texte de la Commission). Amendement de M. François-Saint-Maur et plusieurs de ses collègues : MM. François-Saint-Maur et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption des alinéas suivants. Amendement de MM. Montenet et Léon Roland : MM. Montenet et le Rapporteur. Adoption de l'amendement modifié. Sur le dernier alinéa : MM. François-Saint-Maur et le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. François-Saint-Maur au deuxième alinéa : MM. François-Saint-Maur, le Rapporteur, René Besnard, *rapporteur de la Commission des finances*; Mauger, le Ministre de l'Instruction publique, Rajon, François Albert, Roustan. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de huit alinéas. Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur et le Rapporteur. Retrait. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 2. Article 3. Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Morand, le Rapporteur et le Ministre de l'Instruction publique. Retrait. Amendement de

MM. Roustan et Machet : MM. Roustan et le Rapporteur. Adoption de l'amendement modifié. Adoption des 4^e alinéa et 5^e alinéa. Sur le 6^e alinéa : MM. Morand, René Besnard, *rapporteur de la Commission des finances*; André Honnorat, Milliès-Lacroix. Disjonction du 6^e alinéa. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [22 décembre] (A. t. II, p. 361; J.O., p. 1535). Suite de la discussion des articles. Article 4. Adoption. Article 5. Amendement de M. François-Saint-Maur : M. François-Saint-Maur. Retrait. Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de M. François-Saint-Maur (au 4^e alinéa) : MM. François-Saint-Maur, Jossot, *rapporteur*; Damecour, Guillier, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Eugène Penancier et Brangier. Rejet de l'amendement (par l'adoption du texte de la Commission modifié). Adoption du dernier alinéa de l'article. Amendement de MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6 : Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur, le Rapporteur, Henri Merlin, Guillier, le Ministre de l'Instruction publique et Bouveri. Rejet (par l'adoption du texte de l'article 6 de la Commission). Article 7 : Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur, le Rapporteur, Henry Bérenger, *rapporteur général*; le Ministre de l'Instruction publique. Retrait de la première partie de l'amendement. Adoption des deux premiers alinéas de l'article 7. Sur les 3^e et 4^e alinéas de l'article : MM. Roustan, Morand, le Rapporteur et Dominique Delahaye. Adoption des 3^e et 4^e alinéas. Adoption du dernier alinéa de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 7 [27 décembre] (A. t. II, p. 406; J.O., p. 1575). Suite de la discussion des articles : Articles 8 et 9. Adoption. Articles 10 : Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. François-Saint-Maur au 3^e alinéa : M. François-Saint-Maur. Retrait. Sur le 3^e alinéa : M. Guillaume Poulle. Adoption du 3^e alinéa modifié. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 10. Article 11 : M. Duplantier. Adoption de l'article 11 modifié. Article 12 : M. François-Saint-Maur. Adoption. Article 13 : Adoption. Article 14 : Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur, Jossot, *rapporteur*; Pottevin, Guillier, Mauger et Dominique Delahaye. Adoption du premier alinéa de l'article modifié. Amendement de M. François-Saint-Maur. Adoption. Adoption de M. Dominique Delahaye. Retrait. Adoption du 2^e alinéa (nouvelle rédaction). Adoption de l'ensemble de l'article 14. Article 15. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Dominique Delahaye, Damecour, Cuminal, François Albert, Léon Bérard, Mi-

nistre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 décembre] (A. t. II, p. 423; J.O., p. 1590).

GAUCHY (Aisne). — Voir Communes et cantons, 10.

GAZ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déterminant les spécifications relatives à la qualité du gaz qui pourront être introduites dans les cahiers des charges des concessions gazières ou contrats de fourniture ou distribution de gaz de houille, et permettant d'astreindre les producteurs de gaz à en extraire divers produits (Voir Table de 1921; p. 315). M. Marcel Régnier dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1289; J.O., p. 1150; I. n° 554). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 novembre] (A. t. II, p. 223; J.O., p. 1408).

GAZ DE PARIS (Société du). — Voir Emprunts, 2.

GENS DE MAISONS. — Voir Accidents du travail, 1.

GOVERNEMENT AUTRICHIEN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement français à garantir un emprunt émis par le Gouvernement autrichien, conformément aux conditions stipulées par les protocoles II et III des accords préparés par la Société des Nations et signés à Genève le 4 octobre 1922, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 503; J.O., p. 1657; I. n° 846). M. Louis Dausset dépose le rapport (I. n° 848). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 504; J.O., p. 1657, 1658; I. n° 849). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Louis Dausset, *rapporteur de la Commission des affaires étrangères*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Pierre Codet et Dominique Delahaye. Discussion des articles: Article premier. Adoption. Article 2: MM. Raphaël-Georges Lévy, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; le Rapporteur général, Victor Bérard et Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Article 3. Adoption. Article 4. MM. Raphaël-Georges Lévy, Raymond Poincaré, *Président du Conseil*; le Ministre des Finances, Victor Bérard, Louis Dausset, *rapporteur*, et de Jouvenel. Adoption. Adop-

tion de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 524; J.O., p. 1675). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1923, p. 2).

GRENOBLE (Isère). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Grenoble, à établir, à partir du 1^{er} janvier 1920, une taxe sur les pianos, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 février] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 60; I. n° 46). M. Schrameck dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 992; J.O., p. 893; I. n° 390). Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1018; J.O., p. 917). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6982).

GROIX (Commune de). — Voir Communes et cantons, 14.

GROUPEMENTS DE COMMUNES. — Voir Emprunts.

GROUPES DU SÉNAT. — Listes électorales des membres des groupes [18 janvier] (J.O., p. 877) [27 mai] (J.O., p. 5519).

HABITATIONS A BON MARCHÉ

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété (Voir Table de 1921, p. 317). M. Vayssièrè dépose le rapport [9 mars] (A. t. I, p. 276; J.O., p. 262; I. n° 163). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Vayssièrè, *rapporteur*. Adoption des quatre-vingt-sept articles et de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1063; J.O., p. 954). Promulgation (J.O., 10 décembre, p. 11734).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 7 de la loi du 5 décembre 1922 sur les habitations à bon marché, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1607; I. n° 836).

HABITATIONS DE FAMILLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 17 mai 1919, réglant la situation des acquéreurs d'habitation de famille et de terrains par termes échelonnés et par contrats sous condition suspensive ou sous condition résolutoire, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commis-

sion de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J.O., p. 1098; I. n° 509).

HOPITAL-HOSPICE D'AGEN. — Voir Agen (Hôpital-hospice d').

HUILES LOURDES ET DE GRAISSAGE. — Voir Douanes, 15.

HUILES MINÉRALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 novembre 1920 concernant l'application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des lois et décrets sur la taxe de fabrication des huiles minérales introduites en raffinerie (Voir Table de 1921, p. 319). M. Louis Dausset dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 126). M. Scheurer dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 412; J.O., p. 379; I. n° 189). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 511; J.O., p. 467). Promulgation (J.O., 28 avril, p. 4406).

HUISSIERS.

I — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à reconnaître aux huissiers ne pouvant exercer leur profession pour blessures de guerre ou pour maladies contractées ou aggravées aux armées, le droit de se faire suppléer dans l'exercice de leurs fonctions (Voir Table de 1921, p. 319). M. Catalogne dépose le rapport [19 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 19; I. n° 12). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [5 avril] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 619; I. n° 293). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier : Amendement de MM. Machet, Milan, Carrère, Bergeon et Alfred Brard : MM. Machet et Catalogne, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article premier (nouvelle rédaction). Article 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Henri Merlin : MM. Henri Merlin, Catalogne, *rapporteur*; Bricout, *directeur des affaires civiles et du sceau, commissaire du Gouvernement*; Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Demande de disjonction. Scrutin. Pointage. Rejet de la disjonction. Renvoi à la Commission [1^{er} juin] (A. t. I, p. 878; J.O., p. 788). M. Catalogne dépose un 2^e rapport supplémentaire [29 juin] (A. t. I, p. 1103; J.O., p. 988; I. n° 450). M. Catalogne dépose un 3^e rapport supplémentaire [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458; I. n° 735). Articles premier à 3 précédemment adoptés. Articles 4 à 12. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [28 décembre] (A. t. II, p. 437; J.O., p. 1631).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 avril 1920, relatif aux honoraires et à l'organisation des huissiers dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (Voir Table de 1921, p. 319). M. Eccard dépose le rapport et l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [2 mars] (A. t. I, p. 191 ; J.O., p. 189 ; I. n^{os} 147 et 148). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 431 ; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3495).

IMMEUBLES (Aliénation d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'aliénation de deux immeubles appartenant au domaine forestier de l'Etat, dans les départements du Bas-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'agriculture, et pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et Lorraine [14 novembre] (A. t. II, p. 142 ; J.O., p. 1336 ; I. n^o 653).

IMMEUBLES DÉTRUITS (Office de reconstitution des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un Office de reconstitution des immeubles détruits par faits de guerre et tendant à faciliter l'organisation des services généraux de l'entreprise nécessaire à cette reconstitution (Voir Table de 1918-1920, p. 694). Retiré par décret [23 novembre] (A. t. II, p. 203 ; J.O., p. 1390).

IMMEUBLES ENDOMMAGÉS PAR FAITS DE GUERRE. — Voir Expropriation, 2.

IMPOTS CÉDULAIRES SUR LES REVENUS. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle : a) de diverses dispositions de la loi du 30 juin 1917, concernant l'établissement des impôts cédulaires sur les revenus ; b) de la législation française relative à la redevance sur les mines (part de l'Etat), déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances, et pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [17 décembre] (A. t. II, p. 276 ; J.O., p. 1457 ; I. n^o 727).

IMPOTS DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES (Régime transitoire).
— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour

objet de compléter les dispositions de la loi du 16 juillet 1921, relatives à l'établissement d'un régime transitoire pour la perception des impôts dans les régions libérées (ancien article 4 disjoint du projet de loi relatif au régime fiscal applicable dans les régions qui ont subi l'occupation ennemie) (Voir Table de 1921, p. 354). M. Henry Bérenger dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1041; J.O., p. 935; I. n° 419). Renvoi pour avis, à la Commission relative aux départements libérés [4 juillet] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 1065). M. Reynald dépose l'avis de la Commission relative aux départements libérés [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1066; I. n° 494). Urgence précédemment déclarée. Article premier : Contre-projet de M. Touron. M. Touron. Retrait. Amendement de M. Touron. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : Amendement de M. Henri Merlin : MM. Henri Merlin et Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*. Retrait. Adoption de l'article 4. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [6 juillet] (A. t. I, p. 1231; J.O., p. 1100). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 7367).

IMPRIMERIE NATIONALE (Retraites du personnel de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J.O., p. 1097; I. n° 504).

INCIDENT. — Incident relatif au renvoi à la Commission des finances du projet de loi concernant la convention monétaire avec la Suisse [25 mars] (A. t. I, p. 461; J.O., p. 423). MM. Drivet, le Président, Henry Bérenger et Dominique Delahaye [13 juin] (A. t. I, p. 957; J.O., p. 859).

INDEMNITÉ DE CHERTÉ DE VIE AUX PETITS RETRAITÉS DE L'ÉTAT. — Voir Crédits supplémentaires.

INDEMNITÉS EXCEPTIONNELLES ET TEMPORAIRES — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'attribution des indemnités exceptionnelles et temporaires aux fonctionnaires des cadres supérieurs des administrations centrales et de divers services extérieurs, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances, et pour avis, à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [8 juillet] (A. t. I,

p. 1336; J.O., p. 1187; I. n° 579). M. Henry Bérenger, dépose le rapport [27 octobre] (A. t. II, p. 89; J.O., p. 1287; I. n° 633). M. Daudé dépose l'avis de la Commission de l'administration générale, départementale et communale [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1335; I. n° 648). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Contre-projet (texte voté par la Chambre des Députés) de MM. Lémery, Fayot, Tissier et plusieurs de leurs collègues : MM. Lémery, Henry Bérenger, rapporteur général, et Magny, Président de la Commission de l'administration générale, départementale et communale. Adoption de l'article premier (Etat A) et des articles 2 à 9 (texte de la Chambre des Députés). Sur l'ensemble du projet de loi : MM. François-Albert, Goy et Milliès-Lacroix, Président de la Commission des finances. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [21 novembre] (A. t. II, p. 192; J.O., p. 1379). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 14495).

INDIGÉNAT EN ALGÉRIE. — Voir Algérie, § I, 1, 2, 3, 4.

INDIGÈNES (Mise en surveillance spéciale). — Dépôt du rapport de M. le Ministre de l'Intérieur, sur l'application de la mise en surveillance des indigènes (années 1920 et 1921 [23 février] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 107).

INGÉNIEURS D'ARTILLERIE. — Proposition de loi de M. de Kerguezec portant organisation d'un corps d'ingénieurs d'artillerie chargé des services techniques et des fabrications d'artillerie de terre et d'artillerie navale. Renvoi à la Commission de la marine, et pour avis, à la Commission de l'armée et à la Commission des finances [6 avril] (A. t. I, p. 733; J.O.p. 650; I. n° 313).

INSCRITS MARITIMES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder le bénéfice du régime de la Caisse des invalides de la marine et de la Caisse de prévoyance des marins français aux inscrits maritimes exerçant la navigation à titre professionnel sur les navires de la marine marchande ayant leur port d'attache en Tunisie et dans la zone française de l'empire chérifien (Voir Table de 1921, p. 335). M. Farjon dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 67; I. n° 66). Déclaration de l'urgence. Adoption [16 février] (A. t. I, p. 90; J.O., p. 101). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2394).

INSPECTEURS DU TRAVAIL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 décembre 1920

portant modification de l'article 139 b de la loi du 26 juillet 1900 (Crédit industriel), relatif aux attributions des inspecteurs du travail dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (Voir Table de 1921 p. 268). M. Diebolt-Weber dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 107; I. n° 106). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 420; J.O., p. 384). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3494).

INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID. — Voir Conventions, 3.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déterminant des mesures spéciales en faveur des instituteurs et institutrices demeurés sous la domination de l'ennemi et des membres de l'enseignement public dont l'entrée définitive dans les cadres a été retardée, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1168; J.O., p. 1042; I. n° 468).

INTERPELLATIONS.

1 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur les méthodes qu'envisage le Gouvernement afin d'assurer le recouvrement de nos créances sur l'Allemagne: MM. Gaudin de Villaine et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Jonction à la discussion du budget des dépenses recouvrables [19 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 19).

2 — Demande d'interpellation de M. Paul Deschanel sur la politique extérieure: M. Paul Deschanel. Fixation ultérieure de la date de la discussion [19 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 19).

3 — Demande d'interpellation de M. Jénouvrier à M. le Garde des Sceaux sur les moyens employés par certains juges d'instruction pour arriver à la découverte de la vérité [19 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 19). Retire son interpellation (Voir interpellation de M. André Lebert) [27 janvier] (A. t. I, p. 24; J.O., p. 34).

4 — Demande d'interpellation de M. André Lebert à M. le Garde des Sceaux sur les conditions dans lesquelles il autorise les juges d'instruction à faire appel aux sciences occultes pour suppléer aux moyens mis actuellement par la loi à leur disposition. Interpellation jointe à celle de M. Jénouvrier sur les moyens employés par certains juges d'instruction pour arriver à la découverte de la vérité [19 janvier]

(A. t. I, p. 13 ; J.O., p. 19). Retrait de l'interpellation de M. Jénouvrier. MM. André Lebert, Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Simonet, Debierre. Demande de l'ordre du jour pur et simple. MM. de Monzie, André Lebert. Adoption [27 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 34).

5 — Demande d'interpellation de M. Gaston Menier et plusieurs de ses collègues sur la situation de notre aéronautique : M. Gaston Menier. Fixation ultérieure de la date de la discussion [2 février] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 60). Observations sur la date de la discussion de l'interpellation : MM. Laurent Eynac, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique*, et Gaston Menier. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 février] (A. t. I, p. 75 ; J.O., p. 88).

6 — Demande d'interpellation de M. Louis Soulié à M. le Ministre de la Guerre sur l'enquête ouverte concernant l'affaire dite des fusillés de Vingré. Sur la date : M. Louis Soulié. Fixation ultérieure de la date de la discussion [9 février] (A. t. I, p. 56 ; J.O., p. 66). Discussion : MM. Louis Soulié, Maginot, *Ministre de la Guerre* ; le Général Hirschauer et Dominique Delanaye. Ordres du jour : Le 1^{er}, de MM. Milan, Machet, Louis Soulié et un certain nombre de ses collègues ; le 2^e, de M. de Monzie. Demande d'ordre du jour pur et simple par M. le Général Hirschauer. Sur les ordres du jour : M. de Monzie. Ordre du jour de M. Georges Berthoulat : MM. Georges Berthoulat, Milan, et le Ministre de la Guerre. Retrait de l'ordre du jour de MM. Milan, Machet, Louis Soulié et leurs collègues. Retrait de l'ordre du jour pur et simple. Vote sur la priorité de l'ordre du jour de M. de Monzie. Adoption, au scrutin, de la priorité, en faveur de l'ordre du jour de M. de Monzie. Sur l'ordre du jour de M. de Monzie : MM. Milliès-Lacroix, de Monzie, le Ministre de la Guerre, de Lubersac, Charles Deloncle, Dominique Delahaye. Retrait de l'ordre du jour de M. Georges Berthoulat. Adoption de l'ordre du jour de M. de Monzie modifié [23 juin] (A. t. I, p. 1019 ; J.O., p. 918).

7 — Demande d'interpellation de M. Brager de La Ville-Moysan sur la nécessité de réduire dans une très large mesure les tarifs des chemins de fer pour le transport des produits agricoles et des matières premières nécessaires à l'agriculture. Fixation de la date de la discussion à la fin de la séance [9 février] (A. t. I, p. 57 ; J.O., p. 66). Discussion : MM. Brager de La Ville-Moysan, Dominique Delahaye, Louis Michel, Cadilhon, Henri Merlin, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Boivin-Champeaux, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* ; Japy, Buhan, Gaston Menier et de Las Cases. Ordre du jour de M. Brager de La Ville-Moysan [23 février] (A. t. I, p. 97 ; J.O., p. 108).

8 — Demande d'interpellation de M. Cuminal sur les mesures à prendre pour assurer l'application de la loi tendant à l'organisation d'un enseignement technique industriel et commercial. Fixation de la date de la discussion au vendredi 24 février [9 février] (A. t. I, p. 57 ; J.O., p. 67). Discussion : MM. Cuminal, Jean Cruppi, Roustan, Humblot, Gaston Menier, François-Saint-Maur, Victor Bérard, Louis Serre, Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique* ; Chagnaud, Pottevin et Mauger. Ordre du jour de MM. Cuminal, Victor Bérard, François Albert, Marraud, Menier et Cruppi. Adoption [24 février] (A. t. I, p. 117 ; J.O., p. 125).

9 — Demande d'interpellation de MM. Brindeau et plusieurs de ses collègues, sur la situation de la marine du commerce et de l'industrie des constructions navales, sur la crise qu'elles subissent et les mesures à prendre pour porter remède à ces difficultés [16 février] (A. t. I, p. 90 ; J.O., p. 101). MM. Brindeau, Boivin-Champeaux, Emile Sari, Pottevin et Farjon [24 mars] (A. t. I, p. 439 ; J.O., p. 404). MM. Roustan et Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande*. Ordres du jour : le 1^{er}, de MM. Brindeau, Babin-Chevaye, Roustan, Farjon, Vaysière et de Pomereu ; le 2^e, de MM. Raphaël-Georges Lévy, Billiet, Magny et Berthoulat. Demande de priorité demandée pour l'ordre du jour de M. Brindeau et ses collègues. Sur son ordre du jour : M. Raphaël-Georges Lévy. Retrait de l'ordre du jour de M. Raphaël-Georges Lévy et ses collègues. Adoption de l'ordre du jour de MM. Brindeau et ses collègues [25 mars] (A. t. I, p. 462 ; J.O., p. 424).

10 — Demande d'interpellation de MM. Machet et Roustan sur la politique financière et fiscale du Gouvernement à l'égard des budgets des départements et des communes. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 février] (A. t. I, p. 112 ; J.O., p. 120). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. MM. Machet, Roustan, Monsservin et Louis Dausset [16 juin] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 865). MM. Milan, Milliès-Lacroix, Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur* ; Pierre Marraud, François Albert, Georges Berthoulat, Guillois, Victor Bérard et René Héry. Ordre du jour de MM. Labrousse et Honnorat. Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 981 ; J.O., p. 884).

11 — Demande d'interpellation de M. Alfred Brard sur les causes du naufrage du cargo *Député-Albert-Tailliandier* et sur les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'exploitation de la flotte des *Marie-Louise* à laquelle appartenait ce cargo [26 mai] (A. t. I, p. 858 ; J. O., 772). MM. Alfred Brard et Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande* [23 juin] (A. t. I, p. 1029 ; J.O., p. 926). Discussion : MM. Brindeau, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Roustan, Rio,

Sous-Secrétaire de la Marine marchande; Servain, Guilloteaux et Dominique Delahaye. Adoption [27 juin] (A. t. I., p. 1048; J.O., p. 943).
Ordre du jour de MM. Alfred Brard et Brindeau : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, Alfred Brard et Dominique Delahaye.

12 — Demande d'interpellation de MM. Eugène Chanal et Alexandre Bérard, sur l'accident survenu dans le tunnel de Berthian, les responsabilités de la catastrophe des Echets et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue d'assurer l'efficacité du contrôle de l'Etat pour la sécurité du public et la défense des intérêts de l'Etat [1^{er} juin] (A. t. I., p. 874; J.O. p. 785).

13 — Demande d'interpellation de MM. de Jouvenel et François Albert à M. le Président du Conseil sur la politique de réparation française et de reconstruction européenne qu'il compte suivre, tant à La Haye que dans ses entretiens avec nos alliés. Fixation de la discussion au jeudi 29 juin [16 juin] (A. t. I., p. 960; J.O., p. 863). Discussion : MM. de Jouvenel, François Albert, Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Lucien Hubert et Dominique Delahaye. Ordre du jour : le 1^{er}, de MM. Ratier et de Selves; le 2^e, de MM. de Jouvenel, François Albert, de Monzie et Peytral. Demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de M. de Jouvenel et ses collègues. Sur les ordres du jour : MM. le Président du Conseil, de Jouvenel et François Albert. Retrait de l'ordre du jour de M. de Jouvenel et ses collègues. Adoption de l'ordre du jour de MM. Ratier et de Selves [29 juin] (A. t. I., p. 1084; J.O. p. 974).

14 — Demande d'interpellation de M. Léon Perrier sur les suppressions projetées de chaires et de fonctions dans l'enseignement supérieur. Fixation ultérieure de la date de la discussion [22 juin] (A. t. I., p. 995; J.O., p. 898).

15 — Demande d'interpellation de M. Berthoulat sur la liquidation des biens allemands par les séquestres. Fixation ultérieure de la date de la discussion [22 juin] (A. t. I., p. 1014; J.O., p. 913).

16 — Demande d'interpellation de M. Japy, sur la politique financière du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 juin] (A. t. I., p. 1074; J.O., p. 963).

17 — Demande d'interpellation de MM. Victor Bérard, Goy, Labrousse, Léon Perrier et Cazals sur la réforme de l'enseignement national et, en particulier, de l'enseignement secondaire. Fixation ultérieure de la date de la discussion [29 juin] (A. t. I., p. 1013; J.O., p. 988).

18 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur les moyens financiers que le Gouvernement pourrait envisager afin de porter remède à la misère grandissante de nos compatriotes détenteurs de valeurs de l'Etat russe; MM. Gaudin de Villaine et de Lasteyrie, Ministre des Finances. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 juillet] (A. t. I, p. 1289; J.O., p. 1150).

19 — Demande d'interpellation de M. Lucien Hubert sur l'application d'une politique efficace des réparations dans la Ruhr [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1199). Discussion: MM. Lucien Hubert, Touron, Raymond Poincaré, *Président du Conseil*, Ministre des Affaires étrangères; François-Marsal, Chênebenoit, Japy et de Lubersac. Ordre du jour de MM. Lucien Hubert, Touron, Chênebenoit, Albert Gérard et Charpentier. Adoption [9 novembre] (A. t. II, p. 115; J.O., p. 1312).

20 — Demande d'interpellation de M. Guillaume Chastenot, sur l'attitude du Gouvernement français en présence de la faillite monétaire allemande [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1199). Ajournement de la discussion [9 novembre] (A. t. II, p. 137; J.O., p. 1330). Interpellation jointe à celle de M. Japy sur les garanties à exiger de l'Allemagne pour l'exécution des réparations et l'assainissement des finances du Reich (19 décembre) [A. t. II, p. 291; J.O., p. 1498]. Ajournement de la discussion [21 décembre] (A. t. II, p. 334; J.O., p. 1514).

21 — Demande d'interpellation de M. Guilloteaux, sur les conséquences de la perte du cuirassé la *France* au point de vue des réformes à adopter dans le corps des ingénieurs hydrographes de la marine [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1199).

22 — Demande d'interpellation de M. d'Estournelles de Constant, sur les causes de la perte du cuirassé la *France* [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1199).

23 — Demande d'interpellation de M. Louis Michel au sujet des poursuites exercées contre les producteurs de lait pour hausse illicite [19 octobre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1213).

24 — Demande d'interpellation de M. Marcel Donon à M. le Ministre de l'Agriculture, sur sa politique économique agricole, la main-d'œuvre rurale et les approvisionnements en matières fertilisantes [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J.O., p. 1370). Fixation de la date de la discussion au mois de janvier 1923 [5 décembre] (A. t. II, p. 272; J.O., p. 1452).

25 — Demande d'interpellation de M. Gaston Menier à M. le Ministre de l'Agriculture, sur les autorisations d'exporter du sucre brut: M. Gaston Menier [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J.O., p. 1370).

26 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur les résultats des conversations de Londres : MM. Gaudin de Villaine, Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Fixation de la discussion au jeudi 21 décembre [14 décembre] (A. t. I, p. 285 ; J.O., p. 1466).

27 — Demande d'interpellation de M. Japy sur les garanties à exiger de l'Allemagne pour l'exécution des réparations et sur les mesures indispensables à l'assainissement des finances du Reich. Fixation de la discussion au jeudi 21 décembre [19 décembre] (A. t. II, p. 291 ; J.O., p. 1474). Discussion des interpellations : 1° de M. Japy sur les garanties à exiger de l'Allemagne pour l'exécution des réparations et l'assainissement des finances du Reich ; 2° de M. Guillaume Chastenot sur l'attitude du Gouvernement français en présence de la faillite monétaire allemande. Sur l'ajournement : MM. Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; Gaston Doumergue, Guillaume Chastenot et Gaston Japy. Rejet de l'ajournement. Discussion : M. Gaston Japy. Ajournement de l'interpellation de M. Guillaume Chastenot. Suite de la discussion : MM. Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; François-Marsal, Dominique Delahaye et Alexandre Ribot. Sur l'ordre du jour pur et simple : M. Massabuau. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [21 décembre] (A. t. II, p. 334 ; J.O., p. 1512).

28 — Demande d'interpellation de M. Fernand Merlin à M. le Ministre de l'Intérieur, sur les brusques déplacements de fonctionnaires de l'ordre administratif : MM. Maunoury, *Ministre de l'Intérieur* et Fernand Merlin [28 décembre] (A. t. II, p. 438 ; J.O., p. 1602).

INTERPRÈTES MILITAIRES. — Voir Armée, § II, 5.

IRRIGATIONS. — Voir Alimentation publique.

JAUGEAGE (Taxes de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 juin 1921 relatif à la fixation des taxes de jaugeage dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [24 mars] (A. t. I, p. 458 ; J. O., p. 420 ; I. n° 227). M. Roy dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 22 ; J. O., p. 1224 ; I. n° 605).

JEUX OLYMPIQUES. — Voir Crédits, 3.

JOUR FÉRIÉ. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à fixer au 11 novembre la commémoration de la Victoire et de la Paix, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale [8 juillet] (A. t. I, p. 1297; J. O., p. 1456; I. n° 561).

JOURS FÉRIÉS. — Projet de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1255; J. O., p. 1121; I. n° 531).

JOYAUX APPARTENANT AU MUSÉE DU LOUVRE (Vente aux enchères de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la vente, aux enchères publiques, de quatre bijoux appartenant au Musée du Louvre, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [22 décembre] (A. t. II, p. 376; J. O., p. 1547; I. n° 193).

JUGES DE PAIX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger d'une nouvelle année le délai d'application de la loi du 19 juin 1920 relative à la délégation des juges de paix non licenciés en droit dans les tribunaux de première instance, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (I. n° 617). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle. M. Guillaume Poulle dépose le rapport [21 octobre] (A. t. II p. 57; J. O., p. 1256; I. n° 618). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 octobre] (A. t. II, p. 82; J. O., p. 1281). Promulgation (J. O., 23 novembre, p. 11206).

JUGES SUPPLÉANTS.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 21 juillet 1914, en admettant au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au 13 février 1908, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [23 février] (A. t. I, p. 96; J. O., p. 107; I. n° 113). M. Busson Billault dépose le rapport (30 juin) (A. t. I, p. 1133; J. O., p. 1013; I. n° 463). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J. O., p. 1467). Promulgation (J. O., 20 décembre, p. 12118).

2 — Proposition de loi de M. Guillaume Poulle sur l'avancement des juges suppléants au tribunal civil de la Seine. Renvoi à la Commis-

sion, nommée le 6 février 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, au traitement, au recrutement et à l'avancement des magistrats [16 novembre] (A. t. II, p. 162; J. O., p. 1354; I. n° 661). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J. O., p. 1466; I. n° 750). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 359; J. O., p. 1534). Promulgation (J. O., 27 février 1923, p. 1902).

JURÉS D'EXPROPRIATION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 septembre 1921 relatif aux listes des jurés d'expropriation dressées en 1921 par les Conseils généraux des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission d'Alsace et de Lorraine [9 mars] (A. t. I, p. 277; J. O., p. 263; I. n° 167). M. Helmer dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 218; J. O., p. 1403; I. n° 698). M. Helmer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et de Lorraine [28 novembre] (A. t. II, p. 218; J. O., p. 1403; I. n° 699). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 281; J. O., p. 1461). Promulgation (J. O., 22 décembre, p. 12182).

JURY (Pouvoirs du). — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à augmenter les pouvoirs du jury et à introduire dans notre loi pénale les circonstances atténuantes. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [4 juillet] (A. t. I, p. 1228; J. O., p. 1090; I. n° 502).

LANGUE JUDICIAIRE. — Proposition de loi de M. Helmer concernant la langue judiciaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [13 juin] (A. t. I, p. 957; J. O., p. 3859; I. n° 375).

LANGUE JUDICIAIRE EN ALSACE ET LORRAINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 15 mai 1922, déterminant le sens de l'article 2 de l'arrêté du 2 février 1919 déclarant la langue française langue judiciaire en Alsace et Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J. O., p. 1551; I. n° 795).

LÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE EN AFGHANISTAN. — Voir Crédits, 19.

LÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE EN SERBIE-CROATIE-SLAVONIE. — Voir Crédits, 18.

LÉGISLATION MINIÈRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 décembre 1921, modifiant la législation minière applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission nommée le 24 octobre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux questions minières et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [7 novembre] (A. t. II, p. 111; J.O., p. 1307; I. n° 639).

LIBERTÉ INDIVIDUELLE (Garanties de la). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les garanties de la liberté individuelle (Voir Table de 1921, p. 328). Ajournement de la discussion. Observations de MM. Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Savary, *président de la Commission* [14 février] (A. t. I, p. 79; J.O., p. 92). Ajournement de la discussion [16 février] (A. t. I, p. 90; J.O., p. 101). Ajournement de la discussion [23 février] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 119). M. Guillaume Poulle dépose un rapport supplémentaire [28 mars] (A. t. I, p. 531; J.O., p. 483). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; Savary, *Président de la Commission*; Morand, *Monsservin*, Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Schrameck, Dominique Delahaye et Louis David. Demande de renvoi à la Commission : MM. Duplantier, le Garde des Sceaux, le Président de la Commission, Gourju, Savary et le Président. Vote sur le passage à la discussion des articles. Rejet du renvoi à la Commission par l'adoption, au scrutin, du passage à la discussion des articles. Adoption successive des 7 articles et de l'ensemble de la proposition de loi [22 juin] (A. t. I, p. 995; J.O., p. 898).

LILLE (Ville de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la cession à la Ville de Lille de terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place, déposé par

M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Instruction publique, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [7 novembre] (A. t. II, p. 111; J.O., p. 1307; I. n° 636). M. le Général Hirschauer dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 317; J.O., p. 1494; I. n° 768).

LIQUIDATION DES CONSORTIUMS. — Dépôt du rapport sur l'emploi des fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre [14 mars] (A. t. I, p. 352; J.O., p. 324).

LIQUIDATION DES STOCKS. — Voir Crédits, 8.

LITIGES (Compétence en matière de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 18 avril 1922, relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la législation française sur la compétence en matière de litiges survenus à l'occasion de l'exécution de travaux publics, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1312; I. n° 646).

LOCATAIRES (Expulsion de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à surseoir aux expulsions de locataires, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [28 décembre] (A. t. II, p. 433; J.O., p. 1598; I. n° 827). M. Morand dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1608; I. n° 835). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Morand, rapporteur; Dominique Delahaye, Eugène Penancier, Mauger, le Général Hirschauer, Gourju, Guillier, Maurice Colrat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et Louis Martin. Articles proposés et 2. Adoption. Observations de MM. Louis Martin, le Garde des Sceaux et de Monzie. Adoption de la proposition de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 469; J.O., p. 1624). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1923, p. 49).

LOI DU 16 MAI 1893. — Voir Douanes, 10.

LOI DU 20 AVRIL 1916. — Voir Spéoulation illicite.

LOI DU 31 MARS 1919.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances.** Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 698 ; J.O., p. 618 ; I. n° 292). M. Masclanis dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 980 ; J.O., p. 883 ; I. n° 385). M. le Colonel Stuhl dépose l'avis de la Commission des finances [4 juillet] (A. t. I. p. 1193 ; J.O., p. 1066 ; I. n° 486). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique : Amendement de M. le Colonel Stuhl, au 6^e alinéa : MM. le Colonel Stuhl, Masclanis, rapporteur, Milliès-Lacroix, Président de la Commission des finances ; de Jouvenel et Mauger. Adoption. Adoption de la première partie de l'article. Amendement de M. Maranget au 10^e alinéa, non soutenu. Adoption de la seconde partie de l'article. Sur l'ensemble du projet de loi : M. Mauger. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1303 ; J.O., p. 1161). ¶ **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances.** Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [8 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1174 ; I. n° 571). M. Masclanis dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1334 ; J.O., p. 1186). Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 7711).

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 71 de la loi du 31 mars 1919, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.** Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [28 novembre] (A. t. II, p. 218 ; J.O., p. 1404 ; I. n° 705).

LOI DU 4 OCTOBRE 1919. — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article premier de la loi du 5 octobre 1919, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre**

des Finances et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission nommée le 9 février 1922, chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion et, pour avis, à la Commission des finances [9 mars] (A. t. I, p. 277; J.O., p. 263; I. n° 169). M. Pasquet dépose et lit le rapport (I. n° 318). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 avril] (A. t. I, p. 738; J.O., p. 656). Promulgation (J.O., 26 avril, p. 4318).

LOI DU 18 OCTOBRE 1919. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919 (Voir Table de 1921, p. 331). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [9 mars] (A. t. I, p. 277; J.O., p. 262; I. n° 165). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 mars] (A. t. I, p. 432; J.O., p. 397). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 7662).

LOI DU 24 MARS 1921. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 août 1921, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la loi du 24 mars 1921 modifiant et complétant les articles 152 à 159 de la loi du 31 juillet 1920 (Voir Table de 1921, p. 331). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 77; J.O., p. 90; I. n° 84). M. Hervev dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [16 février] (A. t. I, p. 91; J.O., p. 101; I. n° 100). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 354; J.O., p. 325). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3494).

LOI DU 29 AVRIL 1921. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger les dispositions de l'article 16 de la loi du 29 avril 1921, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 juillet] (A. t. I, p. 1319; J.O., p. 1174; I. n° 569). M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1185). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 7527).

LOI MUNICIPALE.

I — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la modification du troisième paragraphe de l'article 145 de

la loi municipale du 5 avril 1884 (Voir Table de 1921, p. 330). M. Magny dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 56). Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2: MM. Lucien Cornet et Magny, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié [16 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 97), Promulgation (J.O., 26 mars, p. 3302).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 octobre 1920, relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 16 avril 1914, portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [30 novembre] (A. t. II, p. 229; J.O., p. 1414; I. n° 717).

LOIS PÉNALES. — Proposition de loi de M. Helmer, concernant l'application des lois pénales et d'instruction criminelle dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [28 novembre] (A. t. II, p. 223; J.O., p. 1408; I. n° 706).

LOI DE SURSIS. — Voir Casier judiciaire.

LORIENT (Port de pêche). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la déclaration d'utilité publique des travaux du port de pêche de Lorient et des expropriations de terrains que comporte la création de ce port, déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1663; I. n° 856).

LOYERS (Législation sur les). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation définitive de la législation sur les loyers (Voir Table de 1921; p. 332). M. Morand dépose le rapport [2 février] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 60; I. n° 45). Renvoi pour avis à la Commission des finances [16 février] (A. t. I, p. 91; J.O., p. 101). M. Milan dépose l'avis de la Commission des finances [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 106; I. n° 116). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion

générale : MM. Morand, *rapporteur* ; de Las Cases, Lafferre, Louis David, Brager de La Ville-Moysan, Eugène Penancier, Louis Dausset, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission* ; Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [28 février] (A. t. I, p. 143 ; J.O., p. 147). Suite de la discussion générale : MM. Hugues Le Roux et Gaudin de Villaine. Motion de M. Gaudin de Villaine : MM. Gaudin de Villaine et Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Flaissières non soutenu. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, le *Garde des Sceaux* et Morand, *rapporteur*. Rejet. Adoption du 1^{er} alinéa de l'article. Amendement de M. Gustave Lhopiteau : MM. Gustave Lhopiteau, Morand, *rapporteur* et Louis David. Adoption (devenant le 2^e alinéa). Adoption du 3^e alinéa. Amendement (disposition additionnelle) de M. Gourju : MM. Gourju et le *Garde des Sceaux*. Rejet. Amendement de M. Penancier sur le 4^e alinéa : MM. Eugène Penancier, Gerbe, le *Garde des Sceaux*, André Lebert et Antony Ratier. Adoption (suppression de l'alinéa). Suppression du 5^e alinéa. Amendement de MM. René Besnard, Alphonse Chautemps et Foucher : MM. René Besnard, Morand, *rapporteur* ; André Lebert et le *Garde des Sceaux*. Renvoi de l'amendement à la Commission. Amendement de M. Lafferre sur le dernier alinéa : MM. Lafferre, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission* ; le *Garde des Sceaux*, Ribot, Touron, Coignet et de Selves. Renvoi à la Commission. Renvoi à la Commission d'un amendement de M. Cazelles [1^{er} mars] (A. t. I, p. 168 ; J.O., p. 170). Suite de la discussion de l'article premier (nouvelle rédaction des derniers alinéas) : Observations de MM. Morand, *rapporteur* ; Chautemps et Bouveri. Adoption du 4^e alinéa. Discussion du 5^e alinéa : Amendement de M. de Las Cases (soumis à la prise en considération) : MM. de Las Cases et Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Amendement de M. Monsservin : MM. Monsservin et le *Garde des Sceaux*. Rejet. Amendement de M. Cazelles : M. Cazelles. Retrait. Observations de MM. Lucien Cornet, Morand, *rapporteur* ; Milliès-Lacroix, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission* ; Bouveri et Etienne Flandin. Adoption du 5^e alinéa modifié. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Cruppi, Deschanel, de Jouvenel et plusieurs de leurs collègues : MM. Jean Cruppi, le *Président de la Commission*, le *Garde des Sceaux*, Morand, *rapporteur* ; Brager de La Ville-Moysan et Hugues Le Roux. Adoption. Amendement de MM. Soulié et Drivet : MM. Louis Soulié et Morand, *rapporteur*. Rejet. Amendement de M. Chalamet : MM. Chalamet, le *Garde des Sceaux* et le *Président de la Commis-*

sion. Adoption. Sur l'ensemble de l'article : MM. Le Barillier, Morand, *rapporteur* ; le Garde des Sceaux, Debierre, Jules Delahaye. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : Amendement de M. Massabuau : M. Massabuau. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Guillier, Eugène Penancier, Morand, *rapporteur* et Pérès. Adoption de l'amendement de M. Massabuau (devenant le texte de l'article 2). Article 3 : Amendement de M. Milan : MM. Milan, le Président de la Commission, Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement* ; Dominique Delahaye, Hervey, de Las Cases, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; le Garde des Sceaux, Duquaire et Louis David. Rejet. Adoption du texte de la Commission [7 mars] (A. t. I, p. 234 ; J. O., p. 226). Suite de la discussion de l'article 3 : Retrait d'un amendement de M. Blaignan. Amendement (disposition additionnelle) de M. Chênebenoit et Milan, *rapporteur de la Commission des finances*. Observations de MM. le Président et Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Demande de disjonction : MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; le Garde des Sceaux, Chêneboit, Vieu et Dominique Delahaye. Vote de la disjonction. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4 : M. Gaudin de Villaine. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Hervey : MM. Hervey, Pérès, Maurice Sarraut, le Garde des Sceaux, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission* ; Morand, *rapporteur* ; Henri Merlin. Disjonction du premier alinéa et adoption du deuxième alinéa modifié de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Article 5 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. Lucien Cornet, Morand, *rapporteur* ; Massabuau, Jean Cazelles, le Garde des Sceaux. Adoption des premiers mots de l'article. Rejet de l'amendement de M. le Colonel Stuhl par l'adoption des mots suivants de l'article proposés par la Commission. Amendement de M. Etienne Flandin : MM. Etienne Flandin, Morand, *rapporteur* ; le Garde des Sceaux, Massabuau, Brager de La Ville-Moysan. Rejet [8 mars] (A. t. I, p. 261 ; J. O., p. 249). Suite de la discussion de l'article 5 : Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut : MM. Serre, Louis David, Morand, *rapporteur* ; Maurice Sarraut, Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Scrutin. Pointage. Amendement de M. Leneveu : MM. Leneveu et Morand, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Mauger : MM. Mauger et Morand, *rapporteur*. Rejet. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut. Rejet de l'amendement. Observations de MM. Le Hars et Lemarié. Adoption du chiffre de « 12.000 habi-

tants ». Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut et amendement de M. Louis Pasquet : MM. Serre, Morand, *rapporteur* ; le Garde des Sceaux, Pasquet, Eugène Penancier, Pérès, le Garde des Sceaux, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Renvoi de l'article et des amendements à la Commission, Amendement de M. Ruffier : MM. Duquaire, Morand, *rapporteur* ; le Garde des Sceaux. Rejet. Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut : MM. Serre, le Garde des Sceaux et Morand, *rapporteur*. Retrait. Amendement de MM. Henri Merlin, Monfeuillard, de Lubersac, Chênebenoit, le Garde des Sceaux. Adoption. Amendement de M. Labrousse : M. Morand, *rapporteur*. Retrait. Amendement de M. Pasquet : MM. Flaissières et le Garde des Sceaux. Rejet. Vote sur l'ensemble de l'article 5 réservé. Article 6 : Amendement de MM. Henri Merlin et Penancier : MM. Henri Merlin, Morand, *rapporteur* ; le Garde des Sceaux, Vallier et Eugène Penancier. Rejet, au scrutin, de la première partie de l'amendement. Amendement de M. de Las Cases : MM. de Las Cases et Morand, *rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article 6. Amendement (disposition additionnelle) de M. le Lieutenant-Colonel Plichon : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et le Garde des Sceaux. Retrait. Article 7 : Amendement de M. Raphaël-Georges Lévy : MM. Raphaël-Georges Lévy, le Président de la Commission. Renvoi à la Commission du 1^o de l'article et de l'amendement. Adoption du 2^o. Amendement de M. Guillier au 3^o : MM. Guillier et Morand, *rapporteur*. Adoption. Adoption du 4^o. Vote sur l'ensemble de l'article 7 réservé [9 mars] (A. t. I, p. 278 ; J. O., p. 263). Suite de la discussion des articles : Article 8 : Amendement de MM. Bouveri, Fourment et Drivet : MM. Bouveri et Morand, *rapporteur*. Retrait. Adoption des trois premiers alinéas de l'article. Amendement de MM. Henri Merlin et Penancier. Retrait. Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Rejet. Amendement de M. Lémery non soutenu. Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut : MM. Maurice Sarraut, Morand, *rapporteur* ; Louis Serré, le Garde des Sceaux, Hervey, le Président de la Commission et Dominique Delahaye. Rejet. Adoption du texte de la Commission au 3^o. Amendement de MM. Milan et Machet : MM. Machet, Morand, *rapporteur*, et le Garde des Sceaux. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 8. Amendement (disposition additionnelle) de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Vieu, le Colonel Stuhl, le Garde des Sceaux, Guillier et Dominique Delahaye. Disjonction. Article 9 : MM. Massé, Morand, *rapporteur* ; le Garde des Sceaux. Adoption de la première partie du premier alinéa. Amende-

ment de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Morand, *rapporteur*. Retrait. Adoption de la suite du premier alinéa. Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut : MM. Serre, Morand, *rapporteur* ; Hervey, le Garde des Sceaux. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de MM. Fernand Merlin, Louis Soulié et plusieurs de leurs collègues : MM. Fernand Merlin, le Garde des Sceaux, Dominique Delahaye, Gourju et Grand. Rejet. Amendement de MM. Damecour, Dudouyt et Riotteau : MM. Damecour et le Président de la Commission. Rejet. Adoption du deuxième alinéa de l'article. Amendement de MM. le Général Hirschauer, le Colonel Stuhl et Gegauff : MM. le Général Hirschauer, Coignet, Morand, *rapporteur* ; Gourju, Vallier et René Besnard. Retrait. Amendement de MM. Vallier, Léon Perrier et plusieurs de leurs collègues. Adoption. Sur le dernier alinéa de l'article 9 : M. de Las Cases. Adoption. Amendement de M. Jean Cazelles (soumis à la prise en considération). Adoption. Amendement de M. Abel Lefèvre : MM. Hervey et le Président de la Commission. Rejet. Vote sur l'ensemble de l'article réservé [10 mars] (1^{re} séance) (A. t. I, p. 303 ; J.O., p. 285). Suite de la discussion des articles. Article 5 (précédemment réservé) : MM. Morand, *rapporteur* ; Maurice Sarraut, Louis Barthou, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption. Article 7 (précédemment réservé) ; M. Morand, *rapporteur*. Adoption. Article 9 : MM. Morand, *rapporteur* ; Gourju, Mauger et Le Barillier. Adoption. Article 10. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Vallier et Léon Perrier : MM. Vallier, le Président de la Commission. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 10. Amendement (article additionnel) de MM. Serre et Maurice Sarraut : MM. Serre, Morand, *rapporteur* ; Maurice Sarraut, Etienne Flandin, Brager de La Ville-Moysan, le Garde des Sceaux et le Président de la Commission. Retrait. Amendement de M. Etienne Flandin : MM. le Président de la Commission, Etienne Flandin, Mauger, Guillaume Poulle et Louis David. Adoption de l'amendement modifié (sous le n° 10 bis). Article 11 : MM. Morand, *rapporteur*, le Garde des Sceaux, Louis David, Lafferre, Gourju, Pérès et Coignet. Disjonction. Article 12 (ancien). Adoption du premier alinéa. Amendement (disposition additionnelle) de M. Duroux : M. Duroux. Adoption. Adoption des 2^e et 3^e alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Amendement de MM. Gustave Lhopiteau, François-Marsal et plusieurs de leurs collègues : MM. Pierre Codet, le Garde des Sceaux et Gustave Lhopiteau. Question préalable demandée : MM. Hervey et Gustave Lhopiteau. Rejet de la question préalable. Demande de disjonction :

MM. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Serre, Lemarié, Japy et Dominique Delahaye. Rejet de la disjonction. Sur l'amendement de MM. Gustave Lhopiteau, François-Marsal et plusieurs de leurs collègues : MM. Chagnaud, le *Ministre de l'Hygiène*, Japy, Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*; Baudoin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*, et Lemarié. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Lemarié : M. Lemarié. Adoption. Article 13 (ancien) : Amendement de MM. Henri Merlin et Penancier. Retrait. Amendement de MM. Mazurier, Foulhy, Enjolras et Maurin : MM. Foulhy, Morand, *rapporteur*. Retrait. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de M. Lancien : MM. Lancien, Morand, *rapporteur*, Adoption. Adoption des 2^e et 3^e alinéas. Amendement de MM. Mazurier, Foulhy, Enjolras et Maurin : MM. Foulhy et Morand, *rapporteur*. Retrait. Amendement de M. Paul Le Roux : MM. Paul Le Roux et Morand, *rapporteur*. Adoption. Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut : MM. Serre et Morand, *rapporteur*. Retrait. Adoption du quatrième alinéa. Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut : M. Morand, *rapporteur*. Adoption. Adoption du 5^e alinéa. Amendement de M. Etienne Flandin : MM. Etienne Flandin et Morand, *rapporteur*. Adoption (devenant le sixième alinéa). Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut. Adoption (devenant le 7^e alinéa). Adoption des 8^e, 9^e et 10^e alinéas. Amendement de M. Lafferre : M. Morand, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié (devenant le 9^e alinéa). Amendement de M. Etienne Flandin : MM. Etienne Flandin, le *Président de la Commission* et le *Garde des Sceaux*. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 13. Amendement de M. Schrameck : M. Morand, *rapporteur*. Adoption (devenant l'article 13 bis). Article 14. Adoption. Amendement de M. Lebert (art. 14 bis) non appuyé. Amendement de M. Abel Lefèvre (article additionnel) non appuyé. Amendement de MM. Vayssière, François-Saint-Maur, Duquaire et Flandin : MM. Vayssière, François-Saint-Maur, Morand, *rapporteur*; le *Garde des Sceaux* et Dominique Delahaye. Adoption (devenant l'article 14 bis). Sur l'ensemble : MM. Milliès-Lacroix, Serre, le *Garde des Sceaux* et Pasquet. Adoption de l'ensemble du projet de loi [10 mars] (2^e séance) (A. t. I, p. 324 ; J.O., p. 801). || Projet de loi, adopté par la *Chambre des Députés*, adopté avec modifications par le *Sénat*, modifié par la *Chambre des Députés*, portant fixation définitive de la législation sur les loyers, déposé par M. le *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Renvoi à la *Commission de législation civile et criminelle* [27 mars] (A. t. I, p. 509 ; J.O.,

p. 464; I. n° 234). M. Morand dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 509; J.O., p. 465; I. n° 239). Urgence précédemment déclarée. Article premier : Amendement de M. Jean Cazelles au quatrième alinéa : MM. Jean Cazelles, Morand, *rapporteur*; Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Amendement de MM. Serre et Maurice Sarraut au quatrième alinéa : MM. Louis Serre et le *Garde des Sceaux*. Retrait. Adoption de l'article premier. Article 2 : MM. Louis Pasquet et le *Garde des Sceaux*. Sur le deuxième alinéa (de la Chambre des Députés) : Amendement de M. Serre : MM. Louis Pasquet, Eugène Penancier, le *Garde des Sceaux*, Louis David, Brager de La Ville-Moysan, Louis Serre, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*; Hervey et Morand, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article 2. Article 3 : MM. François-Saint-Maur, Morand, *rapporteur*; Brager de La Ville-Moysan. Adoption. Article 4 : MM. Brager de La Ville-Moysan et Morand, *rapporteur*. Adoption. Articles 5 et 6 précédemment adoptés. Article 7. Adoption du premier alinéa. Amendement de M. le Colonel Stuhl au deuxième alinéa : MM. le Colonel Stuhl et Morand, *rapporteur*. Rejet. Adoption des deux derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 7. Article 8 : Amendement de M. Serre : MM. Louis Serre, Morand, *rapporteur*, et Maurice Sarraut. Retrait. Adoption de l'article 8. Article 9 : Amendement de M. Raphaël-Georges Lévy : MM. le *Garde des Sceaux* et Raphaël-Georges Lévy. Retrait. Adoption de l'article 9. Article 10 : Amendement de M. Lafferre : MM. Lafferre, le *Garde des Sceaux*, Eugène Penancier, Morand, *rapporteur*. Retrait. Amendement de M. Mauger : MM. Mauger et le *Président de la Commission*. Rejet. Adoption de l'article 10. Observation de M. Vallier. Articles 11 et 12. Adoption. Article 13 : Amendement de M. Gourju : MM. Gourju et Morand, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article 13. Article 14. Adoption. Article 15. Amendement de M. Louis David. Adoption. Amendement de MM. Lancien et Fernand Merlin : M. Lancien. Renvoyé à la Commission. Amendement de M. le Lieutenant-Colonel Plichon. Retrait. Articles 16 et 17 précédemment adoptés. Article 18 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Louis David au deuxième alinéa : MM. Morand, *rapporteur* et Louis David. Adoption du deuxième alinéa modifié. Adoption du troisième alinéa. Amendement de M. Roche au quatrième alinéa : MM. Eugène Penancier, Ernest Roche, le *Garde des Sceaux*, Louis David, Morand, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 18. Articles 19 et 20. Adoption. Article 21 précédemment adopté. Article 22. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Chabert, Perdrix et Reynaud : MM. Charles

Chabert et le Garde des Sceaux. Rejet. Article 15 et amendement de M. Lancien, précédemment réservés (nouvelle rédaction) : MM. Mauger et Lancien. Adoption. Article 23. Adoption. Article 24 précédemment adopté. Sur l'ensemble : MM. Jules Delahaye et Morand, *rapporteur*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 600 ; J.O., p. 541. || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation définitive de la législation sur les loyers, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (I. n° 261). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle. M. Morand dépose le rapport (I. n° 262). Observations de M. Morand, *rapporteur*, Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : M. Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Article premier précédemment adopté. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. Mauger et Morand, *rapporteur*. Adoption. Articles 4 à 9 précédemment adoptés. Article 10. Adoption. Articles 11 et 12 précédemment adoptés. Article 13 : MM. Louis Martin et Morand, *rapporteur*. Adoption. Article 14. Adoption. Article 15 : MM. Gourju et le Garde des Sceaux. Adoption. Articles 16 à 18 précédemment adoptés. Article 19. Adoption. Articles 20, 21 et 22 précédemment adoptés. Article 23 (nouveau). Adoption. Articles 24 et 25 précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 643 ; J.O., p. 573). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3542).

MAGISTRATS DE LA COUR DES COMPTES. — Voir Cour des Comptes.

MAIRES DES COMMUNES DE FRANCE. — Proposition de loi de M. Labrousse et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'accorder aux maires des communes de France et des colonies comptant seize années d'exercice et soixante ans d'âge une pension de retraite. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 juin] (A. t. I, p. 1074 ; J.O., p. 963 ; I. n° 439). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [20 octobre] (A. t. II, p. 80 ; J.O., p. 1234).

MAISONS A BON MARCHÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement des maisons à bon marché commencées avant le 1^{er} août 1914 (Voir Table de 1921, p. 333). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [23 mars] (A. t. I, p. 430 ;

J.O., p. 395; I. n° 207). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 avril] (A. t. I, p. 704; J.O., p. 627). Promulgation (J.O., 10 mai, p. 4806).

MAJORATIONS POUR ENFANTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à reviser le taux des majorations pour enfants, accordées aux veuves de guerre pensionnées, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 juin] (A. t. I, p. 938; J.O., p. 840; I. n° 366). M. le Colonel Stuhl, dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 4193; J.O., p. 1066; I. n° 487.) Déclaration de l'urgence. Adoption. [8 juillet] (A. t. I, p. 1293; J.O., p. 1153). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 7461).

MAJORATIONS DE TARIFS (Prorogation temporaire des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prorogation temporaire des majorations de tarifs applicables sur le réseau d'Alsace et Lorraine, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances (I. n° 628). Lecture de l'exposé des motifs. Observations de MM. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. Rapport de la Commission des finances, présenté par M. Jeanneney (I. n° 629). Observations de M. le Ministre des Travaux publics. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 octobre] (A. t. II, p. 86; J.O., p. 1285).

MAJORITÉ MATRIMONIALE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'âge de la majorité matrimoniale, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 107; I. n° 114). M. Catalogne dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 431; J.O., p. 396; I. n° 215). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 avril] (A. t. I, p. 705; J.O., p. 627). Promulgation (J.O., 6 mai, p. 4678).

MALO-LES-BAINS (Nord). — Voir Taxes de remplacement, 4.

MARCHANDISES (Origine des). — Proposition de loi de M. Farjon tendant à la répression des fausses indications d'origine des marchandises (Voir Table de 1921, p. 344). M. Roustan dépose le rapport [24 février] (A. t. I, p. 439; J.O., p. 143; I. n° 136). Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [24 mars] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 403).

MARCHANDISES (Transport de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 juillet 1921, étendant aux transports de marchandises, voitures, animaux et objets quelconques, effectués par chemin de fer entre toute gare des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, d'une part, et toute gare des autres départements français, d'autre part, les dispositions du Code de commerce français applicables au contrat de transport par terre (Voir Table de 1921, p. 261). M. Eccard dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 373 ; J.O., p. 341 ; I. n° 179).

MARIAGE. — Voir Code civil, 16.

MARIAGE DU ROI ALEXANDRE DE SERBIE. — Voir Crédits extraordinaires, 3.

MARINE

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abandon de la construction des cuirassés type *Normandie*, transformation du cuirassé *Béarn* et mise en chantier d'unités légères (Voir Table de 1921, p. 334). M. Henry Bérenger dépose un avis supplémentaire de la Commission des finances [19 janvier] (A. t. I, p. 14 ; J.O., p. 19 ; I. n° 9). Demande de retrait de l'ordre du jour : MM. Gaston Doumergue, *Président de la Commission de la marine* ; Henry Bérenger, *rapporteur* ; et Raiberti, *Ministre de la Marine*. Adoption [2 février] (A. t. I, p. 51 ; J.O., p. 61). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Lémery, *rapporteur de la Commission de la marine* ; Henry Bérenger, *rapporteur général*, James Hennessy, de Lavrignais et Babin-Chevaye [16 mars] (A. t. I, p. 376 ; J.O., p. 348). Suite de la discussion générale : MM. de Kerguézec, *Président de la Commission de la marine* ; Raiberti, *Ministre de la Marine* ; de Jouvenel, Lémery, *rapporteur de la Commission de la marine* ; Henry Bérenger, *rapporteur de la Commission des finances* ; Tissier, Dominique Delahaye et James Hennessy. Rejet, au scrutin, de la demande d'ajournement. Article premier. Amendement de M. Brard. Retrait. Article 2 : Adoption. Article 3 : Amendement de MM. Perreau, Coyard et Landrodie : MM. Perreau, Louis Martin. Article 3 (non maintenu). Sur l'ensemble : MM. le Ministre de la Marine et Gaudin de Villaine. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 mars] (A. t. I, p. 396 ; J.O., p. 366). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4270).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant

fixation des annuités à inscrire aux budgets de 1922 à 1925 pour l'exécution des constructions neuves du programme naval (Voir Table de 1921, p. 336). M. Henry Bérenger dépose le rapport [19 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 19; I. n° 8). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observation de M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 mars] (A. t. I, p. 411; J.O., p. 378). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4270).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'embarquement des officiers à bord des navires armés au cabotage (Voir Table de 1921, p. 336). M. Bergeon dépose un rapport supplémentaire [9 juin] (A. t. I, p. 938; J.O., p. 841; I. n° 368). Observation de M. Bergeon, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [29 juin] (A. t. I, p. 1081; J.O., p. 970).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation des dispositions de l'article premier de la loi du 1^{er} août 1920 modifiant les articles 34, 35, 36, 37 de la loi du 10 juin 1896 relative à l'organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [8 juillet] (A. t. I, p. 1289; J.O., p. 1150; I. n° 556). M. Vayssière dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi. [8 juillet] (A. t. I, p. 1318; J.O., 1173). Promulgation (J.O., 6 août, p. 8186).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les obligations militaires des élèves des écoles formant des officiers d'armée de mer, des élèves officiers de la marine marchande et des élèves libres de l'école d'application du génie maritime, déposé par M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de la Marine [16 novembre] (A. t. II, p. 162; J.O., p. 1353; I. n° 659). M. Brindeau dépose le rapport [16 novembre] (A. t. II, p. 178; J.O., p. 1366; I. n° 663). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 novembre] (A. t. II, p. 209; J.O., p. 1395). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 11662).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation des dispositions de l'article premier de la loi du 1^{er} août 1920, modifiant les articles 34, 35, 36 et 37 de la loi du 10 juin 1896, relative à l'organisation du corps des officiers de la marine et du corps des équipages de la flotte, déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la

Commission de la marine [26 décembre] (A. t. II, p. 401 ; J.O., p. 1569 ; I. n° 804). M. Brindeau dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. [28 décembre] (A. t. II, p. 432 ; J.O., p. 1597 ; I. n° 822). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre] (A. t. II, p. 443 ; J.O., p. 1608). Promulgation (J.O., 8 janvier 1923, p. 262).

MARINIERS VICTIMES DU CHOMAGE. — Voir Crédits extraordinaires, 1.

MAROC (Protectorat du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du Protectorat du Maroc pour l'exercice 1919, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. II, p. 21 ; J.O., p. 1224 ; I. n° 598). Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (exercice 1915) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat [9 novembre] (A. t. II, p. 137 ; J.O., 1330).

MATÉRIEL AÉRONAUTIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant extension de l'article 71 de la loi de finances du 27 février 1912 à tous les crédits de fabrication de matériel aéronautique du Département de la Guerre, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 avril] (A. t. I, p. 710 ; J.O., p. 632 ; I. n° 309). M. Albert Lebrun dépose et lit le rapport (I. n° 332). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Observation de M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 avril] (A. t. I, p. 818 ; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3918).

MATIÈRES ALIMENTAIRES (Analyse des). — Voir Conventions.

MÉDAILLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer une médaille spéciale en faveur des militaires et marins ayant pris part aux opérations exécutées en Syrie et en Cilicie, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission de la marine [30 mars] (A. t. I, p. 633 ;

J.O., p. 566 ; I. n° 255). M. Le Barillier dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1229 ; J.O., p. 1098 ; I. n° 506). M. Brindeau dépose l'avis de la Commission de la marine [6 juillet] (A. t. I, p. 1249 ; J.O., p. 1114 ; I. n° 516). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Le Barillier, *rapporteur* ; Victor Bérard, le Commandant Delalande, *commissaire du Gouvernement* ; Alfred Brard et Dominique Delahaye. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1322 ; J.O., p. 1176). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 7527).

MÉDAILLE DE LA « FIDÉLITÉ FRANÇAISE ». — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer une médaille dite de la « Fidélité française » pour les Alsaciens et Lorrains condamnés, au cours des quarante-huit dernières années, pour leur attachement à la France, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [14 février] (A. t. I, p. 74 ; J.O., p. 88 ; I. n° 76). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 978 ; J.O., p. 878 ; I. n° 382). M. le Général Hirschauer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [16 juin] (A. t. I, p. 978 ; J.O., p. 878 ; I. n° 383). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1040 ; J.O., p. 935). Promulgation (J.O., 6 juillet, p. 7030).

MÉDAILLE DE LA VICTOIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer une médaille commémorative interalliée de la guerre, dite « Médaille de la Victoire », déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [9 février] (A. t. I, p. 65 ; J.O., p. 74 ; I. n° 70). M. Cauvin dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 393 ; J.O., p. 361 ; I. n° 186). M. Albert Lebrun dépose l'avis de la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 685 ; J.O., p. 607). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Blaignan, Ernest Cauvin, *rapporteur* ; le Commandant Delalande, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 3 à 5. Adoption. Article 6 : MM. Gaston Carrière, Ernest Cauvin, *rapporteur* ; le Commandant Delalande, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 7 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl, le Commandant Dela-

lande, *commissaire du Gouvernement* ; le Général Hirschauer et Ernest Cauvin, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 7. Article 8. Adoption. Amendement (article additionnel) de MM. le Général Bourgeois, le Général Hirschauer, le Colonel Stuhl : MM. le Général Hirschauer, Scheurer, le Commandant Delalande, *commissaire du Gouvernement* ; Ernest Cauvin, *rapporteur*, et Gourju. Adoption (devenu l'article 8 bis). Article 9. Adoption. Article 10. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Ernest Cauvin, *rapporteur*. Disjonction. Article 11 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Ernest Cauvin, *rapporteur*, et le Commandant Delalande, *commissaire du Gouvernement*. Rejet. Adoption de l'article 11. Articles 12 à 15. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 724 ; J.O., p. 640). Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 7710).

MÉDECINE (Exercice de la). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 6 de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [14 février] (A. t. I, p. 76 ; J.O., p. 90 ; I. n° 80). M. Roche dépose le rapport [9 mars] (A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 162 ; I. n° 162). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 433 ; J.O., p. 397). Promulgation (J.O., 13 mai, p. 4918).

MÉDECINE, PHARMACIE ET ART DENTAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer la valeur des titres locaux pour l'exercice de la médecine, de la pharmacie et de l'art dentaire, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [26 mai] (A. t. I, p. 870 ; J.O., p. 781 ; I. n° 351).

MINES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à Commission nommée le 9 février 1922 chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux questions minières [29 mars] (A. t. I, p. 555 ; J.O., p. 504 ; I. n° 250). M. Cazals dépose le rapport

[30 juin] (A. t. I, p. 1133 ; J.O., p. 1013 ; I. n° 464). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1255 ; J.O., p. 1121). M. Léon Perrier dépose l'avis de la Commission des finances [28 novembre] A. t. II, p. 224 ; J.O., p. 1408 ; I. n° 707). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration d'urgence. Adoption des huit articles et de l'ensemble de la proposition de loi [7 décembre] (A. t. II, p. 277 ; J.O., p. 1458). Promulgation (J.O., 16 décembre, p. 12070).

MINISTÈRE DU 15 JANVIER 1922.

MM.

<i>Présidence du Conseil et Affaires étrangères.</i>	Raymond POINCARÉ, sénateur.
<i>Garde des Sceaux, Ministre de la Justice....</i>	Louis BARTHOU, député.
<i>Intérieur.....</i>	Maurice MAUNOURY, député
<i>Finances.....</i>	Charles DE LASTEYRIE, député.
<i>Guerre.....</i>	MAGINOT, député.
<i>Marine.....</i>	RAIBERTI, député.
<i>Instruction publique et Beaux-Arts.....</i>	LÉON BÉRARD, député.
<i>Travaux publics.....</i>	Yves LE TROCQUER, député.
<i>Commerce et Industrie.....</i>	Lucien DIOR, député.
<i>Agriculture.....</i>	Henry CHÉRON, sénateur.
<i>Travail.....</i>	ALBERT-PEYRONNET, sénateur.
<i>Régions libérées.....</i>	REIBEL, député.
<i>Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales.</i>	Paul STRAUSS, sénateur.
<i>Colonies.....</i>	Albert SARRAUT, député.

Sous-Secrétaires d'État.

MM.

<i>Présidence du Conseil.....</i>	Maurice COLRAT, député.
<i>Enseignement technique.....</i>	Gaston VIDAL, député.
<i>Postes, Télégraphes et Téléphones.....</i>	Paul LAFFONT, député.
<i>Ports, Marine marchande et Pêches.....</i>	RIO, député.
<i>Aéronautique et Transports aériens.....</i>	LAURENT-EYNAC, député.

Modifications :

M. Maurice COLRAT, député, est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, le 5 octobre 1922, en remplacement de M. Louis Barthou, sénateur, démissionnaire.

MINISTÈRE DES FINANCES (Réorganisation de l'Administration centrale du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation de l'Administration centrale du Ministère des Finances, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. II, p. 438 ; J.O., p. 1602 ; I. n° 832).

MISSERY (Côte-d'Or). — Voir Communes et cantons, 11.

MOFFANS (Haute-Saône). — Voir Communes et cantons, 12.

MONNIÈRES (Loire-Inférieure). — Voir Communes et cantons, 2.

MONTJOIRE (Haute-Marne). — Voir Communes et cantons, 3.

MONUMENT COMMÉMORATIF EN L'HONNEUR DES MORTS DE L'ARMÉE D'ORIENT. — Voir Crédits supplémentaires, § VIII, 1.

MONUMENT COMMÉMORATIF EN L'HONNEUR DES SOLDATS DE VERDUN. — Voir Crédits, 10.

MOTIONS.

1 — Communication relative au renouvellement de Commissions spéciales en 1922 [31 janvier] (A. t. I, p. 37 ; J.O., p. 49).

2 — Motion d'ordre relative au renouvellement des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement [21 mars] (A. t. I, p. 426 ; J.O., p. 390).

3 — Motion relative à la discussion concernant la Banque de Chine [31 décembre] (A. t. II, p. 569 ; J.O., p. 1710).

4 — Motion relative à la nomination du bureau de 1923. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 574 ; J.O., p. 1715).

MUSÉE DE LA GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'installation de la bibliothèque et du Musée de la Guerre dans le pavillon de la Reine, au château de Vincennes, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [26 mai] (A. t. I, p. 780 ; J.O., p. 781 ; I. n° 352). M. Chastenot dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1326 ; J.O., p. 1179 ; I. n° 558). M. Honorat dépose l'avis de la Commission de l'enseignement [5 décembre] (A. t. II, p. 273 ; J.O., p. 1453 ; I. n° 725). Article premier : Adoption.

Article 2 : M. Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement* ; Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption. Article 3. Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [22 décembre] (A. t. II, p. 357 ; J.O., p. 1532). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12420).

MUSÉE DU LOUVRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange entre le musée du Louvre et la Commission italienne d'archéologie sacrée. M. Humblot dépose le rapport [1^{er} juin] (A. t. I, p. 882 ; J.O., p. 792 ; I. n° 358). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 1014 ; J.O., p. 913). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 6814).

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant un droit d'entrée pour la visite des galeries, ménageries, collections du Muséum d'histoire naturelle et assujettissant au paiement d'une taxe spéciale la délivrance des permis de peindre, dessiner, photographier et cinématographier dans cet établissement, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [3 mars] (A. t. I, p. 230 ; J.O., p. 222 ; I. n° 153). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 634 ; J.O., p. 567 ; I. n° 257). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'enseignement [31 mars] (A. t. I, p. 654 ; J.O., p. 582). M. Goy dépose l'avis de la Commission de l'enseignement [23 juin] (A. t. I, p. 1041 ; J.O., p. 936 ; I. n° 424). Adoption [19 octobre] (A. t. II, p. 21 ; J.O., p. 1223). Promulgation (J.O., 1^{er} novembre, p. 10694).

MUTILÉS DE GUERRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de guerre (Voir Table de 1921, p. 341). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Maurice Sarraut, *rapporteur*. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Bouveri : MM. Bouveri, Guillaume Poulle, Maurice Sarraut, *rapporteur* ; Maginot, *Ministre de la Guerre*. Retrait. Sur une demande de retrait d'urgence : MM. Touron, Maurice Sarraut, *rapporteur* ; Dominique Delahaye, le Ministre de la Guerre et Jules Delahaye. Adoption de l'article 2. Articles 3 et 5. Adoption. Article 6 : MM. Dominique Delahaye, Maurice Sarraut, *rapporteur* ; Coignet, Touron, Mauger et Bouveri. Adoption. Articles 7 à 12. Adoption.

Article 13 : MM. Albert Peyronnet, *Ministre du Travail* et Maurice Sarraut, *rapporteur*. Adoption. Articles 14 à 17. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Touron et Dominique Delahaye. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [4 juillet] (A. t. I, p. 1209 ; J.O., p. 1079).

NATALITÉ. — Proposition de loi de M. Pol-Chevalier tendant à relever la natalité et à éviter le morcellement des biens par une réforme du régime successoral. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 novembre] (A. t. II, p. 160 ; J.O., p. 1350 ; I. n° 657).

NATIONALITÉ. — 1^{re} délibération sur : 1° le projet de loi, portant modification ou abrogation de certaines dispositions du Code civil relatives à la nationalité : paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 8 ; articles 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 ; 2° le projet de loi portant modifications des articles 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil, relatifs à la nationalité ; 3° de la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier les articles 19 et 75 du Code civil ; 4° la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier l'article 19 du Code civil et à faciliter à la femme française veuve, divorcée ou séparée de corps, et qui a perdu sa nationalité par suite de son mariage avec un étranger, sa réintégration dans sa qualité de Française (Voir Code civil). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Gustave Lhopiteau, *rapporteur*. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Goy, Gustave Lhopiteau, *rapporteur*, et de Monzie. Adoption de l'article 2 modifié. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [21 mars] (A. t. I, p. 423 ; J.O., p. 387).

Voir Code civil, 1, 2, 4, 17.

NAVIGATION AÉRIENNE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la navigation aérienne (Voir Table de 1921, p. 341). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [16 février] (A. t. I, p. 85 ; J.O., p. 97).

NAVIRES DE COMMERCE. — Voir Embarquement clandestin.

NOTAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 août 1920 relatif à l'introduction dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, des lois et règlements français sur la vérification de la comptabilité

des notaires (Voir Table de 1921, p. 342). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 19 ; J.O., p. 27). Promulgation (J.O., 8 février, p. 1554).

NOTARIAT. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés ayant pour but de modifier l'article 13 de la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat, et d'autoriser l'impression et la dactylographie des actes notariés, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [5 décembre] (A. t. II, p. 000 ; J.O. 1433 ; I. n° 718).

OBJETS D'ART (Ventes publiques d'). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les dispositions de la loi du 20 mai 1920 établissant un droit au profit des artistes sur les ventes publiques d'objets d'art, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'enseignement [27 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 34 ; I. n° 24). M. Humblot dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 994 ; J.O., p. 897 ; I. n° 393). Adoption. [19 octobre] (A. t. II, p. 20 ; J.O., p. 1223).

ŒUVRES DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, abrogeant la loi du 30 mai 1916 et transformant le régime des œuvres de guerre, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [19 décembre] (A. t. II, p. 291 ; J.O., p. 1473 ; I. n° 766).

ŒUVRES SOCIALES. — Voir Décorations, 7.

OFFICE NATIONAL D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS. — Voir Education physique.

OFFICE NATIONAL DES PUPILLES DE LA NATION. — Résultat du scrutin pour la nomination de trois membres du Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la Nation : MM. de Las Cases, Quesnel et Codet, élus [14 février] (A. t. I, p. 80 ; J.O., p. 93).

OFFICE NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'un Office national des recherches scientifiques, industrielles et

agricoles et des inventions (Voir Table de 1921, p. 344). M. René Besnard dépose l'avis de la Commission des finances [9 février] (A. t. I, p. 65 ; J.O., p. 74 ; I. n° 71). M. Clémentel dépose un rapport supplémentaire [4 juillet] (A. t. I, p. 1193 ; J.O., p. 1066 ; I. n° 491). Demande d'ajournement : MM. Clémentel, *rapporteur* ; Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* ; Pottevin et Millières-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1272 ; J.O., p. 1136). Déclaration de l'urgence. Adoption des 7 articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [8 juillet] A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1174). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12462).

OFFICIERS. — Voir Armée, § II, 7. Voir aussi Marine, 4, 5, 6.

OPÉRATIONS POURSUIVIES SUR LE BUDGET DE L'ÉTAT. — Voir Clôture des opérations poursuivies sur le budget de l'Etat.

OPÉRATIONS DE SÉQUESTRE. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 août 1921, relatif au rattachement au Ministère du Travail des opérations de séquestre et de liquidation des sociétés d'assurances allemandes, autrichiennes et hongroises en Alsace et en Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [2 février] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 60 ; I. n° 48). M. Gasser dépose le rapport [21 mars] (A. t. I, p. 426 ; J.O., p. 389 ; I. n° 199). M. Helmer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [7 avril] (A. t. I, p. 738 ; J.O., p. 656 ; I. n° 316). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juin] (A. t. I, p. 886 ; J.O., p. 798). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 7006).

OPPOSITIONS AUX MAINS DES COMPTABLES (Réduction des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réduire à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics (Voir Table 1912-1914, p. 600). M. Catalogne dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 84 ; J.O., p. 96 ; I. n° 95). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 421 ; J.O., p. 386). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 4137).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation judiciaire dans les départ-

tements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, (Voir Table de 1921, p. 344). M. Helmer dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1214; I. n° 594). M. Helmer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [19 octobre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1214; I. n° 595).

ORGANISATION MUNICIPALE.

1 — Proposition de loi tendant à modifier les articles 73 et 77 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, déposée par M. Chapsal. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [2 février] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 60; I. n° 52). M. Laboulbène dépose le rapport [7 avril] (A. t. I, p. 738; J.O. p. 656; I. n° 317). M. Laboulbène dépose un rapport supplémentaire [30 novembre] (A. t. II, p. 228; J.O. p. 1413; I. n° 711). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Chapsal, Gourju, Alfred Brard et Laboulbène, *rapporteur*. Articles premier et 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 décembre] (A. t. II, p. 435; J.O., p. 1599).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 143 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 juin] (A. t. I, p. 1047; J.O., p. 942; I. n° 434). M. Laboulbène dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1121; I. n° 527). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1312). Promulgation (J.O., 17 novembre, p. 11070).

OS DE BÉTAIL BRUTS. — Voir Douanes, 6.

OSMOY (Cher). — Voir Communes et cantons, 1.

OUVRIERS MINEURS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 15 mars 1920 déterminant les conditions d'application de la législation sur les assurances sociales aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs en Alsace et Lorraine. Renvoi, pour avis, à la Commission relative aux questions minières [16 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 97).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 16 de la loi du 29 juin 1884 relative aux socié-

tés de secours des ouvriers mineurs, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1311; I. n° 644). M. Daraignez dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 291; J.O., p. 1473; I. n° 764). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 443; J.O., p. 1608).

PAIN (Alimentation nationale en). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'imputer au compte de services spéciaux du Trésor, institué par la loi du 9 août 1920, les dépenses à engager pendant les mois de novembre et de décembre 1921 pour la liquidation des opérations se rattachant à l'alimentation nationale en pain pendant la campagne 1920-1921, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 janvier] (A. t. I, p. 21; J.O., p. 28; I. n° 16).

PAPIERS DE COMMERCE. — Voir Registre du commerce.

PARTAGE. — Voir Code civil, 18

PARTS DE FONDATEURS, — Proposition de loi de M. Guillaume Chastenot sur les obligations émises par les sociétés et sur les parts de fondateur (Voir Table de 1912-1914, p. 673). M. Coignet dépose le rapport [6 juillet] A. t. I, p. 1249; J.O., p. 1114; I. n° 515).

PASTEUR (Centenaire de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la participation de l'Etat à la commémoration, à Strasbourg, du centenaire de Pasteur, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [22 juin] (A. t. I, p. 995; J.O., p. 898; I. n° 397). M. René Besnard dépose et lit le rapport. Rapport de la Commission de l'enseignement par M. Victor Bérard, *Président de la Commission*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée : MM. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Pottevin, Méline et Hugues Le Roux. Articles premier et 2. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Honnorat et Pierre Codet. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de la loi [8 juillet]

(A. t. I, p. 1293; J.O., p. 1153). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 7662).

PENSIONS.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder le bénéfice des pensions de la loi du 31 mars 1919 aux anciens militaires et marins réformés antérieurement au 2 août 1914 pour blessures ou infirmités, et à leurs enfants, veuves ou ascendants (Voir Table de 1921, p. 346). M. Mauger dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 579; I. n° 264). M. le Colonel Stuhl dépose l'avis de la Commission des finances [4 juillet] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1066; I. n° 488). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. Louis Martin, le Colonel Stuhl. *rapporteur de la Commission des finances*; Mauger. Adoption. Articles 2 à 4. Adeption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1289; J.O., p. 1150). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 7566).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant abrogation du troisième paragraphe de l'article 22 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J.O., p. 1098; I. n° 510).

Voir Loi du 31 mars 1919.

PENSIONS (Titulaires de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du décret du 18 octobre 1920, portant attribution de majorations et d'allocations aux titulaires de pensions inscrites au budget d'Alsace et Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [7 novembre] (A. t. II, p. 111; J.O., p. 1307; I. n° 638).

PENSIONS CIVILES. — Voir Crédits supplémentaires, § X, 4.

PENSIONS D'INVALIDITÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1920, introduisant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les lois et règlements français sur les pensions d'invali-

dité, les secours, pécules et indemnités attribués aux personnes ayant servi dans l'armée française (Voir Table de 1921, p. 346). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 91; J.O., p. 101; I. n° 102). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 420; J.O., p. 385). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3495).

PERMISSIONS DE VOIRIE. — Voir Voirie.

PERSONNEL ENSEIGNANT ET SURVEILLANT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PUBLIC. — Proposition de loi relative au déplacement d'office du personnel enseignant et surveillant de l'enseignement secondaire public (Voir Table de 1921, p. 346). M. Cuminat dépose le rapport [16 novembre] (A. t. II, p. 162; J.O., p. 1354; I. n° 660). Ajournement de la discussion [14 décembre] (A. t. II, p. 285; J.O., p. 1466).

PERSONNEL DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE PRÉFECTURE. — Voir Secrétaires généraux de préfecture.

PÉTITIONS

Pétitions insérées aux annales (Sur lesquelles les résolutions sont devenues définitives aux termes de l'article 100 du règlement) [23 mai] (A. t. I, p. 854; J.O., p. 768) [26 octobre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1278) [29 décembre] (A. t. II, p. 455; J.O., p. 1619).

PETITS RETRAITÉS DE L'ÉTAT (Indemnité de cherté de vie aux). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1921 et concernant l'attribution d'une indemnité temporaire de cherté de vie aux petits retraités de l'Etat (Voir Table de 1921, p. 270). M. Henry Bérenger dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 121). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Henry Bérenger, rapporteur général. Discussion des articles. Article premier : Contre-projet de MM. Louis Martin, Mauger, Gaudin de Villaine, Louis Soulié, Emile Sari, Fourment et Duroux : MM. Louis Martin, Mauger et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, du texte de la Commission. Article premier (texte de la Chambre des Députés) : MM. le Rapporteur général, Louis Martin, Mauger, François Albert et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article modifié. Article 2 : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 3 : M. Millès-

Lacroix, Président de la Commission. Article non maintenu. Sur l'ensemble: MM. Mauger, Charles Chabert, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [14 mars] (A. t. I, p. 354; J. O., p. 326). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, concernant l'attribution d'une indemnité temporaire de cherté de vie aux petits retraités et pensionnés de l'Etat, déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*, et M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 694; J. O., p. 615; I. n° 289). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 307). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale: MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 702; J. O., p. 625). Promulgation (J. O., 21 avril, p. 4118).

PHARMACIE (Officines de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant au 1^{er} novembre 1925 le délai de vente accordé aux héritiers d'officines de pharmacie bénéficiaires de la loi du 9 février 1916, lorsque ces héritiers sont étudiants en pharmacie ou mariés à des étudiants en pharmacie, déposé par M. le *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales* et M. le *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [23 février] (A. t. I, p. 95; J. O., p. 107; I. n° 110). M. Duquaire dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 654; J. O., p. 582; I. n° 272). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mai] (A. t. I, p. 861; J. O., p. 773). Promulgation (J. O., 2 juillet, p. 6918).

PLOMBS NON ARGENTIFÈRES. — Voir Douanes, 14.

POLICE (Brigade spéciale de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant subvention au département de Seine-et-Oise pour la création et le fonctionnement d'une brigade spéciale de police, déposé par M. le *Ministre des Finances* et M. le *Ministre de l'Intérieur*. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [27 janvier] (A. t. I, p. 24; J. O., p. 34; I. n° 19). M. Laboulbène dépose le rapport [1^{er} mars] (A. t. I, p. 188; J. O., p. 186; I. n° 145). M. Schrameck dépose l'avis de la Commission des finances [21 octobre] (A. t. II, p. 44; J. O., p. 1245; I. n° 615).

PORTEURS FRANÇAIS DE FONDS RUSSES. — Voir Résolution, 5, 7.

POURSUITES. — Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. Renvoi aux bureaux [26 mai] (A. t. I, p. 858; J. O., p. 772; I. n° 347). Commission : 1^{er} bureau, M. Duplantier; 2^e bureau, M. Héry; 3^e bureau, M. Duquaire; 4^e bureau, M. Morand; 5^e bureau, M. Guillaume Poulle; 6^e bureau, M. Hervey; 7^e bureau, M. Gaudin de Villaine; 8^e bureau, M. André Lebert; 9^e bureau, M. Jules Delahaye [10 juin] (J. O., p. 6038; F. 46). Président : M. Hervey; Secrétaire : M. René Héry; Rapporteur : M. Guillaume Poulle [14 juin] (J. O., p. 6190; F. 47). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1018; J. O., p. 917; I. n° 414). Discussion : MM. Perchot, Gourju, Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Dominique Delahaye et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption des conclusions de la Commission [6 juillet] (A. t. I, p. 1230 J. O., p. 1099).

PRATS-DE-MOLLO (Ville de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la cession à la ville de Prats-de-Mollo d'une partie des terrains et bâtiments de la fortification de la place, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'armée [21 novembre] (A. t. II, p. 181; J. O., p. 1370; I. n° 676).

PRESCRIPTION (Délai de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de prescription prévu par la loi du 16 juillet 1921 et à étendre le bénéfice de cette loi (Voir Table de 1921, p. 348). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 80; J. O., p. 93; I. n° 88). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 février] (A. t. I, p. 142; J. O., p. 146). Promulgation (J. O., 12 mars, p. 2838).

PRISES MARITIMES. — Proposition de loi de M. de Kerguézec ayant pour objet de modifier les articles 2 et 3 de la loi du 15 mars 1916 déterminant le mode d'attribution des prises maritimes (Voir Table de 1921, p. 348). M. Perreau dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 348; J. O., p. 320; I. n° 176). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 433; J. O., p. 397). Promulgation (J. O., 29 juin, p. 6774).

PRIVAS (Ville de). — Voir Taxes de remplacement, 10.

PRODUITS CUPRIQUES ANTICRYPTOGAMIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 4 août 1903, réglementant le commerce des produits cupriques anticryptogamiques, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [2 février (A. t. I, p. 52; J.O., p. 62; I, n° 54)]. M. Courrégelongue dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 412; J.O., p. 379; I. n° 192). Déclaration de l'urgence. Observation de M. le Général Taufflieb. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 729; J.O., p. 647). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4271).

PROGRAMME NAVAL. — Voir Marine, 2. Voir aussi Crédits supplémentaires, § VII, 1.

PROPOSITIONS DE LOI D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assimiler aux projets de loi d'initiative gouvernementale toute proposition de loi d'initiative parlementaire de la Chambre des Députés, lorsqu'elle a été votée par elle et transmise au Sénat pour en délibérer à son tour). M. Vallier dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 226; I. n° 158). Déclaration de l'urgence. Observation de M. Vallier, *rapporteur*. Rejet du passage à la discussion des articles [21 mars] (A. t. I, p. 421; J.O., p. 385).

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE, LITTÉRAIRE, INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 février 1920 relative à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des lois françaises sur la propriété artistique, littéraire, industrielle et commerciale (Voir Table de 1918-1920, p. 807). M. Eccard dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 1009; J.O., p. 908; I. n° 410). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1169). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 7662).

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ALGÉRIE. — Voir Algérie, § III, 2.

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Proposition de loi de M. Jénouvrier, relative à la forme des contrats translatifs ou déclaratifs de propriété immobilière. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1468; I. n° 737).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Voir Conventions, 12.

PUPILLES DE LA NATION. — Projet de loi modifiant diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1917, instituant des pupilles de la Nation (Voir Tables de 1915-1917, p. 528; 1918-1920, p. 814; 1921, p. 351). Promulgation (J.O., 27 octobre, p. 10582).

QUALITÉ DE FRANÇAIS (Déchéance de la). — Projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français (Voir Table de 1921, p. 352). M. Eccard dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1458; I. n° 734).

QUEND (Somme). — Voir Communes et cantons, 13.

RAISINS ET MOUTS DE VENDANGE, LES MISTELLES ET LES VINS. — Voir Douanes, 8.

RÉCÉPISSÉS DES DÉPÔTS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récépissés des dépôts successifs dans les établissements de crédit des titres appartenant aux sociétés d'épargne (art. 28 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1922). M. Henry Bérenger dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 67).

RECEVEURS SPÉCIAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nomination de receveurs spéciaux par les communes (art. 36, disjoint du projet de loi portant : I. Au titre du budget ordinaire et du budget extraordinaire : 1° régularisation de crédits ouverts par décret sur l'exercice 1920; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1920; 3° ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1920. II. Au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix : 1° ouverture de crédits sur l'exercice 1920; 2° ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1921. M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 77; J.O., p. 90; I. n° 87). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 361; J.O., p. 332).

RECRUTEMENT. — Voir Armée, § I, 1, 2.

RÉFORME MONÉTAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réforme monétaire en Alsace et Lorraine (Voir Table de 1921, p. 353). M. Henry Bérenger dépose le rapport [6 avril] (A. t. I, p. 702; J.O., p. 625; I. n° 306). M. Hervey dépose l'avis

de la Commission d'Alsace et Lorraine [6 avril] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 632; I. n° 311). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenfier, *rapporteur général*; Hervey, *rapporteur de la Commission d'Alsace et Lorraine*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption successive des vingt et un articles. Sur l'ensemble : MM. le Général Bourgeois, Bompard, le Général Hirschauer, Helmer, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; le Colonel Stuhl, Eccard. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 juin] (A. t. I, p. 945; J.O., p. 849). Promulgation, J.O., 24 juin, p. 6614).

Voir Crédits, 12.

RÉGIME DOMANIAL FRANÇAIS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 décembre 1921 relatif à l'introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle du régime domanial français à l'exclusion du régime domanial forestier, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920 chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [14 novembre] (A. t. II, p. 142; J.O., p. 1336; I. n° 655).

REGISTRE DU COMMERCE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc., des commerçants l'indication de l'immatriculation au registre du commerce (Voir Table de 1921, p. 345). Observation de M. Dominique Delahaye. Ajournement de la discussion [14 février] (A. t. I, p. 80; J.O., p. 92). Ajournement de la discussion [16 février] (A. t. I, p. 90; J.O., p. 101). M. Roustan dépose un 2^e rapport supplémentaire [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 127). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye et Roustan. Article premier : MM. Charpentier et Roustan, *rapporteur*. Article 2 : MM. Charpentier et Roustan, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Articles 3 à 10. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 730; J.O., p. 647).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de dispenser de l'immatriculation au registre du commerce, institué par la loi du 18 mars 1919, les caisses de crédit agricole mu-

tuel, constituées suivant la loi du 5 août 1920, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [23 février] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 107; I. n° 112). M. Roustan dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 431; J.O., p. 396; I. n° 214). Déclaration de l'urgence. Observation de MM. Dominique Delahaye et Roustan, *rapporteur*. Article unique : MM. François-Saint-Maur et Roustan, *rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [31 mars] (A. t. I, p. 655; J.O., p. 583). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4271).

3 — Proposition de loi de M. Roustan ayant pour but de dispenser de l'immatriculation au registre du commerce, constitué par la loi du 18 mars 1919, les sociétés coopératives agricoles visées à l'article 7 et à l'article 22 de la loi du 5 avril 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [24 mars] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 403; I. n° 223).

RÈGLEMENT DU SÉNAT. — Voir Résolution, 1, 2.

RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL. — Proposition de loi, précédemment adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 2 juillet 1919 instituant le régime transactionnel, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [17 mars] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 365; I. n° 187). M. Henri Roy dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 431; J.O., p. 396; I. n° 208). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 567). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 4486).

RENAN (Centenaire de la naissance de). — Voir Résolution, 8.

RENTES DU CODE D'ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 décembre 1921, rétablissant les rentes du Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, suspendues durant la guerre au préjudice d'ayants droit français ou alsaciens-lorrains réintégrés dans la nationalité française, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 juin] (A. t. I, p. 995; J.O., p. 898; I. n° 399).

REPOS HEBDOMADAIRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer le repos hebdomadaire aux

clercs des études dans les offices ministériels, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [7 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1457; I. n° 732). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [27 décembre] (A. t. II, p. 403; J.O., p. 1573).

RÉSIDENTS SUPÉRIEURS EN INDO-CHINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la situation au point de vue de la retraite, des résidents supérieurs en Indo-Chine qui, au moment de leur nomination à ce grade, étaient assujettis au régime de la caisse locale de retraites de cette possession, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [26 mai] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 772; I. n° 346).

RÉSOLUTION (PROJETS ET PROPOSITIONS DE)

1 — Proposition de résolution de M. Henry Bérenger et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 19 du Règlement du Sénat. Renvoi aux Bureaux [19 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 19; I. n° 6). Commission : 1^{er} bureau, M. Roustan; 2^e bureau, M. Henry Bérenger; 3^e bureau, M. Duquaire; 4^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 5^e bureau, M. Lancien; 6^e bureau, M. Richard; 7^e bureau, M. Penancier; 8^e bureau, M. Limouzain-Laplanche; 9^e bureau, M. Busson-Billault [10 février] (J.O., p. 1696; F. 9). Président, M. Boivin-Champeaux; Vice-Président et Secrétaire, M. Penancier [15 février] (J.O., p. 1973; F. 10).

2 — Proposition de résolution de M. Gaudin de Villaine tendant à modifier le huitième alinéa de l'article 19 du Règlement du Sénat. Renvoi aux bureaux [24 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 26; I. n° 17).

Voir Résolution de M. Henry Bérenger tendant à modifier l'article 19 du Règlement du Sénat.

3 — Proposition de résolution de MM. Etienne Flandin, le Général Bourgeois et Hervev, tendant à transférer à la Commission « chargée en 1922 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie » les attributions conférées par la résolution du 10 juillet 1914, à la Commission qui a été nommée le 26 novembre 1915. Renvoi à la Commission, nommée le 9 février, pour l'examen de deux propositions tendant à modifier le Règlement du Sénat [16 février] (A. t. I,

p. 85; J.O., p. 96; I. n° 101). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 669; J.O., p. 595; I. n° 277).

4 — Proposition de résolution de M. Gustave Lhopiteau relative au renouvellement des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [21 mars] (A. t. I, p. 418; J.O., p. 383; I. n° 197). M. Louis Soulié dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 430; J.O., p. 395; I. n° 206). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Louis Soulié, *rapporteur*; Gourju, Léon Perrier, Lhopiteau, Penancier, Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur*, Monsservin et Millières-Lacroix. Article unique. Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier et le Ministre de l'Intérieur. Retrait. Scrutin sur l'article unique. Pointage. Rejet [30 mars] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 558).

5 — Proposition de résolution de M. Gaudin de Villaine en faveur des porteurs français de fonds russes. Renvoi à la Commission des finances [20 octobre] (A. t. II, p. 30; J.O., p. 1234; I. n° 610).

6 — Rapport fait au nom de la Commission de comptabilité sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1921; 2° le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'exercice 1921; 3° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1923; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'exercice 1923, déposé par M. Guillaume Poulle [21 novembre] (A. t. II, p. 198; J.O., 1384; I. n° 681). Amendement de M. Guillaume Poulle (article nouveau à la résolution créant une caisse des pensions de retraite pour les anciens sénateurs); MM. Guillaume Poulle et Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. [22 décembre] (A. t. II, p. 359; J.O., p. 1534).

7 — Proposition de résolution de M. Gaudin de Villaine, relative aux porteurs français de fonds russes. Renvoi à la Commission des finances. Demande de l'urgence : MM. Gaudin de Villaine et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Vote de l'urgence [23 novembre] (A. t. II, p. 213; J.O., p. 1390, 1398; I. n° 691).

8 — Proposition de résolution de M. Victor Bérard et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à célébrer, le 23 février 1923, le centenaire de la naissance d'Ernest Renan. Renvoi à la Commission de l'enseignement. Déclaration de l'urgence. Vote de la discussion

immédiate. Observations de MM. Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement*; Dominique Delahaye et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique*. Adoption. [19 décembre] (A. t. II, p. 319; J.O., p. 1474, 1496).

9 — Proposition de résolution de M. Mazurier et un grand nombre de ses collègues, relative aux rémunérations dues par les communes, les hospices et les bureaux de bienfaisance aux receveurs municipaux et aux percepteurs faisant fonction de receveurs municipaux. Renvoi à la Commission des finances [19 décembre] (A. t. II, p. 317; J.O., p. 1495; I. n° 772). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 décembre] (A. t. II, p. 404; J.O., p. 1573).

RETRAITES DES AGENTS DES CHEMINS DE FER. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux retraites des agents des chemins de fer d'intérêt général et des tramways (Voir Table de 1921, p. 361). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [9 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 67; I. n° 64). M. Mollard dépose un troisième rapport supplémentaire [31 mars] (A. t. I, p. 669; J.O., p. 595; I. n° 278). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Mollard, *rapporteur de la Commission des chemins de fer*. Avis de la Commission des finances par M. Jeanneney. Discussion générale : M. Gustave Lhopiteau, *Président de la Commission des chemins de fer*; Lucien Dior, *Ministre du Commerce, Ministre des Travaux publics par intérim*; André Lebert, Gourju et d'Estournelles de Constant. Articles premier à 6. Adoption. Article 7. Amendement de M. André Lebert : MM. André Lebert, Gustave Lhopiteau, *Président de la Commission*. Rejet de la prise en considération. Sur l'article : M. Dominique Delahaye. Adoption de l'article 7. Articles 8 à 25. Adoption. Sur l'ensemble : M. Pajot. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 632). || Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [29 juin] (A. t. I, p. 1103; J.O., p. 988; I. n° 447). M. Mollard dépose le rapport

[6 juillet] (A. t. I, p. 1229; J.O., p. 1098; I. n° 507). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1249; J.O., p. 1114; I. n° 523). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1166). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 7746).

RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES.—Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi des retraites ouvrières et paysannes, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [24 janvier] (A. t. I, p. 21; J.O., p. 28; I. n° 15). M. Mauger dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 393; J.O., p. 361; I. n° 184). Renvoi pour avis à la Commission des finances [23 mars] (A. t. I, p. 430; J.O., p. 395). M. Pasquet dépose l'avis de la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 567; I. n° 260). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 avril] (A. t. I, p. 740; J.O., p. 657). Promulgation (J.O., 26 avril, p. 4319).

RÉUNION (La) (Traitement du personnel du chemin de fer et du port de). — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 1.

RHUMS ET TAFIAS. — Proposition de loi de MM. Henry Bérenger et Lémery tendant à réprimer les fraudes et falsifications sur les rhums et tafias (Voir Table de 1921, p. 362). M. Lebert dépose le rapport [12 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 10; I. n° 4). M. Roustan dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [2 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 62; I. n° 54). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Roustan, *rapporteur de la Commission du commerce* et Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*. Adoption des quatre articles et de l'ensemble de la proposition de loi [21 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 386).

RISQUES LOCATIFS EN MATIÈRE D'INCENDIE. — Voir Code civil, 7.

RIZ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à conférer aux gouverneurs des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le pouvoir de taxer le riz, déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des douanes

et des conventions commerciales [26 octobre] (A. t. II, p. 60; J.O., p. 1262; I. n° 619). M. Auber dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 291; J.O., p. 1473; I. 762).

ROCHELLE-PALLICE (Port de la). — Projet de loi ayant pour objet l'adoption d'un nouveau programme d'amélioration et d'extension du port de la Rochelle-Pallice, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 511; J.O., p. 1664; I. 855).

ROCROI (Ville de) (Fortifications). — Voir Armée, § II, 10.

ROUTES A GRAND TRAFIC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de routes à grand trafic, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J.O., p. 1465; I. n° 745).

SAINT-CHAMOND (Loire). — Voir Taxes de remplacement, 5.

SAINT-PIERRE (Commune de). — Voir Colonies, 4.

SAINT-QUENTIN (Aisne). — Voir Taxes de remplacement, 7.

SAISIES-EXÉCUTION. — Voir Code de procédure civile.

SANATORIUMS PUBLICS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 juin 1920, portant application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des dispositions de la loi du 7 septembre 1919, relative aux subventions de l'Etat à des sanatoriums publics (Voir Table de 1921, p. 363), M. Fernand Merlin dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 654; J.O., p. 582; I. n° 273). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [13 juin] (A. t. I, p. 956; J.O., p. 859). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 991; J.O., p. 893). Promulgation (J.O., 17 août, p. 8578).

SCOLARITÉ OBLIGATOIRE. — Voir Fréquentation scolaire.

SCRUTIN DANS LES ÉLECTIONS (Durée du). — Proposition de loi de M. Catalogne ayant pour objet d'unifier la durée du scrutin dans les élections des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [7 décembre] (A. t. II, p. 282; J.O., p. 1461; I. n° 738).

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE PRÉFECTURE. — Proposition de loi de M. Pierre Marraud, relative aux conditions de nomination et d'avancement dans l'administration préfectorale (personnel des secrétaires généraux de préfecture et des sous-préfets). Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 octobre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1287; I. n° 630).

SECRET DES LETTRES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur le secret des lettres (Voir Table de 1896, p. 268.) M. Catalogne dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 96; I. n° 94). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juin] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 798). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 6334).

SECRET PROFESSIONNEL. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à dégager du secret professionnel dans certains cas déterminés les fonctionnaires des administrations publiques, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [30 juin] (A. t. I, p. 1177; J.O., p. 1049; I. n° 478).

SÉPULTURE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les lieux de sépulture à établir pour les militaires des armées allemandes décédés en France pendant la durée de la guerre (Voir Table de 1921, p. 364). M. Henri Merlin dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 978; J.O., p. 878; I. n° 384). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 1013; J.O., p. 912). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6862).

SÉQUESTRE (Opérations de). — Voir Opérations de séquestre.

SERBES (Education des). — Voir Conventions, 1, 2.

SERMENT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 avril 1920, relatif à l'introduction en Alsace-Lorraine des lois et règlements français concernant le

serment des magistrats, des fonctionnaires et officiers ministériels (Voir Table de 1921, p. 365). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 27. Promulgation (J.O., 8 février, p. 1554).

SERVICE MARITIME POSTAL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'exploitation du service maritime postal entre Bordeaux et la Côte occidentale d'Afrique, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [8 juillet] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1150; I. n° 551).

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en session extraordinaire [12 octobre] (A. t. II, p. 2; J.O., p. 1197). M. Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire [31 décembre] (A. t. II, p. 575; J.O., p. 1715).

SESSION ORDINAIRE. — M. Gustave Denis, Président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1922 [10 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). M. Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret déclarant close la session ordinaire de 1922 [8 juillet] (A. t. I, p. 1336; J.O., p. 1188).

SINISTRÉS — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter à certains sinistrés, particulièrement intéressants l'application des dispositions de la loi du 17 avril 1919, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 9 février 1922, chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1311; I. n° 642).

SINISTRÉS (Groupement des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1921, relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de l'article 67 de la loi du 31 décembre 1920, relatif à la faculté de groupement des sinistrés par l'administration municipale et à l'autorisation d'emprunt par les communes, pour le compte de ces groupements, déposé par M. le Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice*. Renvoi à la Commission de l'administration

générale, départementale et communale et, pour avis à la Commission d'Alsace et Lorraine [9 février] (A. t. I, p. 65 ; J.O., p. 73 ; I. n° 68). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 534 ; J.O., p. 483 ; I. n° 243). M. Hervey dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [6 avril] (A. t. I, p. 710 ; J.O., p. 632 ; I. n° 310). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Helmer, Pol-Chevalier, rapporteur et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 mai] (A. t. I, p. 859 ; J.O., p. 772) Promulgation (J.O., 10 juin, p. 6014).

SOCIÉTÉS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 février 1921, relatif à l'introduction dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, de l'article premier, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés (Voir Table de 1921, p. 367). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 19 ; J.O., p. 27). . Promulgation (J.O., 8 février, p. 1554).

2 — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 22 novembre 1913, sur le régime des sociétés, déposée par M. Ratier. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 avril] (A. t. I, p. 817 ; J.O., p. 722). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [26 mai] (A. t. I, p. 859 ; J.O., p. 772). M. Chastenet dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 485 ; J.O., p. 1466 ; I. n° 742).

Voir Parts de fondateurs.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION, —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 14 de la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit au travail en France (Voir Table de 1921 ; p. 367). M. Duquaire dépose le rapport [9 mars] (A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 262 ; I. n° 160). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [23 mars] (A. t. I, p. 432 ; J.O., p. 397). M. Charles Deloncle dépose l'avis de la Commission du commerce [24 mars] (A. t. I, p. 438 ; J.O., p. 403 ; I. n° 224). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 555 ; J.O., p. 504). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 4766).

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT IMMOBILIER. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 24 avril 1919, réglant la situation créée par la guerre aux sociétés de crédit immo-

bilier, aux sociétés d'habitation à bon marché et aux institutions prévues par la législation sur les habitations à bon marché et la petite propriété, ainsi qu'à leurs emprunteurs et locataires-acquéreurs (Voir Table de 1921, p. 368). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 20; J. O., p. 28) Promulgation (J. O., 21 février, p. 2206).

SPÉCULATION ILLICITE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer l'exécution de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 et de la loi du 23 octobre 1919, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle (I. n° 609). M. Guillier dépose le rapport [20 octobre] (A. t. II, p. 41; J. O., p. 1233, 1243; I. n° 613). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Discussion générale : MM. Guillier, *rapporteur*; Louis Michel, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*; Louis Martin, Reynald, Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Eugène Penancier, de Monzie et Dominique Delahaye. Vote, au scrutin, du passage à la discussion des articles. Contre-projet de M. Gaudin de Villaine : MM. Gaudin de Villaine, Japy et Guillier, *rapporteur*. Rejet. Article premier : MM. Lafferre et le Garde des Sceaux. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 octobre] (A. t. II, p. 44; J. O., p. 1245). Promulgation (J. O., 22 octobre, p. 10422).

STATION MARÉMOTRICE. — Voir Aber-Vrac'h.

STATUT DES FONCTIONNAIRES D'ALSACE ET LORRAINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace et Lorraine (Voir Table de 1921, p. 311). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [16 février] (A. t. I, p. 85; J. O., p. 97).

STRASBOURG (Enceinte fortifiée de). — Voir Armée, § II, 4.

SUCRES, MÉLASSES ET ALCOOLS ÉTRANGERS. — Voir Douanes, 2.

TABAC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 mai 1920, relatif à la production, la

circulation et la détention du tabac en feuilles en Alsace et Lorraine (Voir Table de 1921, p. 369). M. Dausset dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1193 ; J. O., p. 1065 ; I. n° 482).

TABAC FABRIQUÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 20 octobre 1921 concernant l'introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des prescriptions relatives à la circulation et à la détention du tabac fabriqué, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et de Lorraine [9 mars] (A. t. I, p. 277 ; J. O., p. 263 ; I. n° 168). M. Dausset dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1193 ; J. O., p. 1065 ; I. n° 483).

TABAC (Planteurs de). — Projet de loi portant relèvement du taux applicable au paiement des manquants à la charge des planteurs de tabac (art. 48 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1922). M. Dausset dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1193 ; J. O., p. 1065 ; I. n° 484).

TABACS INDIGÈNES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les conditions de classement et de fixation du prix des tabacs indigènes, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (A. t. II, p. 404 ; J. O., p. 1573 ; I. n° 807). M. Louis Dausset dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 423 ; J. O., p. 1589 ; I. n° 819). Déclaration de l'urgence [29 décembre] (A. t. II, p. 448 ; J. O., p. 1612). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Claude Rajon, de Monzie, Louis Dausset, *rapporteur*, et Dominique Delahaye. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 470 ; J. O., p. 1632). Promulgation (J. O., 31 décembre, p. 12512).

TAUX MAXIMA. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 19 novembre 1921, relatif à l'application, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions concernant les taux maxima prévus par le Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, en matière d'assurance-accidents, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 juin] (A. t. I, p. 995 ; J. O., p. 898).

TAXATION DE CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES. —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant les pouvoirs des préfets en matière de taxation de certaines denrées alimentaires, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture [19 décembre] (A. t. II, p. 291 ; J. O., p. 1474 ; I. n° 767). Renvoi, pour avis, à la Commission d'administration générale, départementale et communale [27 décembre] (A. t. II, p. 404 ; J. O., p. 1573).

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 13 de la loi du 31 juillet 1917 (art. 1^{er} disjoint du projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions relatives à la taxe sur le chiffre d'affaires) (Voir Table de 1921, p. 370. M. Henry Bérenger dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 1001 ; J. O., p. 908 ; I. n° 409). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [6 juillet] (A. t. I, p. 1229 ; J. O., p. 1098). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général* [6 juillet] (A. t. I, p. 1245 ; J. O., p. 1111). Suite de la discussion générale : MM. Léon Perrier, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Servain. Avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, par M. Serre, *rapporteur*. Reprise de la discussion générale : MM. Roustan, Jouis, Billiet, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Dominique Delahaye et de Jouvenel. Article unique : Adoption des premiers alinéas. Amendement de MM. Bouveri et Fourment après le 1^o de l'article : MM. Bouveri et le Ministre des Finances. Retrait. Sur le 2^o de l'article : MM. Mauger, le Ministre des Finances, Henri Merlin. Adoption du 2^o. Adoption du 3^o de l'article Amendement de MM. Machet, Milan, Mollard, Brard et Mazurier au 4^o de l'article : MM. Machet, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, François-Saint-Maur, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption du 4^o de l'article. Sur le 5^o : MM. Le Barillier, le Ministre des Finances, François-Saint-Maur, le Rapporteur général, Japy, Lemarié, Gaudin de Villaine. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Henry de Jouvenel : MM. de Jouvenel, le Ministre des Finances, le Rapporteur général, Mauger et Labrousse. Adoption de l'amendement (6^o) modifié. Sur le 7^o : MM. Le Barillier, Serre, *rapporteur de la Commission du commerce* ; Roustan, le Ministre des Finances, François-Saint-Maur, le Rapporteur général, Louis David. Adoption. Sur le dernier alinéa de l'article : MM. Gaston Carrère, le

Ministre des Finances, le Rapporteur général. Adoption du dernier alinéa de l'article modifié. Adoption de l'ensemble de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [7 juillet] (A. t. I, p. 1256; J.O., p. 1122). || M. Henry Bérenger dépose le rapport [26 octobre] (A. t. II, p. 70; J.O., p. 1270; I. n° 624). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [9 novembre] (A. t. II, p. 137; J.O., p. 1330). M. Serre dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [21 novembre] (A. t. II, p. 180; J.O., p. 1369; I. n° 668). M. Henry Bérenger dépose un rapport supplémentaire [19 décembre] (A. t. II, p. 317; J.O., p. 1495; I. n° 769). Déclaration de l'urgence [21 décembre] (A. t. II, p. 348; J.O., p. 1523). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Louis Serre, *rapporteur de la Commission du commerce* ; Buhan, Louis Michel, Pierre Codet, François-Albert, Japy et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Discussion des articles : Article premier. Amendement de M. Faure et plusieurs de ses collègues : MM. Faure et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Ajourné à l'article 3. Amendement de M. Gaston Doumergue et plusieurs de ses collègues : M. Gaston Doumergue et le Rapporteur général. Ajourné à l'article 3. Adoption de l'article premier. Article 2. Amendement de M. Japy : MM. Japy, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* et le Rapporteur général. Renvoi à la Commission. Amendement de M. Bergeon, non appuyé. Amendement de M. Roustan : MM. Roustan, le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Rejet [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1552). Demande d'ajournement de la discussion : MM. Léon Perrier et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 405; J.O., p. 1574).

TAXES DIVERSES ET TAXES DE REMPLACEMENT.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés (Voir Table de 1921, p. 373). M. Schrameck dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 54; I. n° 43). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 février] (A. t. I, p. 65; J.O., p. 74). Promulgation (J.O., 17 février, p. 2022).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Vinay (Isère) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des

finances [2 février] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 60; I. n° 47). M. Schrameck dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des dix articles et de l'ensemble du projet de loi [9 février] (A. t. I, p. 69; J.O., p. 77; I. n° 73). Promulgation (J.O., 11 février, p. 1714).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Commercy (Meuse) à établir, à partir du 1^{er} janvier 1922, diverses taxes en remplacement de ses droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [16 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 96; I. n° 90). M. Schrameck dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 992; J.O., p. 893; I. n° 389). Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1018; J.O., p. 918). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6982).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Malo-les-Bains (Nord) à établir à son profit: 1^o une taxe sur les pianos et autres instruments à clavier, les phonographes et autres instruments analogues; 2^o une taxe sur les propriétés bâties; 3^o une taxe d'habitation; 4^o une taxe sur les locaux professionnels, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [16 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 96; I. n° 91). M. Schrameck dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 320; I. n° 174). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 383). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3495).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Chamond (Loire), à établir une taxe sur le revenu net de la propriété bâtie, en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [1^{er} juin] (A. t. I, p. 881; J.O., p. 791; I. n° 355). M. Schrameck dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 992; J.O., p. 894; I. n° 391). Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1918; J.O., p. 917). Promulgation (J.O., 4 juillet p. 6982).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Aigues-Mortes (Gard) à établir à son profit un certain nombre de taxes en remplacement de ses droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1250; J.O., p. 1115; I. n° 520). M. Schrameck dépose le rapport [21 octobre] (A. t. II, p. 61; J.O., p. 1262; I. n° 622). Adoption [14 novembre] (A. t. II, p. 143; J.O., p. 1336). Promulgation (J.O., 24 novembre, p. 11238).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Quentin (Aisne), à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [9 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1312; I. n° 643).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 29 décembre 1911 qui a autorisé la commune de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [14 décembre] (A. t. II, p. 287; J.O., p. 1468; I. n° 758).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Fontenay-le-Comte (Vendée) à percevoir diverses taxes en remplacement de ses droits d'octroi partiellement supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 334; J.O., p. 1512; I. n° 778). M. Schrameck dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 418; J.O., p. 1585; I. n° 811). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 522; J.O., p. 1673). Promulgation (J.O., 13 janvier 1923, p. 414).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Privas (Ardèche) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 474; J.O., p. 1634; I. n° 843). M. Milan dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des treize articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 554; J.O., p. 1698). Promulgation (J.O., 14 janvier 1923, p. 435).

TAXES DE JAUGEAGE. — Voir Jaugeage (Taxes de).

TAXES POSTALES, TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à des modifications de diverses dispositions de la loi du 20 mars 1920 portant relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission du commerce,

de l'industrie, du travail et des postes, et, pour avis, à la Commission des finances [9 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 67; I. n° 58). Renvoi à la Commission des finances [3 mars] (A. t. I, p. 209; J.O., p. 205). M. Pelisse dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 348; I. n° 182). M. Louis Pasquet dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [17 mars] (A. t. I, p. 413; J.O., p. 379; I. n° 194). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Humblot, Charles Chabert, Louis Michel, Paul Pelisse, *rapporteur*; et Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Pelisse, *rapporteur*. Adoption (devenant l'article 1^{er}). Article 2 : Amendement de M. Reynald. Amendement de MM. François Albert, Duplantier, Poulle et plusieurs de leurs collègues : MM. Reynald, Maurice Sarraut, Hugues Le Roux, Paul Pelisse, *rapporteur*; Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*. Retrait de l'amendement de M. Reynald. Adoption, au scrutin, de l'amendement de MM. François Albert, Duplantier, Poulle et plusieurs de leurs collègues. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 8. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [31 mars] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 587).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à des modifications de diverses dispositions de la loi du 29 mars 1920, portant relèvement, et de la loi du 31 décembre 1921, portant abaissement de taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [16 juin] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 863; I. n° 380). M. Paul Pelisse dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 883; I. n° 386). M. Serre dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [27 juin] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 963). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Articles premier et 2. Adoption. Articles 3 à 7 précédemment adoptés. Amendement de M. Abel Lefèvre non appuyé. Article 8 précédemment adopté. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1106; J.O., p. 994). Promulgation (J.O., 8 juillet, p. 7094).

TAXE DU REVENU. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 9 mars 1922, concernant la taxe du revenu sur les tantièmes payés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, aux directeurs des sociétés par actions, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [26 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 1551; I. n° 797).

TERRAINS ET DOMAINES RURAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 3 de la loi du 31 octobre 1919, autorisant les départements et les communes à acquérir des terrains et des domaines ruraux, à les lotir et à les revendre en vue de faciliter l'accession à la petite propriété des travailleurs et des familles peu fortunées, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture [4 juillet] (A. t. I, p. 1223; J.O., 1090; I. n° 498).

TERRAINS ENDOMMAGÉS PAR FAITS DE GUERRE. -- Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, fixant les conditions de réutilisation des terrains endommagés par faits de guerre et rachetés par l'Etat, en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919 (§§ 6 et 7), transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 9 février 1922, chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion et, pour avis, à la Commission des finances [16 novembre] (A. t. II, p. 161; J.O., p. 1353; I. n° 658).

TERRAINS EN MONTAGNE.

I —Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Durance-Luye, département des Hautes-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture [4 juillet] [A. t. I, p. 1223; J.O., p. 1090; I. n° 500; M. Machet dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 180; J.O., p. 1369; I. n° 670). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre] [A. t. II, p. 240; J.O., p. 1423]. Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11903).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Durance-Sasse, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture [4 juillet] (A. t. I, p. 1223; J.O., p. 1090; I. n° 499). M. Machet dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 180; J.O., p. 1369; I. n° 671). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre] (A. t. II, p. 240; J.O., p. 1423). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11902).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Oule, département des Hautes-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture [4 juillet] (A. t. I, p. 1223; J.O., p. 1090; I. n° 501). M. Machet dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 180; J.O., p. 1369; I. n° 672). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre] (A. t. II, p. 240; J.O., p. 1423). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11903).

TESTAMENT MYSTIQUE. — Voir Code civil, 21.

TESTAMENTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux testaments faits dans les régions envahies pendant l'occupation ennemie, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des départements libérés de l'invasion [30 juin] (A. t. I, p. 1106; J.O., p. 994; I. n° 456).

TRAITE DES FEMMES. — Voir Code pénal.

TRANSCRIPTION. — Projet de loi de M. Milan et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire la formalité de la transcription (Voir Table de 1921, p. 376). M. Poi-Chevalier dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 120; I. n° 129).

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce, déposée par M. Roustan. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [12 octobre] (A. t. II, p. 4; J. O., p. 1199;

I. n° 583). M. Roustan dépose le rapport [26 octobre] (A. t. II, p. 61; J.O. 1262; I. n° 621). Discussion générale : MM. Roustan, *rapporteur* et Gourju. Adoption de l'article unique. Observations de MM. Roustan, *rapporteur*; Guillaume Poulle et Jeanneney. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [23 novembre] (A. t. II, p. 206; J.O., p. 1393).

Voir Décorations, 12.

TRIBUNAUX MILITAIRES. — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à restreindre la compétence des tribunaux militaires au profit des juridictions de droit commun. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [22 juin] (A. t. I., p. 995; J.O., p. 898; I. n° 404).

TROUPES AUXILIAIRES MAROCAINES. — Voir Armée, § II, 8.

TYPHUS SÉVISSANT EN EUROPE ORIENTALE. — Voir Crédits supplémentaires, § II, 1.

VALEURS ÉTRANGÈRES (Arrérages des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1920, relatif à l'encaissement, par la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et Lorraine, des arrérages des valeurs étrangères déposées (Voir Table de 1921, p. 378). M. Henry Bérenger dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 44; J. O., p. 54; I. n° 42).

VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 décembre 1921 concernant l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la législation française en matière de taxes sur les valeurs mobilières étrangères, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [24 mars] (A. t. I, p. 458; J. O., p. 420; I. n° 229). M. Roy dépose le rapport [19 octobre] (A. t. II, p. 22; J. O., p. 1224; I. n° 606).

VARENNES-JARCY (Seine-et-Oise). — Voir Communes et cantons, 6.

VENTE ET NANTISSEMENT DES FONDS DE COMMERCE. — Voir Fonds de commerce.

VERDON (Etablissement maritime du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'exécution de l'Établisse-

ment maritime du Verdon, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [14 décembre] (A. t. II, p. 284; J. O., p. 1465; I. n° 746).

VERDON (Eaux du). — Voir Alimentation publique.

VESTIGES ET SOUVENIRS DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les vestiges et souvenirs de guerre, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'enseignement [28 février] (A. t. I, p. 164; J. O., p. 164; I. n° 138). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [21 mars] (A. t. I, p. 418; J. O., p. 383). M. Humblot dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 224; J. O., p. 1408; I. n° 704). Ajournement de la discussion [7 décembre] (A. t. II, p. 281; J. O., p. 1461).

VICTIMES DE LA GUERRE. — Proposition de loi relative à l'application, aux victimes de la guerre, de la loi sur le crédit agricole (Voir Table de 1921, p. 268). Renvoi à la Commission de l'agriculture [9 mars] (A. t. I, p. 299; J. O., p. 281). M. Machet dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 324; J. O., p. 800; I. n° 172).

VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, déposé par M. Albert Lebrun. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [24 janvier] (A. t. I, p. 21; J. O., p. 29; I. n° 14). M. Gallini dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 57; J. O., p. 67; I. n° 65).

VIDUITÉ (Délai de). — Voir Code civil, 12.

VILLA D'ALBAY. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'aliénation de l'immeuble « Villa d'Albay », situé au lieu dit « la Claquette », commune de Labroque (Bas-Rhin), déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [23 février] (A. t. I, p. 111; J. O., p. 119; I. n° 119). M. Dausset dépose le rapport [21 mars] (A. t. I, p. 418; J. O., p. 383; I. n° 196). Déclaration

de l'urgence. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 556). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 4406).

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES. — Voir Taxes de remplacement, 8.

VIN (Récolte de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réduire le délai dans lequel doit être faite la déclaration de récolte de vin (Voir Table de 1921, p. 379). M. Fernand David dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 198; J.O., p. 1384; I. n° 679). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre] (A. t. II, p. 243; J.O., p. 1425). Promulgation (J.O., 7 décembre, p. 14630).

VINAY (Isère). — Voir Taxes de remplacement, 2.

VOIES FERRÉES D'INTÉRÊT LOCAL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1921, relatif à l'extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la législation française sur les voies ferrées d'intérêt local, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [1^{er} mars] (A. t. I, p. 163; J.O., p. 170; I. n° 140). Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine. M. Brangier dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 797; I. n° 364). M. Gegauff dépose l'avis de la Commission d'Alsace et de Lorraine [19 décembre] (A. t. II, p. 291; J.O., p. 1473; I. n° 763).

VOIRIE (Permissions de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de simplifier la procédure suivie pour la délivrance des permissions de voirie et des alignements individuels sur la grande voirie et sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale [29 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 1607; I. n° 839).

VOITURES AUTOMOBILES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 22 juillet 1909, relative au recensement, au classement et à la réquisition des voitures automobiles, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission de l'Armée. [31 janvier] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 48; I. n° 31). M. Guillaume

Poulle dépose le rapport [23 février] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 107; I. n° 107) Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars] (A. t. I, p. 361; J.O., p. 331). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 3238).

VOLS COMMIS EN CHEMINS DE FER. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'aggraver la répression des vols commis en chemin de fer, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [16 février] (A. t. I, p. 85; J. O., p. 96; I. n° 98). M. Lebert dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1249; J. O., p. 1114; I. n° 524). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [26 octobre] (A. t. II, p. 62; J. O., p. 1263). Promulgation (J. O., 28 octobre, p. 10614).

WASSY (Canal de). — Voir Canal de Wassy.